

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA POLITIQUE ANTINARCOTIQUE DES ÉTATS-UNIS ENVERS
LA COLOMBIE DURANT L'ADMINISTRATION CLINTON (1993-2001) :
SÉCURISATION DU NARCOTRAFIQUE OU SÉCURISATION DE LA CRISE
COLOMBIENNE ?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
JORGE ANDRÉS RAVE

AVRIL 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*« Persuading the public that we can succeed on a mission is essential to
persuading them that it's worthy to pay the cost of fighting ».*
Christopher Gelpi

REMERCIEMENTS

Avant tout je voudrais exprimer ma gratitude à mon amie, compagne et conjointe, Natalia Orozco, qui m'a accompagné tout au long de ce séjour universitaire, de manière parfois stoïque. Ce travail est aussi pour nos deux merveilleux enfants Emma et Lorenzo, qui remplissent de joie nos jours depuis décembre 2006 et novembre 2008, respectivement. Évidemment que mes pensées se dirigent aussi vers ma famille Rave Henao (Papi, Mami, Naty, Sofi, Samy et Richi), à Medellín, ainsi qu'à ma belle-mère Olga, qui m'ont toujours encouragé lorsque j'ai décidé de m'embarquer dans un monde différent à celui de la Publicité.

Je remercie également mon directeur de recherche, Alex Macleod, pour sa patience et son appui, qui m'ont permis, entre autres, de participer à des conférences académiques de renom, pour y tester les résultats de mes recherches devant de divers publics.

Mes remerciements vont aussi à Mona Kayal et Jérémie Cornut, qui ont accepté, parfois avec des délais très serrés, de relire et de corriger mes textes. Je tiens également à remercier Charles Létourneau, qui a joué un rôle essentiel dans le dépôt de ce mémoire auprès du département de science politique.

Finalement, je ne saurai quitter l'UQAM sans remercier Dorval Brunelle, directeur de l'Observatoire des Amériques, pour son amitié et sa grande générosité dès le moment de ma nomination au poste de coordonnateur de l'observatoire, en octobre 2006. Je me souviendrai toujours de ces années d'observation américaine comme une

expérience de vie et une expérience professionnelle non seulement enrichissante, mais aussi absolument fascinante.

TABLE DE MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES_	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
I. Notre question de recherche	4
II. Cadre analytique	5
2.1. Le constructivisme	6
2.2. Constructivisme dominant et constructivisme critique	8
2.3. La relation identité-sécurité.....	11
2.4. La sécurisation comme choix politique.....	15
2.5. Les actes de langage comme outils du processus de sécurisation.....	17
2.6. Qu'entend-on par désécurisation?.....	20
III. Structure du mémoire.....	21
IV. Méthodologie	22
CHAPITRE I	
LE PROCESSUS DE SÉCURISATION DU NARCOTRAFIC DURANT L'ADMINISTRATION REAGAN : LES PREMIERES ANNEES DE LA GUERRE ANTIDROGUE	24
1.1. Les années Reagan: la légitimation de la croisade antidrogue.....	24
1.2. Le rôle de l'identité dans le processus de sécurisation du narcotrafic	32
CHAPITRE II	
L'ADMINISTRATION BUSH: LA POURSUITE DE LA CROISADE ANTIDROGUE	42
2.1. La poursuite de la guerre antidrogue.....	42
2.2. La guerre antidrogue dans les Andes	45

2.3.	L'influence du tsar antidrogue	49
2.4.	Le lancement de la <i>National Drug Control Strategy</i>	54
2.5.	La GAD sous Bush : un bilan plutôt mitigé	60
CHAPITRE III		
LA POLITIQUE ANTINARCOTIQUE DE L'ADMINISTRATION CLINTON : LES ANNEES D'AMBIGUITE ?		65
3.1.	La stratégie antinarcotique de Clinton: un pas vers la désécurisation du narcotrafic ?.....	66
3.2.	L'arrivée d'un nouveau tsar antidrogue : la (ré)sécurisation de la stratégie antinarcotique américaine ?.....	79
3.3.	Le processus de construction de la Colombie comme une narcodémocratie..	82
3.4.	La sécurisation de la crise colombienne et le Plan Colombie.....	88
CONCLUSION		96
BIBLIOGRAPHIE		102

LISTES DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AUC :	Autodéfenses unifiées de la Colombie
CIA :	Central Intelligence Agency
DEA :	Drug Enforcement Administration
ELN :	Armée de libération nationale
FARC :	Forces armées révolutionnaires de la Colombie
FBI:	Federal Bureau of Investigation
GAD:	Guerre à la drogue
IA:	Initiative andine
INL:	Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs
NCSR:	Narcotics Control Strategy Report
NDCS:	National Drug Control Strategy
NSDD:	National Security Decision Directive
NSC :	National Security Council
ONDCP:	Office of National Drug Control Policy
U.S.:	United States

RÉSUMÉ

Dans ce travail, nous nous intéresserons au processus de sécurisation de la crise colombienne pendant l'administration de Bill Clinton (1993-2001), notamment en ce qui concerne la politique antinarcotique américaine à l'égard de la Colombie, comme sa principale représentation, dans les années 1990. Par sécurisation, nous entendons le processus par lequel une question commence à être perçue comme une menace existentielle exigeant des mesures extraordinaires (souvent militarisées) afin d'y remédier. Nous avons choisi le cas colombien parce que nous considérons que l'étude de la politique étrangère américaine envers ce pays andin permet de montrer que cette dernière est, d'abord et avant tout, le résultat du processus de sécurisation du narcotrafic amorcé par Ronald Reagan, soit une politique qui se veut prohibitionniste et militariste et qui semblerait exclure toute approche qui en prônerait une vision non militaire. Par la suite, l'analyse du processus de sécurisation du narcotrafic nous amène à considérer l'impact qu'a eu cette approche sur l'identité collective des États-Unis, les aspects sociopolitiques dudit processus à partir de son début, ainsi que le rôle des différents acteurs et institutions américains dans la formulation et dans l'application, voire la légitimation auprès de l'opinion publique américaine du Plan Colombie à la fin des années 1990.

Mots clés : Sécurisation, guerre antidrogue, narcotrafic, États-Unis, Plan Colombie.

INTRODUCTION

Jutta Weldes soutient qu'au lendemain de la Guerre froide, les États-Unis ont pu assumer une « identité en tant que leader du monde libre et démocratique¹ », dans la mesure où ils assumaient l'obligation morale de défendre la démocratie et la liberté, et d'agir avec fermeté lorsque leur intervention s'avérait nécessaire pour protéger les valeurs démocratiques². En effet, cette nouvelle conjoncture a révélé au grand jour la complexité d'un monde qui s'est vu dès lors menacé autant par la prolifération d'acteurs non étatiques, que par une série de phénomènes, tels que les tensions ethniques, la dégradation environnementale, le narcotrafic, entre autres, ce qui ne correspondait aux tensions interétatiques propres à la deuxième partie du XXe siècle³. En fait, après la fin de la Guerre froide, le Pentagone indiquait déjà que, pour les États-Unis, le trafic de drogues représentait une menace aussi importante que le terrorisme, la pauvreté, la migration et les inégalités sociales⁴. C'est dans ce contexte, qu'il fut donc possible de considérer le narcotrafic comme un cas typique des menaces auxquelles les États-Unis devaient faire face, sans pour autant que cela représente des changements radicaux dans l'orientation traditionnelle de leur « guerre à la drogue » (War on Drugs ou GAD), comme l'expliquent Arlene B. Tickner et Ann C. Mason⁵.

¹ Jutta Weldes, « Introduction ». Dans: *Constructing National Interests: the United States and the Cuban Missile Crisis*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999, p. 14.

² Jutta Weldes, « Constructing National Interests ». *European Journal of International Relations*. Vol. 2, No. 3 (1996), p. 283.

³ Selon Katzenstein, « (...) changes in world politics have broadened the security agenda that confronts states. And nonstate actors are of great relevance to traditional issues of military security ». Peter J. Katzenstein, « Conclusion », p. 498-537. Dans: *The Culture of National Security, Norms and Identity in World Politics*. New York: Columbia University Press, 1996, p. 524.

⁴ J. Patrice McSherry, « Preserving Hegemony: National Security Doctrine in the Post-Cold War Era ». *NACLA Report on the Americas*. Vol. 34, No. 3 (Novembre/Décembre 2000). Disponible [en ligne]: http://www.nacla.org/art_display.php?art=414 (Consulté le 20 octobre 2007).

⁵ Arlene B Tickner et Ann C. Mason, « Mapping Transregional Security Structures in the Andean Region ». *Alternatives*, Vol. 28, No. 3, 2003, p. 368.

Pourtant, même avant la fin de la Guerre froide, les États-Unis s'étaient immiscés dans un processus d'évolution identitaire au niveau global, que les avait amenés à percevoir de manière officielle l'incidence de la consommation de narcotiques par le peuple américain comme une menace à leur sécurité nationale, ce qui demandait davantage de vigilance et davantage de sécurité⁶. Ainsi, les lois antidrogues ont contribué à définir et à délimiter publiquement le moral américain, même si, comme le souligne David Campbell, « the number of deaths resulting from the legal drugs of alcohol and tobacco far and away exceeds those arising from illegal drugs⁷ ».

Par conséquent, il fut possible pour les décideurs politiques américains (et pour ceux qui étaient responsables de mener la GAD), de véhiculer un mode de raisonnement basé sur la représentation d'une grave menace à la sécurité nationale des États-Unis –qui provenait de l'instable région andine– avec laquelle des valeurs identitaires américaines, comme la démocratie et la liberté⁸, risquaient de disparaître. Il conviendrait alors de rappeler que, comme écrit Weldes,

[t]o critical constructivists, modes of reasoning rather than events or choices are the object of analysis. (...) Modes of reasoning are the rules through which discourses make possible the constructions of particular representations of the social world, of interests, and of policy problems. (...)

⁶ Comme Campbell l'écrit, « for the United States, the current period in world politics can be understood as being characterized by the representations of novel challenges in terms of traditional analytics, and the varied attempts to replace one enemy with (an)other ». David Campbell, *Writing Security- United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1998, p. 8.

⁷ Campbell, *op.cit.*, p. 171-178.

⁸ « A transition took place from conceiving drugs as a national security concern to conceiving illegal drugs and drug cartels and all perilous effects of drug trafficking as threats to the essence of U.S. identity and U.S. foreign policy, namely, democracy ». Tickner et Mason, *loc. cit.*, p. 373.

[they are] intersubjective structures of rules that make particular forms of reasoning possible⁹.

Selon Jean-Frédéric Légaré-Tremblay ces modes de raisonnement « sont des structures intersubjectives, donc partagées, de règles, qui sont comprises dans les discours et en fonction desquelles se construisent les représentations par les agents¹⁰ ».

Dans ce mémoire, nous nous intéresserons, premièrement, au processus de sécurisation du narcotrafic depuis les années 1980, pour ensuite nous concentrer sur le processus de sécurisation de la crise colombienne pendant l'administration de Bill Clinton (1993-2001), notamment en ce qui concerne la politique antinarcotique américaine à l'égard de la Colombie dans les années 1990, comme sa principale représentation. Par sécurisation, nous entendons le processus par lequel une question commence à être perçue comme une menace existentielle exigeant des mesures extraordinaires (souvent militarisées) afin d'y remédier¹¹. Autrement dit, comme le souligne Roxane Lynn Doty, sécurisation est le processus à travers lequel « issues [that] are not inherently security issues, become so (...) by virtue of a process of social construction¹² ».

Nous avons choisi le cas colombien parce que nous considérons que l'étude de la politique étrangère américaine envers ce pays andin permet de montrer que cette

⁹ Jutta Weldes, « Bureaucratic Politics: A Critical Constructivist Assessment ». *Mershon International Studies Review*. Vol. 42, No. 2 (Novembre 1998), p. 223. Notre italique.

¹⁰ Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, « Réflexions théoriques sur la politique américaine de sécurité nationale après le 11 septembre 2001 ». *Notes de recherche du CEPES*. Numéro 27, Juin 2004.

¹¹ Ole Wæver, « Securitization and Desecuritization », p. 46-86. Dans: *Security: a new Framework for Analysis*. Lynne Rieder Publishers, Boulder London, 1998, p. 54; Olav F. Knudsen, « Post-Copenhagen Security Studies: Desecuritizing Securitization ». *Security Dialogue*, Vol. 32, No. 3 (September 2001), p. 361; Frank Möller, « Photographic Interventions in Post-9/11 Security Policy ». *Security Dialogue*, Vol. 38, No. 2 (June 2007), p. 181.

¹² Roxane Lynn Doty, « Immigration and the Politics of Security ». Dans: *The Origins of National Interests*. Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 1999. p. 72-73.

dernière est, d'abord et avant tout, le résultat du processus de sécurisation du narcotrafic amorcé par Ronald Reagan en 1982, soit une politique qui se veut prohibitionniste et militariste et qui semblerait exclure toute approche qui en prônerait une vision non militaire. Pour cela, Arlene B. Tickner et Ann C. Mason écrivent que les politiques antinarcotiques américaines « have been based [since their securitization] upon repressive, prohibitionist, and hard-line strategies and language¹³ ». Par la suite, l'analyse du processus de sécurisation du narcotrafic nous amène à considérer l'impact qu'a eu cette approche sur l'identité collective des États-Unis, les aspects sociopolitiques dudit processus à partir de son début, ainsi que le rôle des différents acteurs et institutions américains dans la formulation et dans l'application, voire la légitimation auprès de l'opinion publique américaine du Plan Colombie à la fin des années 1990.

I. Notre question de recherche

À la base de notre questionnement se trouve une préoccupation fondamentale, à savoir quel est le mode de raisonnement qui a rendu possible que le narcotrafic en provenance de la Colombie, ainsi que la perception de l'État colombien comme une entité faible en raison de l'action des groupes de narcotrafiquants, pouvant mettre en péril la sécurité nationale des États-Unis, légitime le financement du Plan Colombie par l'administration Clinton? Nous essayerons d'y apporter une réponse en utilisant une méthode déductive s'appuyant sur une hypothèse principale et deux sous-hypothèses qui nous aideront à la corroborer. Ainsi, l'hypothèse centrale de notre mémoire est la suivante :

Malgré l'introduction d'une dimension « démocratie » dans la formulation du Plan Colombie, la stratégie défendue par

¹³ Tickner et Mason. *loc.cit.*, p. 368.

l'administration Clinton face à la crise colombienne, demeure essentiellement tributaire de l'approche sécurisante avancée par les administrations de Ronald Reagan et George H.W. Bush face au narcotrafic. C'est ainsi que la détérioration de la démocratie colombienne est perçue comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis.

Par la suite, nous exposerons les sous-hypothèses qui découlent de l'hypothèse de notre mémoire. Leur objectif est donc de nous aider à la confirmer ou à l'infirmier. Les voici :

- *Contrairement aux politiques antinarcotiques de ses prédécesseurs, qui visaient essentiellement à sécuriser le narcotrafic, la politique antinarcotique de l'administration Clinton apparaît comme un effort de désécurisation du narcotrafic, ce qui aurait pu amorcer un tournant dans la guerre antidrogue. Cependant, le Plan Colombie ne serait que la (re)sécurisation de cette même question;*
- *Le Plan Colombie serait donc le produit d'un processus de sécurisation alimenté par une articulation complexe entre la dynamique politique et de sécurité internes de la Colombie, et la sécurité nationale des États-Unis.*

II. Cadre analytique

Dans le cadre de ce mémoire, nous favorisons le constructivisme critique comme approche des théories des relations internationales, afin de comprendre le mode de raisonnement qui a rendu possible que le narcotrafic en provenance de la Colombie, ainsi que la perception de l'État colombien comme une entité faible en

raison de l'action des groupes de narcotrafiquants, pouvant mettre en péril la sécurité nationale des États-Unis, légitime le financement du Plan Colombie par l'administration Clinton.

Nous procéderons alors à introduire brièvement la théorie constructiviste des relations internationales, pour ensuite présenter l'approche privilégiée en soulignant son utilité pour notre recherche.

2.1. Le constructivisme

Le constructivisme fait partie de ce que Steve Smith appelle les théories constitutives (également appelées interprétatives)¹⁴, contrairement aux approches libérale et réaliste, qui font partie des théories explicatives. Selon Alex Macleod, lorsque l'on parle de constructivisme on ne parle pas d'un « paradigme », mais plutôt d'un « ensemble d'approches [de portée théorique] interliées pour l'étude des relations internationales¹⁵ ». Pour sa part, Anthony Lott soutient que le « constructivism is a philosophical approach to making sense of the world [that is] best understood, initially, as an epistemological approach¹⁶ ».

De leur côté, Audie Klotz et Cecelia Lynch voient le constructivisme comme une approche qui « s'est singularisé[e] comme approche théorie critique », car il dénonce « les lacunes du réalisme structurel et du rationalisme et en appelle à la

¹⁴ Selon Macleod, Smith établit la différence entre les deux ainsi: « une théorie explicative voit le monde comme quelque chose d'extérieur à nos théories et à nos sujets; par contre, une théorie constitutive croit que nos théories participent à la construction du monde ». Alex Macleod, « Les études de sécurité: du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures et conflits*, No.54, 2004, [En ligne], mis en ligne le 28 avril 2005. URL : <http://www.conflicts.org/index1526.html>. (Consulté le 08 mars 2008)

¹⁵ *Ibid.*, p. 14.

¹⁶ Anthony Lott, « Constructivists on Security », p. 27-47. Dans: *Creating Insecurity: realism, constructivism, and U.S. security policy*. Aldershot, Hants, England; Burlington, VT: Ashgate, 2004.

théorie sociale critique pour mettre en question les éléments politiques et discursifs du pouvoir »¹⁷. Cependant, Macleod affirme que ce qui aide à bien faire la distinction entre le constructivisme et la Théorie Critique est le fait qu'il « ne se réfère ni à Gramsci ni à l'École de Francfort, et rarement au marxisme, et ne partage pas [l']objectif central d'émancipation [de la Théorie Critique] ». En plus, les partisans du constructivisme critique « acceptent explicitement ou implicitement une forme de fondationnalisme », ce qui les éloigne des postmodernistes, qui « rejettent toute position qui se voudrait quelque peu fondationnaliste »¹⁸.

En ce qui concerne l'épistémologie, Masson dit que de manière générale le constructivisme tend à analyser la réalité « autour de la question du *comment* plutôt qu'[autour de] celle du *pourquoi*¹⁹ ». En effet, pour Walt, tandis que les théories explicatives se concentrent sur des facteurs matériels, les approches constructivistes s'intéressent surtout aux idées, ce qui veut dire qu'elles se montrent plus attentives à la manière dont « discourse reflects and shapes beliefs and interests²⁰ » d'une société. Cela ne veut pas dire que des acteurs constructivistes tels qu'Alexander Wendt négligent d'emblée les facteurs matériels ; au contraire, ils considèrent « que les idées comptent et que les identités, et donc les intérêts, ne peuvent être traités comme de simples données immuables²¹ », puisqu'ils peuvent changer avec le temps, entraînant des changements dans le comportement des États²². Autrement dit, selon Onuf, le

¹⁷ Audie Klotz et Cecelia Lynch, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », *Critique internationale*. No. 2 (hiver 1999), p. 52.

¹⁸ Macleod, *loc.cit.*

¹⁹ Masson Isabelle. « Constructivisme ». Dans : Macleod, Alex, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour (sous la dir.). *Relations Internationales : Théories et concepts*. Outremont : Athéna Éditions, 2002, p. 32.

²⁰ Stephen M. Walt, « International Relations: One World, Many Theories », *Foreign Policy*, (Printemps 1998), p. 40-41.

²¹ Macleod, *loc.cit.*

²² Walt. *loc. cit.*, p. 44.

constructivisme s'appuie sur l'idée que ce sont « les gens [qui] font la société, [en même temps que c'est] la société [qui] fait les gens²³ ».

Finalement, Stephen Walt soutient que ce qui importe dans le monde des relations internationales de l'après-guerre froide, à partir d'une perspective constructiviste, c'est de savoir « how different groups conceive their *identities* and *interests*²⁴ ». C'est ainsi que Dan O'Meara soutient que la théorie constructiviste souligne trois aspects de la politique mondiale dont : l'analyse du processus de construction des identités sociales des acteurs (agents) de la politique mondiale est essentielle pour comprendre leurs intérêts et leurs actions²⁵. En effet, selon Klotz et Lynch, pour les constructivistes, « le rôle des agents est crucial [pour comprendre la politique internationale, puisqu'il permet en même temps de] comprendre et [d']interpréter la création des identités, la formulation et la légitimation des revendications, [ainsi que] le développement des normes *dans* les sociétés et *entre* les sociétés²⁶ ».

2.2. Constructivisme dominant et constructivisme critique

O'Meara parle de trois variantes de constructivisme : le constructivisme conventionnel, le constructivisme axé sur les règles, et le constructivisme critique²⁷. Macleod *et al.* distinguent entre deux types de constructivisme. Un premier type « dominant », qui s'inspire des travaux d'Alexander Wendt²⁸ et qui « met toujours

²³ Macleod, *loc. cit.*

²⁴ Walt, *loc. cit.*, p. 41. Nos italiques.

²⁵ Dan. O'Meara, « Le constructivisme. Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats ». Dans : *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, p. 180.

²⁶ Klotz et Lynch, *loc. cit.*, p. 60. Nos italiques.

²⁷ O'Meara. *loc. cit.*, p. 197.

²⁸ O'Meara dit de Wendt, qu'il est « un constructiviste 'mince', 'étatiste' et 'positiviste' ». *Ibid.*, p. 198.

l'État au centre de ses analyses »²⁹, en plus de donner une grande importance aux concepts d'identité nationale et d'intérêt national. Par ailleurs, ce type de constructivisme considère l'identité comme « une donnée relativement stable, bien que perméable au changement »³⁰. Toutefois, comme le souligne Macleod, Wendt déclare que son objectif n'est pas « d'expliquer les identités et les intérêts des États³¹ ». À cela O'Meara ajoute que ce dernier « laisse de côté tous les facteurs internes (culturel, idéologique, matériel ou humain) qui donnent à chaque État son identité particulière³² ». Ce type de constructivisme présente une théorie confinée à l'étude du comportement entre les États que, dans le cas de notre sujet de recherche, est insuffisant pour rendre compte de la participation des acteurs autres que l'État dans la construction du narcotrafic colombien comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis.

A l'instar de la thèse de Campbell, selon laquelle « insecurity is a creation of discursive practices that reflect the construction of boundaries around a particular identity³³ », ainsi que de celle d'Henry Nau qui souligne qu'il n'est pas possible de « comprendre ni [d']expliquer la politique étrangère des États-Unis sans faire référence à l'identité³⁴ », nous croyons que ce qui a favorisé la formulation d'une politique extérieure antinarcotique américaine axée sur le militaire, c'est l'identité collective antinarcotique développée par les États-Unis depuis les années 1980, grâce à la déclaration de la GAD des administrations de Ronald Reagan (1981-1989) et de George H.W. Bush (1989-1993).

²⁹ Alex Macleod, Isabelle Masson et David Morin. « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales ». *Revue Études internationales*, Vol. XXXV, n. 1 (Mars 2004), p. 13.

³⁰ *Idem*.

³¹ Macleod. *loc. cit.*

³² O'Meara. *loc. cit.*, p. 188.

³³ Lott. *op. cit.*, p. 29.

³⁴ Philippe Le Prestre, « La reconstruction identitaire de l'Amérique après le 11 septembre ». *Revue Études internationales*, Vol. XXXV, n. 1 (Mars 2004), p. 26.

En ce qui concerne le courant critique, malgré le fait de « reproch[er] au courant constructiviste dominant son conservatisme épistémologique et ontologique », il partage avec ce dernier la « vision générale d'un monde socialement construit³⁵ », ainsi que celle d'une conception de l'identité, en tant que « construction sociale et historique³⁶ ». En ce sens, Walt souligne que ce qui sera toujours commun à toutes les formes de constructivisme, « is the capacity of discourse to shape how political actors define themselves and their interests, and thus modify their behavior³⁷ ». Ainsi, selon Lott, « identity and interest play the central part in individual and collective security [so that] it is possible to manipulate both in the creation and maintenance of a successful security programme³⁸ ».

De même, Weldes écrit que le constructivisme critique « highlight[s] the socially constructed nature of interests », et que ces « interests are produced, reproduced, and transformed through discursive practices of actors³⁹ ». La principale qualité du constructivisme critique serait alors qu'il « dénaturalise les constructions dominantes », les discours et les pratiques comme des objets d'analyse et examine comment certains agents réussissent à construire une réalité particulière⁴⁰. Autrement dit, il reconnaît que les discours « bring with them the power to constitute worlds⁴¹ ». Ceci dit, nous considérons que comprendre comment ces discours et ces pratiques définissent la menace sécuritaire du narcotrafic n'est possible que sous une approche qui nous engage dans une compréhension intersubjective plutôt que subjective⁴².

³⁵ Macleod. *loc. cit.*

³⁶ Macleod, Masson et Morin. *loc. cit.*, p. 13.

³⁷ Walt. *loc. cit.*, p. 41.

³⁸ Lott (2004a), *loc. cit.*, p. 34.

³⁹ Weldes (1998), *loc. cit.*, p. 218.

⁴⁰ Weldes *et al.* cités par Macleod. *loc. cit.*

⁴¹ Weldes (1998). *loc. cit.*, p. 221.

⁴² Jef Huysmans, « Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité », *Cultures & Conflits*, no. 31-32, (1998), p. 179.

2.3. La relation identité-sécurité

Selon O'Meara, « d'un point de vue constructiviste, chaque État a sa propre identité », et cette dernière « est la clé qui permet de comprendre [son] comportement⁴³ ». D'où l'importance des identités d'État « dans le monde réel et historiquement ancré analysé par les constructivistes⁴⁴ ». En plus, Colin H. Kahl écrit que les constructivistes soutiennent que l'identité entraîne des intérêts et des stratégies particulières de chaque État et ce, à travers trois façons qui se retrouvent à être interliées : les valeurs nationales, les croyances personnelles des membres élites, et un certain nombre de normes et des pratiques propres à chaque État⁴⁵.

Dans le cas des États-Unis, Arlene B. Tickner écrit que le problème des narcotiques défie deux mythes fondateurs de sa politique étrangère: « '(1) the United States has a special responsibility to lead the world in efforts at moral renewal, and (2) the interests of the United States are the interests of mankind'⁴⁶ ». Alors, comme le soutient Le Prestre, « [l]a légitimité des actions américaines procède (...) des

⁴³ O'Meara, *loc. cit.*, p. 187-188.

⁴⁴ *Idem.*

⁴⁵ Ces trois façons sont: « First, the national values inherent in a state's identity establish the ends, gratifications, or utilities sought by states. Thus, identity can literally define a state's interests. Second, certain beliefs embedded in the identities of actors help determine how situations in which actions take place to fulfill these interests should be defined and interpreted. This helps shape state preferences regarding particular actions. As a result, identity matters even with regard to those ends of state policy that tend not to vary across states with different identities. The state interest is almost certainly universal, regardless of the specifics of a state's identity. Yet, even when this interest is implicated, as when a state is confronted with the military preparations or actions of a neighboring state, the best policy is rarely unambiguous. What security means to that state, what constitutes a threat to that security, and how the state can best ensure its security in a given social context, are all contingent factors, not objective givens. It is here that a state's identity, and the perceived identity of other states, is likely to play a large part in determining the state's behavior. Finally, identities embrace certain norms and practices that specify which strategies are legitimate and preferable in given situations. This may create constraints on, or powerful incentives for, particular foreign policy options that differ from what a simple evaluation of the material and strategic context would suggest ». Colin H. Kahl, «Constructing a Separate Peace: Constructivism, Collective Liberal Identity, and Democratic Peace ». Dans: *The Origins of National Interests*. Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 1999, p. 107-108.

⁴⁶ Tickner (2001). *loc. cit.*, p. 5.

valeurs qu'elles cherchent à avancer »⁴⁷. C'est pourquoi nous considérons que l'identité a été une composante essentielle dans la formulation de la politique extérieure antinarcotique des États-Unis, depuis le déclenchement de la GAD en 1982.

En ce sens, rappelons que pour Paul A. Kowert, le concept d'identité trouve son importance à partir du fait que la sécurité nationale d'un État dépend de son identité nationale et ce, pour deux raisons. La première, car la cohésion interne « facilitates orderly and efficient responses to external threats »; la deuxième, puisque ce même État doit être capable de bien distinguer entre ses amis et ses ennemies⁴⁸. Macleod, pour sa part, soutient que « se concentrer uniquement sur l'État déforme la conceptualisation de la sécurité », ce qui rejoint ce que Lott écrit à propos du travail constructiviste de McSweeney : « [w]hile [he] does not leave the state out of his analysis, he recognizes that it cannot be the focus of study either »⁴⁹. Ceci renforcerait le postulat de Campbell, selon lequel la politique étrangère ne touche pas seulement les relations avec d'autres États, mais est avant tout la « reproduction d'une identité instable au niveau de l'État⁵⁰. » Cette idée devient alors importante dans la mesure où, comme l'affirme Kowert, l'État n'est pas le seul agent d'unification nationale⁵¹.

Alors, comme le souligne Justin Massie, « [l]a problématique de l'identité est effectivement étroitement liée aux questions de sécurité »⁵². Cela dit, McSweeney affirme que la sécurité « is essentially a quality of a relationship between groups which takes its character from the identity of Self and Other by which they are

⁴⁷ Le Prestre, *loc. cit.*, p. 41.

⁴⁸ Paul Kowert, « National Identity: Inside and Out ». Dans: *The Origins of National Interests*. Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 1999, p. 1.

⁴⁹ Lott (2004a), *loc. cit.*, p. 32.

⁵⁰ Macleod, *loc. cit.*

⁵¹ Kowert, *loc. cit.*, p. 10.

⁵² Justin Massie, « Rassurer les États-Unis: le processus de sécurisation au Canada ». *Notes de recherche CEPES*. N. 28, mai 2005, p. 9

distinguished as groups »⁵³. En effet, selon Macleod, dans le monde de l'après guerre froide, force est de constater qu'il existe une corrélation très étroite entre la définition de l'identité nationale d'un État « et la façon dont [ses] dirigeants (...) conçoivent la sécurité »⁵⁴. C'est ainsi que Le Prestre souligne que, « chaque dirigeant peut faire appel à une panoplie de concepts liés à l'identité collective afin de justifier son action »⁵⁵ et ce, car « the collective question : 'Who are we?' (...) entails a decision based on a theory which selects and relates some of the countless biographical facts of our collective past and present to a view of who we want to be »⁵⁶. C'est ainsi que depuis le milieu des années 1980, plus précisément depuis ce que l'on appelle « le tournant sociologique dans la théorie des relations internationales », des approches théoriques comme le constructivisme, « ont mis l'identité au cœur de ses préoccupations ontologiques »⁵⁷.

En outre, Macleod note que face à la sécurité, « [l]a pensée constructiviste a emprunté le même chemin que le constructivisme en théorie des Relations Internationales »⁵⁸. Il serait alors possible d'y parler d'un courant dominant et d'un courant critique, qui se différencie du premier « par [ses] critiques des idées qui sous-tendent l'ouvrage de Katzenstein⁵⁹, [son] insatisfaction à l'égard des travaux de l'École de Copenhague, [son] approche sociolinguistique, et par [son] rejet du positivisme »⁶⁰. Quant à cette école de pensée, Macleod écrit que les principales idées « qui ont attiré l'attention des constructivistes critiques [sont] : celle d'une conception

⁵³ Bill McSweeney, « Security, Identity and the Peace Process in Northern Ireland ». *Security Dialogue*, Vol. 27, No. 2 (1996), p. 173.

⁵⁴ Alex Macleod, « Avant-propos ». *Revue Études internationales*, Vol. XXXV, n. 1 (Mars 2004), p. 5.

⁵⁵ Le Prestre. *loc. cit.*, p. 28.

⁵⁶ McSweeney, *loc. cit.*, p. 173.

⁵⁷ Macleod (2004a), p. 5.

⁵⁸ Macleod. *loc. cit.*

⁵⁹ On parle ici de l'ouvrage *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics*, qui, selon Lott, « représente une approche structurelle vis-à-vis des études de sécurité », mais qui voit les enjeux de culture et de d'identité « as central to any study of security ». Lott (2004a), *loc. cit.*, p. 36-37.

⁶⁰ Macleod, *loc. cit.*

élargie de la sécurité, celle de la sécurité sociétale et celle de la sécurisation »⁶¹. A cela, D'Aoust *et al.* ajoutent que « [l]es études critiques de sécurité (...), cherchent à mettre l'accent sur les individus, les communautés et l'identité »⁶². Également, tel que souligné par Lott, les constructivistes s'interrogent sur comment « threats are recognized, how enemies are labeled, and how groups come to imagine danger »⁶³.

Macleod *et al.* identifient « trois conceptions principales du lien entre identité nationale et sécurité (...). La première approche, (...) la rationaliste, représente une conception essentialiste de l'identité, ou [elle] est largement rattachée à l'État. (...) À l'opposé, les deux autres approches appréhendent l'identité comme une construction sociale et historique qu'il convient d'étudier spécifiquement »⁶⁴. Cela dit, McSweeney avance l'idée selon laquelle l'identité n'est pas « une chose statique ni un fait historique, mais plutôt un processus continu de négociation entre les groupes et entre les personnes [d'une même société] »⁶⁵. En ce qui concerne le constructivisme critique, « la relation entre identité et sécurité [est] le fruit d'une construction et d'une reconstruction perpétuelle »⁶⁶.

Quant à la manière d'analyser la relation identité-sécurité, Macleod *et al.* considèrent qu'il est possible de le faire à travers le concept d'identité interne introduit par Kowert. Ce type d'identité « décrit la cohésion ou l'uniformité des parties d'un État-nation et, en particulier la façon dont une telle cohésion se manifeste dans la fidélité à l'État-nation ». Au contraire, l'identité externe renvoie « au

⁶¹ *Idem.*

⁶² Anne-Marie D'Aoust, David Grondin et Alex Macleod. « Les études de sécurité », p. 351-375. Dans : *Théorie des relations internationales : contestation et résistance*. Outremont : Athéna Éditions, 2007, p. 366.

⁶³ Lott. *loc. cit.*, p. 27.

⁶⁴ Macleod, Masson et Morin, *loc. cit.*, p. 13.

⁶⁵ McSweeney cité par O'Meara, *loc. cit.*, p. 187.

⁶⁶ Macleod, Masson et Morin. *loc. cit.*, p. 13.

caractère distinct d'un État-nation par rapport aux autres »⁶⁷. Pour notre mémoire, nous nous intéressons à l'identité interne, puisqu'elle « peut être perçue comme un objet référent de la sécurité », grâce au fait qu'elle considère « les valeurs, le mode de vie, les normes, voire même l'appartenance à une civilisation [comme des] composantes de l'identité qu'il convient défendre », ce que fait d'elle « [u]n outil puissant de légitimation destiné à mobiliser la société »⁶⁸, puisque « les perceptions de la menace et les conceptions de la sécurité sont étroitement liées à la définition de l'identité nationale »⁶⁹.

2.4. La sécurisation comme choix politique

D'Aoust *et al.* soutiennent qu'« une des contributions les plus importantes de l'École de Copenhague aux études de sécurité est le concept de sécurisation⁷⁰ ». Comme nous l'avons expliqué dans notre introduction, la sécurisation est le « processus social⁷¹ » par lequel une question commence à être perçue comme une menace existentielle qui exige des mesures extraordinaires de la part des décideurs politiques afin d'y faire face⁷². Ainsi, Buzan *et al.* soulignent que pour qu'un processus de sécurisation réussisse, trois éléments sont nécessaires : « existential threats, emergency actions, and effects on interunit relations by breaking free of

⁶⁷ *Ibid.*, p. 9.

⁶⁸ Macleod, Masson et Morin. *loc. cit.*, p. 11.

⁶⁹ Le Prestre écrit que, « [P]our Nau, L'identité nationale est l'idée principale sur laquelle une nation accumule et légitime l'utilisation de la force létale ». Le Prestre. *loc. cit.*, p. 40.

⁷⁰ D'Aoust *et al.*, *loc. cit.*, p. 365.

⁷¹ En fait, Michael C. Williams écrit que « in securitization theory, 'security' is treated not as an objective condition but as the outcome of a specific social process ». Michael C. Williams, « Words, Images, Enemies: Securitization and International Politics ». *International Studies Quarterly*, Vol. 47, (2003), p. 513-523.

⁷² Ole Waever, « Securitization and Desecuritization ». Dans: *Security: a new Framework for Analysis*. Lynne Rieder Publishers, Boulder London, 1998, p. 54; Olav F. Knudsen, « Post-Copenhagen Security Studies: Desecuritizing Securitization ». *Security Dialogue*, Vol. 32, No. 3 (Septembre 2001), p. 361; Frank Möller, « Photographic Interventions in Post-9/11 Security Policy ». *Security Dialogue*, Vol. 38, No. 2 (Juin 2007), p. 181.

rules⁷³ ». Pour sa part, Anthony Lott écrit que dans le processus de sécurisation, « [it] is more likely that one can conjure a security threat if certain objects can be referred to that are generally held to be threatening⁷⁴ ». En ce sens, Weldes note que « the legitimacy accorded to [foreign policy representations constructed by state officials] reproduces the power of the state to define foreign policy issues⁷⁵ ». Cela dit, nous estimons qu'en dernière instance, la légitimité des agents n'aurait pour finalité que la protection de l'intérêt national des États-Unis et de leur identité collective contre les menaces externes auxquelles ils pourraient faire face⁷⁶. Notons également que selon Roxanne Lynn Doty, « an issue becomes securitized when it is understood as a threat or potential threat to the stability or survival of the state », vu que « security is defined in political/military terms (...) as the integrity of the state and its values against the dangers of a hostile international environment⁷⁷ ».

En effet, toujours pour Weldes, la notion d'intérêt national devient importante, dans le sens où elle ne serait qu'une construction sociale⁷⁸ (toujours accompagnée d'une menace potentielle), qui se fait interpréter librement par les décideurs en politique étrangère⁷⁹. Ainsi, pour les États, l'intérêt national ne serait

⁷³ Buzan *et al.*, cités par Williams, *loc. cit.*, p. 514.

⁷⁴ Anthony Lott, « Constructivists on Security ». Dans: *Creating Insecurity: realism, constructivism, and U.S. security policy*. Aldershot, Hants, England; Burlington, VT: Ashgate, 2004, p. 40.

⁷⁵ Jutta Weldes, « Bureaucratic Politics: A Critical Constructivist Assessment ». *Mershon International Studies Review*. Vol. 42, No. 2 (Novembre 1998), p. 221.

⁷⁶ Lipschutz souligne que dans une démocratie, « it must be argued in the public sphere why a situation constitutes security and therefore can legitimately be handled differently. National security works to silence domestic opposition and has given power holders many opportunities to exploit 'threats' for domestic purposes ». Plus loin dans son texte, il fait remarquer que « successful securitization is not decided by the securitizers, but by the audience of the security speech act ». Ronnie D. Lipschutz, « Security Analysis: Conceptual Apparatus » Dans: *On Security*. Columbia University Press, New York, 1995, p. 28; 31.

⁷⁷ Roxanne Lynn Doty, « Immigration and the Politics of Security ». Dans: *The Origins of National Interests*. Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 1999, p. 73.

⁷⁸ Jutta Weldes, « Constructing National Interests: the United States and the Cuban Missile Crisis ». University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999, p. 3.

⁷⁹ Selon Weldes, « threats, and the corresponding national interest, are fundamentally matters of interpretation. (...) State officials' [representation] of [their] goals, (...) [is] structured around and in

que le résultat d'une pratique discursive avec laquelle ils justifient leurs actions face à un problème (ou à une menace potentielle) quelconque⁸⁰. Autrement dit, les intérêts se produisent, se reproduisent et se transforment à travers les pratiques discursives des acteurs⁸¹, ce qui veut dire que la responsabilité d'interpréter et de déterminer des menaces existentielles revient toujours à ces mêmes décideurs politiques⁸², qu'en tant « qu'agents s'efforcent de justifier [des normes et des actions,] en les discut[ant] et en les défend[ant] dans l'espace public⁸³ ». En ce sens, l'intentionnalité est une composante importante du constructivisme critique, puisqu'elle permet de voir « ce que les agents pensent pouvoir et souhaitent accomplir⁸⁴ ».

2.5. Les actes de langage comme outils du processus de sécurisation

Williams soutient que la principale manifestation de la théorie de la sécurisation est l'acte de langage⁸⁵, car sa seule mention « takes politics beyond the established rules of the game and frames the issue as a special kind of politics or as above politics⁸⁶ ». En conséquence, toujours selon Williams, en tant qu'acte de langage, «

relations to the central notion of national interest. As such, they together determine what national interests are ». *Ibid*, p. 7-8.

⁸⁰ « [T]he notion of national interest can be used to mean whatever the user wishes ». *Ibid*, p. 5.

⁸¹ Weldes (1998), *loc.cit.*, p. 218

⁸² « Identifying and securing the national interest is (...) considered to be quintessentially the business of the state. [Since] statesmen are the representatives of the state, [and] speak for it, [they] define its objectives [and] choose the means of achieving them ». Weldes (1999), *loc. cit.*, p. 11.

⁸³ « Pour comprendre la politique internationale », disent Klotz et Lynch, « le rôle des agents est crucial [puisqu'il permet de] comprendre et [d']interpréter la création des identités, la formulation et la légitimation des revendications, le développement des normes dans les sociétés et entre les sociétés ». Audie Klotz et Cecelia Lynch, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales ». *Critique internationale*. No. 2 (Hiver 1999), p. 58-60.

⁸⁴ *Ibid*, p. 59

⁸⁵ Williams. *loc. cit.*, p. 512. En plus, pour Wæver, la sécurisation doit être comprise principalement comme un acte de langage Wæver. *loc. cit.*, p. 55.

⁸⁶ Barry Buzan, Ole Wæver et Jaap de Wilde. « Security: A New Framework for Analysis ». Colorado: Lynne Rienner Publishers, 1998, p. 23.

securitization is located with the realm of political argument and discursive legitimization⁸⁷ ».

En ce qui concerne la théorie des actes de langage, Nicholas Onuf en identifie trois types : les actes de langage déclaratoires, les actes de langage directifs et les actes de langage engageants⁸⁸. Nous procéderons à les définir et à les illustrer à l'aide des interventions du président Ronald Reagan en matière de lutte antinarcotique. Quant aux actes de langage déclaratoires, ils ont pour but d'affirmer l'existence d'une réalité particulière: « Drugs already reach deeply into our social structure, so we must mobilize all our forces to stop the flow of drugs into this country (...)»⁸⁹ ». En ce qui concerne le deuxième type, de par leur nature imperative, ils servent à établir des comportements jugés idéaux, comme l'avait fait Reagan lorsqu'il a lancé sa GAD, en déclarant : « This administration hereby declares an all-out war on big time organized crime and the drug traffickers who are poisoning our young people»⁹⁰ ». Finalement, les actes de langage engageants promettent de s'attarder à une situation particulière: «We can fight the drug problem, and we can win. And that is exactly what we intend to do»⁹¹ ».

Dans ce chapitre et le suivant, nous analyserons la sécurisation du narcotrafic selon l'approche acte de langage suggéré par Wæver, afin d'étudier « the mechanisms

⁸⁷ Williams, *loc. cit.*, p. 512.

⁸⁸ Onuf cité par O'Meara. Dan O'Meara, « Le constructivisme ». Dans : *Théorie des relations internationales: contestation et résistance*. Outremont : Athéna Éditions, 2007, p. 186.

⁸⁹ Ronald Reagan, « Remarks on Signing Executive Order 12368, Concerning Federal Drug Abuse Policy Functions. June 24, 1982». *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/62482b.htm> (Consulté le 20 mars 2008)

⁹⁰ Bertram *et al.* cités par Grayson. Kyle Grayson, « Discourse, Identity, and the U.S. 'War on Drugs' ». Dans: *Critical Reflections on Transnational Organized Crime, Money Laundering, and Corruption*. University of Toronto Press, Toronto (2003), p. 152. Nos italiques.

⁹¹ Ronald Reagan, « Remarks on Signing Executive Order 12368, Concerning Federal Drug Abuse Policy Functions. June 24, 1982 ». *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/62482b.htm> (Consulté le 20 mars 2008)

leading to securitization of certain issues related to identity, especially when and how these problems are handled, by society, in security terms⁹² ». Toujours selon cet auteur, cette approche exige que l'on prenne en compte ce qu'implique le fait de regarder l'identité à travers le prisme de la sécurité⁹³. En plus, elle reconnaît que « social processes are already under way whereby societies have begun to thematize themselves as security agents that are under threat⁹⁴ ».

Toutefois, notre choix comporte aussi quelques limites. D'une part, comme le souligne O'Meara, « une analyse qui se limite [aux actes de langage ou aux pratiques représentationnelles] risque de concevoir la perception que les agents étatiques ont de leurs propres pratiques comme suffisante pour les expliquer. Cela ignorerait par ailleurs les questions clés reliées à la construction du pouvoir et de la puissance⁹⁵ ». D'autre part, Williams souligne l'importance contemporaine des images médiatiques en communication politique, en écrivant que « the speech-act of securitization is not reducible to a purely verbal actor a linguistic rhetoric⁹⁶ » car, comme l'écrit Wilkinson, « security discourses are constructed (...) via words, images and actions⁹⁷ ».

Dans le cas de cette recherche, ce qui nous intéresse dans le processus de sécurisation du narcotrafic, c'est la manière dont les décideurs politiques américains ont fait appel à des actes de langage que l'on pourrait appeler de sécurité (speech acts

⁹² Wæver, *loc. cit.*, p. 66

⁹³ *Idem.*

⁹⁴ *Idem.*

⁹⁵ O'Meara, *loc. cit.*, p. 201.

⁹⁶ En effet, Williams affirme que « [a]s political communication becomes increasingly entwined with the production and transmission of visual images, the processes of securitization (...) cannot be fully assessed by focusing on the speech-act alone ». Williams. *loc. cit.*, p. 512- 526.

⁹⁷ Claire Wilkinson, « The Copenhagen School on Tour in Kyrgyzstan: Is Securitization Theory Useable Outside Europe? ». *Security Dialogue*, Vol. 38, No. 1 (March 2007), p. 12.

« security »)⁹⁸ afin de parvenir à construire une légitimité autour de leur stratégie dans la GAD. Cependant, nous croyons qu'il serait possible de comprendre les motivations derrière leur utilisation, surtout si l'on considère que c'est en faisant appel à ces actes de langage, que l'on donne à l'État le pouvoir d'utiliser tous les moyens qui seraient à sa portée pour mettre fin au problème en question⁹⁹.

2.6. Qu'entend-on par désécurisation?

Paul Roe soutient que si un enjeu peut être sécurisé, « it can also be shifted back again [to normal politics] », ce qui signifie qu'il peut également être désécurisé¹⁰⁰. Alors, si selon Möller, sécuriser est une façon de donner priorité à une question en la plaçant à l'ordre du jour gouvernemental de sécurité¹⁰¹, il serait possible de penser au changement d'orientation dans la stratégie antinarcotique de l'administration Clinton en 1993, comme une tentative de désécurisation.

L'École de Copenhague énonce alors trois options pour désécuriser: « [1] not to talk about issues in terms of security (...); [2] once an issue has been securitized, keep[ing] the responses in forms where they do not generate security dilemmas; [3] to move security issues back into normal politics¹⁰² ». Néanmoins, à notre avis, il serait irréaliste de penser que l'une de ces options pourrait effectivement conduire à une

⁹⁸ Selon Wæver, « The use of this speech act ha[s] the effect of raising a specific challenge to a principled level, thereby implying that all necessary means would be used to block that challenge. (...) Under these circumstances, a problem would become a security issue whenever so defined by the power holders ». Wæver, *loc. cit.*, p. 56

⁹⁹ « By uttering 'security', a state representative moves a particular development into a specific area, and thereby claims a special right to use whatever means are necessary to block it ». *Ibid.* p. 54-55.

¹⁰⁰ Paul Roe, « Securitization and Minority Rights: Conditions of Desecuritization ». *Security Dialogue*, Vol. 35, No. 3 (Septembre 2004), p. 285.

¹⁰¹ Frank Möller, « Photographic Interventions in Post-9/11 Security Policy ». *Security Dialogue*, Vol. 38, No. 2 (Juin 2007), p. 181.

¹⁰² Roe, *loc. cit.*, p. 280.

situation de désécurisation lorsqu'il s'agit du narcotrafic aux États-Unis et ce, pour deux raisons.

D'une part, puisque, comme le dit Wæver, « securitizations have a particularly strong self-reinforcing character » lorsqu'il est question d'identité nationale¹⁰³. Ainsi, comme une conséquence du processus de sécurisation mis en place par l'administration Reagan, le discours prohibitif touchant aux questions de la drogue est devenu une partie intégrante de l'identité collective américaine. D'autre part, selon Guáqueta, la sécurité nationale des États-Unis durant l'administration Clinton a été définie en termes de démocratie, ce qui est devenu synonyme des « intérêts, des politiques, des objectifs, des institutions et des standards¹⁰⁴ ».

III. Structure du mémoire

Notre mémoire sera divisé en trois chapitres. Nos deux premiers chapitres porteront sur l'analyse du processus de sécurisation du narcotrafic qui a permis aux administrations de Ronald Reagan (1981-1989) et de George H.W. Bush (1989-1993) de légitimer la guerre antidrogue, c'est-à-dire de militariser la stratégie antinarcotique américaine. Nous y étudierons les stratégies discursives les plus saillantes employées durant cette période afin d'appuyer la construction du narcotrafic comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis, pour subséquemment montrer comment elles ont aussi contribué au renforcement de l'identité collective « antidrogue » de ce pays nord-américain.

¹⁰³ Wæver cité par Roe, *Ibid.*, p. 285.

¹⁰⁴ Alexandra Guáqueta, *Understanding The Deterioration In U.S.-Colombian Relations, 1995-1997. Conflict and Cooperation in the War Against Drugs*, M.A. Thesis: Somerville College, University of Oxford, Avril 1998. Disponible [online]: <http://www.lablaa.org/blaavirtual/tesis/colfuturo/usacolombia.pdf> (Consultée le 20 octobre 2007). p. 48.

Dans la première section du troisième chapitre du mémoire, nous analyserons, d'abord, la politique antinarcotique de l'administration de Bill Clinton afin d'explorer la manière dont elle a été conçue et présentée à l'opinion publique américaine, soit comme un effort gouvernemental davantage centré sur les questions internes, sans pour autant que cela se traduise par l'abandon d'un langage sécurisant au niveau international, notamment en ce qui concernait la Colombie à cause de sa condition de premier producteur mondial de cocaïne. Nous étudierons donc en filigrane le processus qui a mené à la construction de l'image de la Colombie comme une sorte de démocratie « perversie », c'est-à-dire une narcodémocratie.

Finalement, dans la seconde section du troisième chapitre, nous nous pencherons sur la question de savoir comment l'action de différents acteurs illégaux colombiens liés au narcotrafic sur les institutions colombiennes est devenue, aux yeux des États-Unis, une des principales menaces à la sécurité et à la stabilité hémisphériques, et, par ricochet, à sa propre sécurité nationale, ce qui exigeait des mesures extraordinaires afin d'y remédier. De cette manière, afin justifier les actions entreprises par les décideurs politiques américains vis-à-vis de la Colombie par l'entremise du Plan Colombie, la même démocratie que l'administration Clinton avait attaquée de manière systématique auparavant, a été présentée comme une démocratie menacée par l'action du narcotrafic par les plus hauts dirigeants de la bureaucratie antinarcotique américaine.

IV. Méthodologie

Nous avons fait la lecture de textes théoriques dans le domaine des relations internationales, tels que les approches constructivistes et les études de sécurité dans l'après-guerre froide, lesquels nous ont permis de comprendre la notion de sécurité en

tant que construction discursive, ainsi que celle de sécurisation comme concept central de notre recherche.

Quant à la partie empirique du travail, celle-ci s'inscrit dans une approche constructiviste, mettant l'accent sur les enjeux normatifs et identitaires dans la formulation des stratégies de sécurité. Ainsi, dans l'analyse du processus de sécurisation du narcotrafic aux États-Unis, l'approche méthodologique favorisée a été qualitative, compte tenu de l'affinité des approches constructivistes pour les méthodes qualitatives. En conséquence, puisque l'acteur qui formule les objectifs de la politique étrangère antinarcotique et qui prononce ainsi les rôles déterminants est avant tout le Président des États-Unis nous avons analysé principalement les discours et les prises de positions exprimées lors des conférences de presse, par les présidents Ronald Reagan (1981-1989), George H.W. Bush (1989-1993) et Bill Clinton (1993-2001). Cependant, un autre membre de la bureaucratie antinarcotique américaine, soit le tsar antidrogue, est également impliqué dans la formulation de la position officielle que nous analysons. Nous avons donc fait l'analyse du processus de sécurisation du narcotrafic qui a favorisé la construction du narcotrafic comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis, ainsi que le renforcement de l'identité collective « antidrogue » américaine. Nous avons alors étudié le processus qui a mené à la construction de l'image de la Colombie comme une narcodémocratie.

Finalement, nous nous sommes penchés sur la question de ce que l'on a nommé la crise colombienne et le Plan Colombie (troisième objectif de notre mémoire) à partir des sources secondaires telles que des monographies, des chapitres de livres, des articles scientifiques spécialisés traitant la situation interne de la Colombie et son conflit armé, de même que la politique antinarcotique extérieure des États-Unis, respectivement.

CHAPITRE I

LE PROCESSUS DE SÉCURISATION DU NARCOTRAFFIC DURANT L'ADMINISTRATION REAGAN : LES PREMIERES ANNEES DE LA GUERRE ANTIDROGUE

Le premier objectif de ce mémoire consiste à analyser le processus de sécurisation du narcotrafic qui a permis de légitimer la guerre antidrogue durant les administrations de Ronald Reagan (1981-1989) et celle de George H.W. Bush (1989-1993), c'est-à-dire de militariser la stratégie antinarcotique américaine. Ainsi, dans les prochaines pages, nous traiterons les stratégies discursives employées durant cette période afin d'appuyer la construction du narcotrafic comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis. Finalement, nous tâcherons de montrer comment ces stratégies ont joué un rôle important dans le renforcement d'une certaine identité collective « antidrogue » américaine.

1.1. Les années Reagan: la légitimation de la croisade antidrogue

Même si, déjà en 1953, le président Dwight Eisenhower avait signé une directive sur la sécurité nationale (National Security Decision Directive ou NSDD) pour signaler la dépendance des narcotiques comme un risque pour la sécurité nationale des États-Unis¹, ce n'est qu'en 1982, lorsque l'administration Reagan déclare la guerre antidrogue (GAD)², à travers sa politique de « zero tolerance and

¹ David Campbell, *Writing Security- United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1998, p. 181.

² En octobre 1982, le président Ronald Reagan a déclaré le narcotrafic comme étant une menace à la sécurité nationale des États-Unis, « and launched his so-called war on drugs ». Jennifer S. Holmes,

complete eradication of the drug traffic and consumption³ », qu'il est possible de dire qu'un processus de sécurisation du narcotrafic a commencé à avoir lieu, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis⁴. Par ailleurs, comme nous le verrons, ce processus de sécurisation a eu comme principale conséquence une redéfinition intégrale des objectifs dans la manière d'aborder la question du trafic et de la consommation de narcotiques aux États-Unis. C'est pourquoi Mathea Falco souligne que pendant l'administration Reagan,

[by trying] to seal the borders against the flow of drugs that threatened the nation's security (...),[f]unding for interdiction and international supply-control programs jumped from \$416 million in 1981 to \$1.6 billion in 1987, constituting about one-third of total federal antidrug spending⁵.

Comme le rappelle Charles-Philippe David, « l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir est directement liée à l'impopularité de Jimmy Carter [à qui] l'opinion publique reprochait son incapacité de résoudre les crises internationales auxquelles

« Drugs, Terrorism, and Congressional Politics: The Colombian Challenge ». Dans: *Contemporary Cases in U.S. Foreign Policy: From Terrorism to Trade*. Washington, D.C.: CQ Press, 2005, p. 34.

³ « This doctrine sought to disassemble the Carter administration's approach to narcotics (doctrine of reduction), since the latter was considered to be too permissive by President Reagan. In fact, since Carter saw the elimination of narcotics as utopian he believed it needed to be approached through public health and that it was only possible to reduce its consumption, whilst Reagan believed a total victory (its complete annihilation) was possible. Thus, by pledging for a preventive and educative approach to address the issue of drug consumption, Carter was excluding narcotrafficking from his national security agenda ». Sandra Borda-Guzmán, « A Constructivist Approach to the U.S. War on Drugs ». Allocution prononcée dans le cadre du Congrès de Latin American Studies Association (LASA) à Dallas, Texas. Mars 2003, p. 13.

⁴ Même si, comme le note Grace Livingston, « [t]he first 'war on drugs' was declared by President Richard Nixon during the Vietnam war, after US soldiers began to come home suffering from heroin addiction. In 1971, drug trafficking was categorized as a 'threat to National Security' for the first time and two years later the Drug Enforcement Administration (DEA) was established ». Livingstone, Grace. « The United States and Colombia ». Dans: *Inside Colombia. Drugs, Democracy and War*. London: Latin American Bureau, 2003, p. 173.

⁵ Mathea Falco, « U.S. Drug Policy: Addicted to Failure ». *Foreign Policy*, No. 102 (Printemps 1996), p. 122.

les États-Unis étaient confrontés⁶ ». Notons, par exemple, que lorsque le président Reagan a choisi de rendre publique les principales directives de sa stratégie antinarcotique, en septembre 1981, il a décidé de le faire devant l'Association internationale des chefs de la Police, un public soigneusement choisi pour l'occasion afin d'accélérer la réussite du processus de sécurisation du narcotrafic:

(...) Let me outline the major points in our narcotics enforcement strategy: [1] A *foreign policy* that vigorously seeks to *interdict and eradicate illicit drugs*, wherever cultivated, processed, or transported. This includes the responsible use of herbicides. I will also be establishing a Special Council on Narcotics Control, consisting of the Attorney General and the Secretaries of State, Defense, Treasury, and others, to coordinate efforts to stop the drug flow into this country; [2] A *border policy* that will improve *detection and interception of illegal narcotics imports*. This will include the use of available military resources for detection when necessary; [3] A *domestic policy* that will more *effectively coordinate efforts among Federal agencies* as well as between these agencies and those at the State and local level. This will be a first priority of the Law Enforcement Coordinating Committee. We have already taken a step in this direction by significantly improving cooperation between the FBI and the Drug Enforcement Agency on drug investigations; [4] A *legislative program* featuring the statutory *reforms dealing with bails, sentencing*, and admission of evidence that I have already mentioned (...) ⁷.

Par ailleurs, Reagan jugeait insuffisantes nombre des mesures adoptées auparavant, car il estimait que le gouvernement fédéral avait l'obligation de

⁶ Charles-Philippe David, *Au Sein de la Maison Blanche : la formulation de la politique étrangère des États-Unis (2e édition)*. Coll. Politique étrangère et sécurité. Les Presses de l'Université Laval : Sainte Foy, 2004, p. 411.

⁷ Ronald Reagan, « Remarks at the Annual Meeting of the International Association of Chiefs of Police in New Orleans, Louisiana », le 28 septembre 1981. *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1981/92881a.htm> (Consulté le 20 mars 2008). Nos italiques.

s'attaquer de manière décidée à la résolution des problèmes qui affectaient les Américains et qui étaient devenus courants à cause du laxisme des démocrates⁸, parmi lesquels le trafic et la consommation des narcotiques⁹ :

I fully realize that the primary task for apprehending and prosecuting these career criminals, indeed, for dealing with the crime problem itself, belongs to those (...) on the State and local level. But there are areas where the *Federal Government* can take *strong and effective action*, and today I want to outline (...) some of the steps that we're going to take to assist you in the fight against crime. (...) [because] one of the single most important steps that can lead to a significant *reduction in crime is an effective attack on drug trafficking*¹⁰.

Comme nous l'avons souligné dans notre introduction, il est possible de parler de sécurisation lorsque les mesures qui sont prises afin de faire face à une menace quelconque appartenant au domaine militaire¹¹. Ce fut le cas lorsque, quelques mois après la déclaration de la guerre antidrogue (GAD), en 1982, suite à une initiative de l'administration Reagan, le Congrès américain a approuvé un amendement au Posse Comitatus Act pour permettre au Département de la Défense d'« assister les autorités civiles à l'extérieur du territoire américain, par l'envoi d'équipement, d'experts et par l'échange de renseignements¹² ». Ceci impliquait alors les militaires dans

⁸ Pourtant, Falco écrit que contrairement au message véhiculé par l'administration Reagan, les gouvernements précédents (Ford et Carter) avaient soutenu « programs of crop eradication, substitution, and overseas law-enforcement spending tens of millions of dollars during the 1970s ». Falco. *loc. cit.*, p. 121.

⁹ Toujours selon Falco, en 1982, « the National Household Survey showed that 23.3 million Americans used illicit drugs. (...) By 1991, when drug prices hit record lows, only 12.5 million people reported illicit drug use[, compared to the 23.3 million Americans using illicit drugs in 1982]. (...) This dramatic reflected public awareness that drugs were harmful as well as growing social disapproval of drug use ». *Ibid*, p. 122.

¹⁰ Ronald Reagan, *loc. cit.*, « Remarks at the Annual Meeting of the International Association of Chiefs of Police in New Orleans, Louisiana. », *loc. cit.* Nos italiques.

¹¹ Wæver, *op. cit.*, p. 54; Knudsen, *loc. cit.*, p. 361; Möller, *loc. cit.*, p. 181.

¹² Guillermo Aureano, Michel Fortmann et Michel Lopez, « Kaléidoscope : l'instrumentalisation du problème de la drogue dans les Amériques ». *Revue Études internationales*, Vol. XXVIII, n. 4 (Décembre 1997), p. 719.

l'application du droit civil, pour la première fois dans l'histoire récente des États-Unis¹³. Toutefois, lorsqu'il avait annoncé à l'opinion publique que son administration entendait soumettre cette modification au Congrès, Reagan avait plutôt dit que son administration allait soutenir un amendement qui devrait permettre aux militaires « to assist in identifying and reporting the drug traffic¹⁴ ».

Pourtant, même si cela semble contradictoire, la sécurisation peut aussi être considérée comme une forme extrême de politisation¹⁵, car elle fait référence au « process of taking an issue out of obscurity or neglect and placing it on the political agenda¹⁶ ». Ainsi, d'une certaine manière, avec les mesures prises en matière de lutte contre le narcotrafic durant sa première année à la Maison Blanche, Reagan semblait vouloir refuser ce qu'il voyait comme une attitude laxiste et négligente des gouvernements fédéraux précédents. Lui-même, à travers des actes de langage déclaratoires, avait vigoureusement dénoncé auparavant cette attitude, comme étant la principale cause de l'augmentation de la criminalité aux États-Unis, lequel a été un argument décisif pour les républicains afin de légitimer leur nouvelle approche en matière de lutte antinarcotique :

[T]here was a speech in Dallas [delivered in 1974] where I mentioned the effect of narcotics on the crime rate and the appalling estimates that drug addicts were responsible for the economic increase of certain crimes. (...) *Crime has continued on the upswing*. It has gone on regardless of the efforts that we make. Crime has increased in that thing that I mentioned, of the youthful offender, between 18 and 21. And that other problem I mentioned *years ago*, the *incredible impact of drug addiction on the crime rate*, continues. Studies of prison inmates have found that at least

¹³ Eva Bertram, « Drug war politics: the price of denial ». Berkeley: University of California Press, 1996, p. 112.

¹⁴ Ronald W. Reagan, « Remarks at the Annual Meeting of the International Association of Chiefs of Police in New Orleans, Louisiana », *loc.cit.* Nos italiques.

¹⁵ Möller, *loc. cit.*, p. 181.

¹⁶ Knudsen, *loc. cit.*, p. 361.

half admitted to using drugs in the month prior to their arrest. And it's still estimated that 50 to 60 percent of property crimes are drug-related¹⁷.

Il était évident alors que ce qui serait à l'origine de la politique musclée de l'administration Reagan contre le trafic et la consommation de narcotiques, c'est ce lien que le président lui-même observait entre l'usage des hallucinogènes et une criminalité qui menaçait la société américaine. C'est ainsi, du moins en partie, que d'aucuns affirment que l'administration Reagan a réussi à faire avancer l'idée des narcotiques comme une menace existentielle pour la stabilité et la sécurité nationale des Etats-Unis¹⁸, en l'intensifiant au point où ils ont été acceptés comme tel par l'opinion publique et par les décideurs politiques américains, au même niveau que le terrorisme¹⁹.

En fait, Reagan a su profiter du fait que la sécurisation est plus susceptible de réussir, lorsqu'une vulnérabilité sociétale comme le terrorisme, ou la drogue dans ce cas, est redéfinie comme une menace à la sécurité²⁰. En ce sens, Olav F. Knudsen écrit que ce qui a rendu important les menaces (*threats*) et les perceptions de ces menaces (*threat perceptions*) a été « the implication that urgent action may be required²¹ », comme le suggérait Reagan lui-même lorsqu'en 1983, il déclarait : « It is high time that we make our cities safe again²² ».

¹⁷ Ronald Reagan, « Remarks at the Annual Meeting of the International Association of Chiefs of Police in New Orleans, Louisiana. September 28, 1981 », *loc.cit.* Nos italiques.

¹⁸ Plus tard, le 8 avril 1986, Reagan a signé la National Security Decision Directive (NSDD-221) « which identified drugs as a threat to the United States and, by implication, hemispheric security ». Anthony Lott, « Creating Insecurity II: U.S. Policy Toward Colombia ». Dans: *Creating Insecurity: realism, constructivism, and U.S. security policy*. Aldershot, Hants, England; Burlington, VT: Ashgate, 2004, p. 103.

¹⁹ Avec la signature de la NSDD-221, Reagan « authorized the development of policies to attack the drug supply at its source (meaning the use of military in Central and South America), and equated the problem with terrorism ». Campbell, *op.cit.* p. 172.

²⁰ Kyle Grayson, « Securitization and the Boomerang Debate: A Rejoinder to Liotta and Smith-Windsor ». *Security Dialogue*, Vol. 34, No. 3 (September 2003), p. 337-343.

²¹ Knudsen, *op.cit.* p. 361.

²² Bertram *et al.* cités par Grayson (2003a), *loc.cit.*, p. 152. Nos italiques.

En ce qui concerne le front international de la GAD durant les années Reagan, David écrit que le président était surtout un « décideur ‘délégant’ peu intéressé par les affaires étrangères²³ ». Pourtant, ce dernier s’est rendu jusqu’en Colombie, en visite officielle, en décembre 1982. La signification de ce voyage, comme partie intégrante d’une stratégie antinarcotique qui ne se concentrerait pas seulement sur le front domestique. Il est évident qu’en s’y rendant, le président entendait montrer, d’une part, que son gouvernement avait toute la volonté politique de s’attaquer au problème de manière décisive, même si cela supposait que le président des États-Unis se retrouve à l’épicentre du problème. D’autre part, dans ces quelques lignes prononcées à Bogotá, il est évident que le président américain cherchait à légitimer son approche en matière antinarcotique à travers la construction d’une certaine identité antinarcotique que d’autres pays se devaient de partager avec les États-Unis :

Our cooperation in the area of narcotics control certainly reflects the same spirit. We recognize that the use and production of illegal drugs is *a threat to the social fabric of both countries*. I am determined to control and reduce drug consumption in my country. (...) I come convinced that our cooperation for freedom and development is more vital than ever to progress and security in the hemisphere²⁴.

En ce sens, rappelons que Campbell souligne que la constitution de l’identité, tant collective qu’individuelle, ne se produit qu’à travers « the inscription of boundaries that serve to demarcate an ‘inside’ from an ‘outside’, a self from an ‘other’, a ‘domestic’ from a ‘foreign’²⁵ ». Un des aspects importants des années Reagan, a été la façon dont le président a réussi à bien délimiter l’identité américaine en soulignant *ad nauseum* ce qui signifiait d’être Américain dans la GAD, une guerre

²³ David, *op cit.*, p. 413.

²⁴ Ronald Reagan, « Toast at a Luncheon Hosted by Colombian President Belisario Betancur Cuartas in Bogota », le 3 décembre 1982. *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/120382d.htm> (Consulté le 20 mars 2008). Nos italiques.

²⁵ Campbell, *op.cit.*, p. 9.

juste, notamment de par la nature oppressive de l'ennemi auquel la nation en faisait face :

America must stand for something and that our heritage lets us stand with a strength of character made more steely by each layer of challenge pressed upon the Nation. *We Americans* have never been morally neutral against any form of tyranny. Tonight we're asking no more than that we honor what we have been and what we are by standing together (...). Our job is never easy because drug criminals are ingenious. (...) So, *we* must be smarter and stronger and tougher *than they are*²⁶.

Comme une conséquence logique de sa politique antinarcotique, et surtout étant donné l'importance accordée à la GAD, l'administration Reagan « quickly made drugs the primary focus of its relations with Colombia (...), a country whose involvement in the international drug trade at that time consisted primarily in the production and export of marihuana », comme l'affirme Russell Crandall²⁷. Ainsi, durant les années suivantes, notamment entre 1983 et 1987, l'assistance antidrogue américaine annuelle pour la Colombie a plus que triplé, passant de 3,49 à 11,55 millions \$US. D'où le fait que certains y voient la preuve que ce processus de collaboration antinarcotique a fini par entraîner une inévitable « narcotisation » des relations entre les deux pays, au point où « drugs permeated every aspect of the relationship²⁸ ».

²⁶ Ronald Reagan, « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse », le 14 septembre 1986. *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1986/091486a.htm> (Consulté le 20 mars 2008). Nos italiques.

²⁷ Russell Crandall, *Driven by Drugs: U.S. Policy Toward Colombia*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2002, p. 26.

²⁸ Crandall va d'ailleurs plus loin en affirmant que « if Colombia wanted good relations or support from the United States on a certain issue, it was clear to all that it first had to be perceived by Washington as cooperating in the war on drugs ». *Ibid*, p. 30.

1.2. Le rôle de l'identité dans le processus de sécurisation du narcotrafic

Nous considérons que, si les processus de sécurisation sont composés principalement d'actes de langage, il serait alors possible de les voir aussi comme des processus communicatifs. Selon Thomas Risse la rationalité argumentative (*argumentative rationality*) est fondée sur certaines conditions préalables, parmi lesquelles celle de bénéficier d'une 'vision partagée du monde' (*a common lifeworld*), qui à notre avis équivaldrait à une identité collective qui « consists of a shared culture, a common system of norms and rules perceived as legitimate, and the social identity of actors being capable of communicating and acting²⁹ », et qui est essentielle pour établir la légitimité des actes de langage³⁰.

Ainsi, comme le soutient Bill McSweeney, un choix moral est essentiel dans la construction d'une identité collective³¹. C'est de cette manière, qu'il est possible de comprendre que l'administration Reagan a également réussi à donner à la GAD une connotation morale en avançant l'idée que l'influence des narcotiques menacerait aussi les valeurs américaines³² et l'avenir de l'Amérique :

Controlling crime in American society is not simply a question of more money, more police, more courts, more prosecutors; it's ultimately a moral dilemma, one that calls for a moral or, if you will, a spiritual solution (...). This administration hereby declares *an all-out war* on big time organized crime and the *drug traffickers who are poisoning our young people*³³.

²⁹ Thomas Risse, « Let's Argue!: Communicative Action in World Politics ». *International Organization*, No. 54, 1 (Hiver 2000), p. 10-11.

³⁰ *Ibid.*, p. 13.

³¹ Bill McSweeney, « Security, Identity and the Peace Process in Northern Ireland ». *Security Dialogue*, Vol. 27, No. 2 (1996), p. 173.

³² Pour Reagan, « justice, the protection of the innocents, the rule of law and the liberty were all principles threatened by drug trafficking and consumption ». Borda-Guzmán, *loc.cit.*, p. 15.

³³ Bertram *et al.* cités par Grayson (2003a), *loc.cit.*, p. 152. Nos italiques.

Le concept d'identité est important lorsque l'on parle de sécurisation et ce, pour deux raisons. Premièrement, parce que les constructivistes estiment que l'intérêt national trouve ses racines dans l'identité des États, c'est-à-dire dans la représentation que les États se font d'eux-mêmes et d'autrui, du système international, et de leur propre place, ainsi que de celle des autres, au sein de ce système international. Pourtant, il ne faudrait pas oublier l'argument de Thomas Risse, selon lequel les débats en politique internationale ont tendance à être plus axée sur les questions identitaires³⁴. C'est pourquoi, par exemple, afin de légitimer sa GAD Reagan l'avait comparée avec la Seconde Guerre mondiale :

My generation will remember how America swung into action when we were attacked in World War II. (...) Well, now we're in *another war for our freedom*, and it's time for all of us to pull together again³⁵.

Secondement, parce que, selon Kowert, la sécurité nationale dépend de l'identité nationale³⁶, ce qui rejoindrait l'affirmation de Doty selon laquelle les identités sont créées et les sociétés parviennent à percevoir leurs identités comme étant menacées³⁷ :

[D]rug abuse concerns every one of us -- *all the American family*. (...) Drugs take away the dream from every child's heart and replace it with a nightmare, and it's time we in

³⁴ Risse, *loc. cit.* p. 20.

³⁵ Ronald Reagan, « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse », *loc.cit.*. Nos italiques.

³⁶ Paul Kowert, « National Identity: Inside and Out ». Dans: *The Origins of National Interests*. Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 1999, p. 1.

³⁷ Mais aussi, Ullman écrit qu'« une menace à la sécurité nationale est soit une action, soit une séquence d'événements qui (1) menace de dégrader la qualité de vie des habitants d'un Etat de manière dramatique sur une période de temps relativement courte, ou [qui] (2) menace de réduire de manière significative le nombre des politiques publiques disponibles au gouvernement d'un Etat ou aux entités privées non gouvernementales (personnes, groupes, entreprises) à l'intérieur de l'Etat ». Doty, *loc. cit.*, p. 75-77.

America stand up and replace those dreams. Each of us has to put our principles and consciences on the line³⁸.

David Campbell note que « the identity of any particular state should be understood as 'tenously constituted in time... through *a stylized repetition of acts*' and achieved, '*not [through] a founding act, but rather a regulated process of repetition*'³⁹ ». Dans le cas des États-Unis, il est possible de dire que la construction d'une certaine identité étatique antinarcotique s'est faite grâce à des actes de langage déclaratoires, qui ont fait en sorte que l'opinion publique américaine « see the drugs as an enemy that threatened American values and security⁴⁰ ». Ainsi, selon McSweeney, « collective identity is not something out there (...). What is 'out there' is identity discourse on the part of the political leaders⁴¹ »:

Drugs already reach deeply into *our social structure*, so we must mobilize *all our forces to stop* the flow of drugs into this country(...)⁴².

C'est pour cela qu'il ne faut pas négliger le fait que, comme ce même auteur le suggère, « identity is not to be taken as an independent variable, *tout court*; it is (...) the outcome of a labeling process which reflects a conflict of interests at the political level⁴³ ». En ce sens, ce qui rend important la rhétorique autour de laquelle s'est articulée le discours antinarcotique du président Reagan, autant pour la réussite du processus de sécurisation du narcotrafic que pour la construction d'une identité

³⁸ Ronald Reagan, « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse. September 14, 1986». *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1986/091486a.htm> (Consulté le 20 mars 2008). Nos italiques.

³⁹ Campbell, *op.cit.*, p. 10. Nos italiques.

⁴⁰ Borda-Guzmán, *loc.cit.*, p. 15.

⁴¹ McSweeney, *loc. cit.*, p. 173.

⁴² Ronald Reagan, « Remarks on Signing Executive Order 12368, Concerning Federal Drug Abuse Policy Functions », le 24 juin 1982. *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/62482b.htm> (Consulté le 20 mars 2008). Nos italiques.

⁴³ McSweeney, *loc. cit.*, p. 173.

collective antinarcotique, c'est le fait qu'elle est parvenue à faire du narcotrafic une menace pour la société américaine, en insistant que pour contrer l'influence de cet « ennemi » qui s'acharnait contre l'Amérique, la société au complet avait l'obligation de venir en aide à son pays:

No longer do we think of drugs as a harmless phase of adolescence. No longer do we think of so-called hard drugs as bad and so-called soft drugs as being acceptable. (...) *There is nothing recreational about those children whose lives have been lost, whose minds have been ruined. If that's somebody's idea of recreation, it's pretty sick.* Too often we've fallen into the trap of using nice, easy, pleasant, liberal language about drugs. Well, language will not sugar-coat overdoses, suicides, and ruined lives⁴⁴.

Ainsi, l'identité qui s'est construite autour de la GAD en serait une de légitimation (*legitimizing identity*). En ce sens, malgré le fait que Manuel Castells lui-même affirme que ce type d'identité ne serait que le produit des institutions dominantes de la société « to extend and rationalize their domination vis-à-vis social actors⁴⁵ », il note qu'il s'agit du seul type d'identité capable d'entraîner la formation d'une société civile⁴⁶. Dans le cas de Reagan:

What we've been able to achieve has been done with your help -- with *us working together as a nation united*. Now, we need your support again. *Drugs are menacing our society. They're threatening our values* and undercutting our institutions. They're killing our children⁴⁷.

⁴⁴ Ronald Reagan, « Toast at a Luncheon Hosted by Colombian President Belisario Betancur Cuartas in Bogota », *loc.cit.* Nos italiques.

⁴⁵ Manuel Castells, « The Power of Identity » (2^e édition). Malden, MA: Blackwell, 2004, p. 8.

⁴⁶ *Idem*.

⁴⁷ Ronald Reagan, « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse. », *loc.cit.* Nos italiques.

À notre avis, cette identité de légitimation a permis aux États-Unis de développer une identité collective qui continue d'être essentielle dans la formulation des politiques publiques en matière antinarcotique aux États-Unis, comme le laisse entrevoir la déclaration suivante :

*As we mobilize for this national crusade, I'm mindful that drugs are a constant temptation for millions. Please remember this when your courage is tested: You are Americans. You're the product of the freest society mankind has ever known. No one, ever, has the right to destroy your dreams and shatter your life*⁴⁸.

Il conviendrait alors de rappeler que lorsque la sécurité est entendue comme « a quality of a relationship between groups which takes its character from the identity of self and other by which they are distinguished as groups », on parle d'une politique de sécurité qui essaie de reconstruire « the group identities from which [a] conflictual behaviour flows⁴⁹ »:

Let me also emphasize that our efforts will not be confined to law enforcement. *The problem of drug abuse is one that reaches deeply into American society.* We need to mobilize our *religious, educational, and fraternal groups in a national educational program against drug abuse.* (...) Let us recognize that important as intercepting the drug traffic might be, it cannot possibly equal the results in turning off the customers, the users, and making them take a different course in deciding to no longer be customers⁵⁰.

McSweeney affirme alors que, puisque l'identité collective est un choix fait par chacune des personnes et non pas une propriété de la société, « which transcends

⁴⁸ *Idem.* Nos italiques.

⁴⁹ McSweeney, *loc. cit.*, p. 173.

⁵⁰ Ronald Reagan, « Remarks at the Annual Meeting of the International Association of Chiefs of Police in New Orleans, Louisiana », *loc. cit.* Nos italiques.

their agency », il serait effectivement possible d'affirmer que nous sommes ce que nous décidons d'être. Cela serait ouvertement « opposed to the view that a community or society has an identity by definition, which people do not choose, but discover, recognize, belong to⁵¹ ». Il suffit alors de mentionner une des allocutions les plus saillantes dans cette étape charnière dans la GAD, lorsque le président Reagan et sa femme Nancy (dont l'image était utilisée dans la campagne « *Just Say No* ») ont prononcé un discours afin de comminer les Américains à se joindre à leur croisade pour la sauvegarde de la nation américaine. D'abord, le président avait commencé son intervention en rappelant que « Nancy's personal crusade, like that of so many other wonderful individuals, should become our national crusade⁵² », et il l'avait conclut, en s'adressant aux « Américains de bien », ce qu'à notre avis visait encore à renforcer l'identité collective antinarcotique des États-Unis :

Now we go on to the next stop: making a final commitment not to tolerate drugs by anyone, anytime, any place. So, *won't you join us in this great, new national crusade?*⁵³

Selon Castells, lorsque l'on parle d'identité, il est essentiel de se demander « how, from what, by whom, and for what⁵⁴ » ce processus de « construction of meaning on the basis of cultural attribute, or a related set of cultural attributes, that is given priority over other sources of meaning⁵⁵ » et que l'on appelle identité, parvient-il à être articulé. En ce sens, il ne faut pas négliger le fait que la GAD n'a pas servi seulement à la construction d'une identité collective antinarcotique, mais aussi au renforcement d'une certaine identité américaine :

⁵¹ McSweeney, *loc. cit.*, p. 173.

⁵² Ronald Reagan, « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse », *loc. cit.*

⁵³ *Idem.* Nos italiques.

⁵⁴ Castells, *op.cit.*, p. 7.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 6.

In this crusade, let us not forget *who we are*. *Drug abuse is a repudiation of everything America is*. The destructiveness and human wreckage mock our heritage. Think for a moment *how special it is to be an American*. Can we doubt that *only a divine providence placed this land*, this island of freedom, here as a refuge for all those people on the world who yearn to breathe free? (...) What an insult it will be to *what we are* and whence we came if we do not rise up together in defiance against this cancer of drugs⁵⁶.

Constamment, et poursuivant tout au long de sa présidence, ce que Campbell appelle un processus de répétition régulé⁵⁷, Reagan a insisté sur la possibilité de gagner la GAD et ce, malgré des politiques de ses prédécesseurs, qu'il jugeait erronées dans la lutte contre le narcotrafic. D'une part, en juin 1982, lors du lancement d'une campagne publicitaire pour contrer la consommation de narcotiques, il avait dit :

We're rejecting the helpless attitude that drug use is so rampant that *we're defenseless to do anything about it*. We're taking down the surrender flag that has flown over so many drug efforts; we're running up a battle flag. *We can fight the drug problem, and we can win*. And that is exactly what we intend to do (...) ⁵⁸.

Également, en 1983, lorsqu'il a visité la capitale de la Colombie, Reagan avait réitéré ses propos devant son homologue colombien :

⁵⁶ Ronald Reagan, « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse », *loc.cit.* Nos italiques.

⁵⁷ Campbell. *op.cit.*, p. 10. Nos italiques.

⁵⁸ Ronald W. Reagan, « Remarks on Signing Executive Order 12368, Concerning Federal Drug Abuse Policy Functions », le 24 juin 1982. *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/62482b.htm> (Consulté le 20 mars 2008). Nos italiques.

*Throwing taxpayers' money at a problem, sitting back with smug looks of self-congratulation, has been tried, and it didn't work (...). Progress is being made, but it takes time to erase 20 years of lax attitudes*⁵⁹.

Mais aussi, quelques années plus tard, lorsqu'il dressait une sorte de bilan quantitatif et moral de son administration dans la GAD, Reagan en avait profité pour transmettre un message d'espoir aux citoyens, en leur annonçant que les Américains se devaient de persister dans cette guerre, car la victoire n'était pas lointaine :

Thirty-seven Federal agencies are working together in a vigorous national effort, and by next year our spending for drug law enforcement will have more than tripled from its 1981 levels. We have increased seizures of illegal drugs. Shortages of marijuana are now being reported. Last year alone over 10,000 drug criminals were convicted and nearly \$250 million of their assets were seized by the DEA, the Drug Enforcement Administration (...). These are a measure of our commitment and emerging signs that we can defeat this enemy. But we still have much to do⁶⁰.

En ce qui nous observons comme la réussite du processus de sécurisation, le 8 avril 1986, la Maison Blanche a émis la *National Security Decision Directive* (NSDD) no. 221, laquelle a déterminé que la production et le trafic des drogues menaçaient la sécurité nationale des États-Unis, ce qui leur obligeaient à se concentrer davantage sur le contrôle dans les pays producteur⁶¹. Par conséquent, au

⁵⁹ Ronald W. Reagan, « Toast at a Luncheon Hosted by Colombian President Belisario Betancur Cuartas in Bogota », *loc.cit.* Nos italiques.

⁶⁰ Ronald W. Reagan, « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse », *loc.cit.*

⁶¹ Crandall, *op.cit.*, p. 31; Tickner note aussi que « Directive 221 led to the increased involvement of the armed forces in the 'war on drugs', and the consequent militarization of U.S. anti-drug strategy. Concomitantly, supply-side actions such as interdiction, crop fumigation and eradication, and demand-side policies based on the penalization of the traffic, distribution and consumption of narcotics, began to receive greater priority than rehabilitation and education-based strategies ». Arlene B. Tickner, « U.S. Foreign Policy in Colombia: Bizarre Side Effects of the War on Drugs ». Allocution prononcée dans le cadre de la conférence Democracy, Human Rights and Peace in Colombia, Notre Dame University, March 26-27, 2001, p. 3.

cours des dernières années de la guerre froide, l'administration Reagan décrivait souvent le problème du narcotrafic comme « evil against America, a major threat to national security, just as the Soviet Union⁶² ». Il faut dire que cette référence au communisme a ouvert la voie à l'acceptation générale de la « théorie de la narcoguérilla »⁶³, laquelle consistait, fondamentalement, en un groupe d'insurgés communistes qui, en utilisant l'argent de la drogue, étaient décidés à détruire des sociétés démocratiques dans l'hémisphère [occidental] par des moyens violents⁶⁴. Comme nous le montrerons dans le troisième chapitre, l'image de la narcoguérilla a aussi été utile lorsqu'il a été question de transmettre une image d'urgence qui demandait l'application des mesures extraordinaires, pendant que le Congrès américain débattait de l'appui que les États-Unis allaient finalement donner au Plan Colombie en 2000.

Vers la fin de son mandat, Reagan considérait que si bien sa stratégie antinarcotique était, d'abord et avant tout, « an untold American success story⁶⁵ », principalement car elle représentait une victoire vitale pour la survie des valeurs et de la qualité de vie de la famille en tant qu'institution, la lutte contre « la menace » se devait d'être poursuivie de manière décidée et soutenue:

Let us remember what *this menace requires*: commitment from every part of America and every single American, a commitment to a drug-free America. The war against drugs

⁶² Lott (2004a). *loc.cit.* p.115.

⁶³ Lott souligne que cette idée fut d'abord introduite par le commissaire aux douanes des États-Unis, William Von Rabb, devant une commission sénatoriale en 1984, afin de discréditer le régime Sandinista au Nicaragua, ainsi que les mouvements de guérilla au Salvador et au Guatemala. *Idem*.

⁶⁴ Colleta Youngers, « Cocaine Madness: Counternarcotics and Militarization in the Andes ». *NACLA Report on the Americas*. Vol. 34, No. 3 (Novembre/Décembre 2000). Disponible [en ligne]: http://www.nacla.org/art_display.php?art=411 (Consulté le 10 octobre 2007).

⁶⁵ Falco soutient que « [f]unding for interdiction and international supply-control programs jumped from \$416 million in 1981 to \$1.6 billion in 1987 (...) ». Falco. *loc. cit.* p. 122.

is a war of individual battles, a crusade with many heroes,
including America's young people (...) ⁶⁶.

⁶⁶ Ronald W. Reagan, « Address Before a Joint Session of Congress on the State of the Union », le 25 janvier 1988. *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1988/012588d.htm> (Consulté le 3 juillet 2008). Nos italiques.

CHAPITRE II

L'ADMINISTRATION BUSH: LA POURSUITE DE LA CROISADE ANTIDROGUE

Dans ce deuxième chapitre, nous analyserons la manière dont le processus de sécurisation du narcotrafic entamé durant l'administration Reagan a pu être poursuivi durant l'administration de George H.W. Bush (1989-1993). Ainsi, sans négliger l'importance que la figure présidentielle a eue dans l'élaboration des politiques antinarcotiques des États-Unis. Ainsi, nous avons également décidé d'inclure dans notre analyse le rôle fondamental que la figure du tsar antidrogue est parvenu à jouer durant cette période afin de légitimer une approche fortement axée sur la répression, sur le plan interne, de même que sur la puissance militaire et une sorte de diplomatie coercitive, à l'extérieur du pays. Cela dit, nous montrerons comment les stratégies discursives employées par l'administration Bush ont contribué au renforcement de l'image du narcotrafic comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis.

2.1. La poursuite de la guerre antidrogue

D'après Sandra Borda-Guzmán, la principale conséquence de la Guerre antidrogue (GAD) menée par l'administration Reagan aurait été de rendre impossible que, pour les années à venir, l'enjeu de la consommation de drogue soit abordé à partir d'une perspective de santé publique¹. En effet, Russell Crandall rappelle que

¹ Sandra Borda-Guzmán, « A Constructivist Approach to the U.S. War on Drugs ». Allocution prononcée dans le cadre du Congrès de l'Association d'études latino-américaines (LASA), Dallas, Texas. Mars 2003, p. 15. En ce sens, Lipschutz écrit que « successful securitization is not decided by the securitizer but by the audience of the security speech act ». Ronnie D. Lipschutz, (ed.). « Security

selon les résultats d'un sondage CBS News/The New York Times publié en mars 1988, 63% des Américains considéraient que la lutte antinarcotiques devrait être la nouvelle préoccupation de leur gouvernement, même avant la lutte anticomuniste, car 48 % des Américains les narcotiques désormais comme étant le principal problème international pour les États-Unis².

Comme l'écrit David, la fin de la guerre froide forcera l'administration Bush à « faire face à des changements importants dans les relations internationales³ », ce qui fera que ses décisions en politique étrangère paraîtront manquer de vision à long terme. En ce sens, rappelons que, comme le suggère Campbell, dans le monde de l'après-guerre froide, en absence de la menace du communisme, la GAD a contribué à construire un nouveau discours de danger qui a entraîné la reproduction de l'identité américaine⁴. C'est en partie pour cette raison que George H.W. Bush a mené une campagne présidentielle dans laquelle un des principaux sujets avait été la promesse de « end the scourge of drugs⁵ », et que la campagne de sécurisation du narcotrafic a pu être poursuivie après le départ de Ronald Reagan de la Maison Blanche.

Par ailleurs, Thierry Balzacq note que « the public would accept the description of threats deployed by elites, and securitization will successfully take

Analysis: Conceptual Apparatus ». Dans: Ronnie D. Lipschutz (ed.), *On Security*. Columbia University Press, New York, 1995, p. 31.

² Russell Crandall, *Driven by Drugs: U.S. Policy Toward Colombia*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2002, p. 32-33.

³ David, Charles-Philippe. *Au Sein de la Maison Blanche : la formulation de la politique étrangère des États-Unis* (2^e édition). Coll. Politique étrangère et sécurité. Les Presses de l'Université Laval : Sainte Foy, 2004, p. 481.

⁴ Campbell cité par Kyle Grayson, « Discourse, Identity, and the U.S. 'War on Drugs' », p. 153-170. Dans: *Critical Reflections on Transnational Organized Crime, Money Laundering, and Corruption*. University of Toronto Press, Toronto (2003a), p. 148.

⁵ Micah Fink, « Don't Forget the Hype: Media, Drugs, and Public Opinion ». *Fair & Accuracy in Reporting (FAIR)*. Disponible [en ligne]: <http://www.fair.org/index.php?page=1506> (Consulté le 1 février 2008). Également, Crandall écrit que dans un de ses discours de campagne, Bush avait déjà annoncé sa logique dans la GAD pour les pays andins : « The logic is simple. The cheapest way to eradicate narcotics is to destroy the mat their source. We need to wipe out crops wherever they are grown and take out the labs wherever they exist ». Crandall, *op.cit.*, p. 32.

place, if times are critical enough⁶ ». En conséquence, la nouvelle administration ne voyait pas seulement le narcotrafic comme une menace grave pour la sécurité nationale des États-Unis, mais aussi comme une menace à ses valeurs en tant que société⁷. Il faudrait alors rappeler que, comme le souligne Lipschutz, « a successful speech act is a combination of language and society⁸ », tel que l'a fait Bush tant au début, que vers la fin de son mandat :

If we fight this war as a divided *nation*, then the war is lost. But if we face this *evil* as a *nation united*, this will be nothing but a handful of useless chemicals. Victory -- victory over drugs -- is our cause, a just cause. And with your help, *we are going to win*⁹.

Each of you is helping with a *crusade*. It really is as *historic as Normandy* and as deadly as Pork Chop Hill, as monumental as the fall of imperial communism. It's a crusade to take drugs off the streets so that Americans can take back the streets¹⁰.

Ainsi, lorsqu'il est devenu président des États-Unis, en janvier 1989, une tranche considérable des Américains considérait déjà que les drogues illégales étaient

⁶ Thierry Balzacq, « The Three Faces of Securitization: Political Agency, Audience and Context », *European Journal of International Relations*, Vol. 11, No. 2 (2005), p. 182.

⁷ Borda-Guzmán. *loc. cit.*, p. 15

⁸ Lipschutz, Ronnie D. « Security Analysis: Conceptual Apparatus » Dans: *On Security*. Columbia University Press, New York, 1995, p. 31.

⁹ George H.W. Bush. « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy », le 5 septembre 1989. Disponible [en ligne] : http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=863&year=1989&month=9 (consulté le 20 mars 2008). Nos italiques.

¹⁰ George H.W. Bush. « Remarks to the President's Drug Advisory Council », le 22 juillet 1992. Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=4594&year=1992&month=7 (Consulté le 14 juillet 2008). Nos italiques.

le principal problème auquel leur nation était confrontée¹¹, ce qui l'a toujours forcé à se prononcer en conséquence :

The *scourge* of illegal drugs upon the lives of many Americans is simply devastating (...). I look forward to *stopping* this devastation and guiding our nation toward an *intolerance* of illegal drug use wherever it may be found¹².

Stopping drug abuse will help put America back to work, instill pride, increase productivity, improve quality, and then again heighten our competitiveness. Stopping drugs will also strengthen the family, *reaffirming values* like discipline and self-reliance, courtesy, and *belief in God*¹³

2.2. La guerre antidrogue dans les Andes

Fondamentalement, comme le laisse entrevoir Livingston, la vision du Président Bush de la GAD n'était pas très différente de celle que l'administration Reagan avait cautionnée avec succès au cours de sa présidence¹⁴, comme nous l'avons démontré dans le chapitre précédent¹⁵. Toutefois, contrairement au premier, dont l'approche était davantage concentrée dans des efforts d'interception des cargaisons de narcotiques avant qu'elles ne touchent le sol américain, appuyée par

¹¹ Fink, *loc.cit.* « Don't Forget the Hype: Media, Drugs, and Public Opinion ». *Fair & Accuracy in Reporting (FAIR)*. Disponible [en ligne]: <http://www.fair.org/index.php?page=1506> (Consulté le 1 février 2008)

¹² George H.W. « Remarks on Signing the Executive Order Creating the President's Drug Advisory Council », le 13 novembre 1989. Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=1183&year=1989&month=11

¹³ George H.W. « Remarks to the President's Drug Advisory Council », *loc.cit.* Nos italiques.

¹⁴ Selon Livingston, « During the administrations of Ronald Reagan and George H.W. Bush, the war on drugs in Central and South America was included by the Pentagon as part of the Low Intensity Conflict doctrine, aimed at reducing resistance within these southern countries. For quite obvious reasons Colombia was a part of this strategy ». Livingstone. *loc.cit.*, p. 175.

¹⁵ Falco écrit que vers « 1991, when drug prices hit record lows, only 12.5 million people reported illicit drug use[, compared to the 23.3 million Americans using illicit drugs in 1982]. (...) This dramatic reflected public awareness that drugs were harmful as well as growing social disapproval of drug use ». Falco, *loc.cit.*, p. 120-133.

d'agences telles que la Garde côtière des États-Unis¹⁶, la version de la GAD de l'administration Bush ajouterait une nouvelle composante qui allait devenir fondamentale dans les années à venir : mener la GAD directement dans des pays producteurs de cocaïne comme la Bolivie, le Pérou et la Colombie¹⁷.

Comme le soulignent Macleod *et al.*, « les dirigeants se prévalent le plus souvent de l'identité nationale pour asseoir la légitimité de leurs décisions et de leurs actions¹⁸ ». C'est ainsi qu'en janvier 1989, comme bien aurait pu le faire Reagan lorsqu'il était président, le discours d'investiture de George H.W. Bush comportait une claire allusion à la menace que le narcotrafic, et par ricochet les narcotrafiquants, représentaient pour la société américaine :

There are few clear areas in which *we as a society* must rise up united and express our intolerance. *The most obvious now is drugs*. And when that first cocaine was smuggled in on a ship, it may as well have been a deadly bacteria, *so much has it hurt the body, the soul of our country*. And *there is much to be done and to be said*, but take my word for it: *This scourge will stop!*¹⁹

Par la suite, quelques semaines après son arrivée à la Maison-Blanche, s'appuyant sur le *Drug Free Workplace Act of 1988* (Loi PL 100-690)²⁰, le Président Bush a créé l'*Office of National Drug Control Policy* (ONDCP), ou Bureau du « tsar

¹⁶ Crandall. *op.cit.*, p. 32.

¹⁷ *Idem*; Arlene B. Tickner, « U.S. Foreign Policy in Colombia: Bizarre Side Effects of the War on Drugs ». Allocution prononcée dans le cadre de la conférence Democracy, Human Rights and Peace in Colombia, Notre Dame University, March 26-27, 2001. Tickner (2001), p. 3.

¹⁸ Macleod *et al. loc. cit.*, p. 21.

¹⁹ George H.W. Bush. « Inaugural Address », le 20 janvier 1989. Disponible [en ligne] : http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=1&year=1989&month=01. 1990-11-08. (Consulté le 1^{er} juillet 2008). Nos italiques.

²⁰ Elaine B. Sharp, « The Dilemma of Drug Policy in the United States ». New York: Harper Collins College. 1994, p. 57.

antidrogue », qui, conjointement avec le Département d'État, devait assumer un rôle beaucoup plus actif dans la GAD à travers le *Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs* (INL)²¹. Ce dernier se chargerait, entre autres, de combattre le crime organisé international, de prôner pour le renforcement des institutions judiciaires dans les démocraties émergentes et d'y favoriser l'application des programmes antinarcotiques. De même, l'INL devraient faire en sorte que, dans chacun des pays « partenaires » cibles, les ambassadeurs américains mènent une surveillance accrue des politiques antinarcotiques locales. Ainsi, toujours fidèle à une rhétorique antinarcotique propre à la GAD, et afin d'annoncer sa décision de nommer son ancien secrétaire à l'éducation, William Bennett²², comme responsable de l'ONDCP, soit la politique antinarcotique de son administration, le président a déclaré :

*Soldiers of this crusade: no war was ever won with two dozen generals acting independently. And I have chosen Bill Bennett to be the commanding general in the drug war (...)*²³.

Ainsi, pendant qu'il faisait la présentation officielle de son tsar antidrogue, Bush a souligné que son administration avait déjà réussi à identifier quatre volets

²¹ Alexandra Guáqueta, « Understanding The Deterioration In U.S.-Colombian Relations, 1995-1997. Conflict and Cooperation in the War Against Drugs ». M.A. Thesis: Somerville College, University of Oxford, April 1998. Disponible [online]: <http://www.lablaa.org/blaavirtual/tesis/colfuturo/usacolombia.pdf> (Consultée le 20 octobre 2007), p. 87.

²² Ben Wallace-Wells note qu'avec Bennet à la tête de l'ONDCP, les dépenses de l'administration Bush en matière de lutte antidrogue ont atteint les 12 milliards de \$ US, principalement en ce qui concerne les dépenses militaires. Ben Wallace-Wells, « How America Lost the War on Drugs ». *Rolling Stone Magazine*. Novembre 2007. Disponible [en ligne]: http://www.rollingstone.com/politics/story/17438347/how_america_lost_the_war_on_drugs (Consulté le 10 février 2008).

²³ George H.W. Bush. « Remarks Following the Swearing-in Ceremony for William J. Bennett as Director of National Drug Control Policy », le 13 mars 1989. Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=160&year=1989&month=3 (Consulté le 1er juillet 2008). Nos italiques.

principaux, soit « education, testing, interdiction, and enforcement²⁴ ». A ces derniers, il allait consacrer davantage de ressources au cours de l'année fiscale 1990, tout en privilégiant la défense du territoire américain grâce à des moyens militaires accrus, plutôt que par l'entremise de programmes de traitement, de prévention et d'éducation en matière antinarcotique. Ceci envoyait alors un message clair à la population américaine sur les priorités de l'administration Bush dans la GAD. Comme Bush l'a souligné:

In 1990, we're requesting .1 billion in new funding *to fight this war*. And *some money* will be used to expand treatment (...). *Some money* will be used to cut the waiting time for treatment and to help prevention efforts in urban schools. And *much of it* will be used *to protect our borders*, helped by the Coast Guard and Customs Service and Departments of State and Justice and the U.S. military. (...) to stop drug criminals, we will support unequivocally our drug enforcement officials: local, State, and Federal²⁵.

En fait, plus loin dans ce même discours, Bush fut encore plus spécifique en clarifiant comment son administration entendait mener la GAD, parfois avec des initiatives d'une rigidité extraordinaire, tant au niveau intérieur, qu'au niveau extérieur :

(...) we've talked a lot about *zero tolerance*. Well, it's not a catch word. It means, quite simply, *if you do crime, you've got to do time*. And *our budget proposes .1 billion -- the drug budget -- fully 70 percent of the entire drug budget for law enforcement purposes*. (...) I want a new offensive against organized crime, and enhanced drug prosecution, detection, enhanced intelligence capabilities. We need increased prison sentences for drug-related crimes. *And the*

²⁴ *Idem.*

²⁵ *Idem.* Nos italiques.

death penalty -- I believe in it firmly for drug kingpins who order and those who commit these drug-related murders²⁶.

2.3. L'influence du tsar antidrogue

En plus du rôle évident que le tsar antidrogue jouerait dans l'élaboration des politiques publiques antinarcotiques²⁷, il est possible d'affirmer, en recourant à une perspective constructiviste, que sa présence au sein de la bureaucratie antinarcotique allait aussi avoir comme objectif de « prescrib[e] to the audience how the [drug] images ought to be seen²⁸ », ce qui contribuerait à légitimer les stratégies de sécurisation (ou même de désécurisation) antinarcotique de la Maison Blanche²⁹. C'est ainsi que Bennett lui-même, avec l'intention de rallier l'opinion publique derrière les politiques antinarcotiques de l'administration Bush, avait réitéré la thèse déjà répandue de la drogue comme un défi pour la nation américaine et pour ses valeurs:

There really is no greater test of *America's greatness* than its challenge on meeting this great challenge of drugs. (...) Drugs threaten *what we are as a nation* and as a family. And they chain the human soul, and they destroy the lives of our children. (...) Our media and our culture *now* portray drugs *accurately*. They portray them for the death and ruin and despair that they are and that they bring³⁰.

²⁶ *Idem*. Nos italiques.

²⁷ Il serait erroné de considérer que le rôle du tsar est sans importance pour la Maison-Blanche, car ses rapports annuels sont consultés par le président afin de définir les lignes directrices de la politique antidrogue du pays.

²⁸ Möller. *loc. cit.*, p. 187.

²⁹ Campbell. *op. cit.*, p. 179.

³⁰ George H.W. Bush. « Remarks Following the Swearing-in Ceremony for William J. Bennett as Director of National Drug Control Policy », *loc.cit.* Nos italiques.

Dans le même sens, il devait déclarer, en s'appuyant sur la notion de crise, laquelle est fondamentale lorsque l'identité d'un État est produite et reproduite³¹, car sa seule mention « circonscrit les termes du débat et laisse peu de place à l'expression de voix alternatives »³². Ainsi, comme l'écrit Tickner, « the political costs associated with directly challenging existing policies in the United States remain extremely high in comparison to the potential gains to be accrued by domestic actors in the public sphere »³³, ce qui a servi pour asseoir une forte légitimité, ainsi que le support bipartisan, pour la GAD:

We *will not* play politics with drugs. That's one game the American people simply will not afford³⁴.

I believe the *drug crisis* is a crisis of authority -- in every sense of the term 'authority'. We need to reconstitute authority.... We must build more prisons. There must be more jails. (...) Drugs obliterate morals, *values*, character, our relations with each other and our relation with God³⁵.

Également, à l'occasion de son assermentation, le nouveau tsar s'était montré confiant concernant les chances d'une victoire certaine dans cette guerre « juste » que les États-Unis menaient contre les narcotiques, grâce au leadership du président Bush et à l'appui de bons Américains, lesquels semblaient avoir finalement saisi la portée « sinistre » des drogues, suite aux efforts de toute une société qui s'était mobilisée pour lutter contre « l'ennemi », durant les années Reagan :

(...) those here and across the country who join me today in our *just* war against drugs may take some renewed

³¹ Jutta Weldes, *Constructing National Interests: the United States and the Cuban Missile Crisis*. University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999, p. 37.

³² Macleod *et al. loc. cit.*, p. 20.

³³ Tickner (2001), *loc. cit.*, p. 7.

³⁴ George H.W. Bush. « Remarks Following the Swearing-in Ceremony for William J. Bennett as Director of National Drug Control Policy », *loc. cit.* Nos italiques.

³⁵ William Bennett cité par Campbell. *op. cit.*, p. 179.

confidence in our prospects for success because the President of the United States has placed this struggle at the top of his administration's agenda, at the top of our common national agenda where it needs to be. (...) This administration wants to work with all *the good citizens* of America to win the war. (...) *the American people are made angry and determined*, and that is a good thing. In neighborhood schools and churches across America there is a movement against drugs, and it's making a difference. Drug use is going down. I believe that a persistent national commitment to this fight can and will bring it down further³⁶.

Mais de la même manière, afin de montrer à l'opinion publique américaine qu'elle prenait des mesures énergiques concernant le problème des narcotiques³⁷, l'administration Bush a annoncé l'adoption d'une approche davantage proactive en matière antinarcotique, quoique sans vouloir avancer quelles seraient les lignes directrices de la politique qui seraient envisagées par l'ONDCP. Ainsi, Bennett a ajouté:

My office is already conducting *an exhaustive* review of our national fight against drugs on both supply and demand sides. Where past strategy has succeeded, we will see to it that it's continued. Where past strategy has failed, we will see that it's replaced or modified. And my Office will review the Federal drug budget³⁸.

Finalement, en septembre 1989, le président Bush a révélé qu'il privilégierait une « supply-side » approche dans la lutte contre la drogue, ce qui voulait dire que son administration s'attaquerait désormais aux pays andins comme étant la source de

³⁶ George H.W. Bush. « Remarks Following the Swearing-in Ceremony for William J. Bennett as Director of National Drug Control Policy », *loc.cit.* Nos italiques.

³⁷ Livingstone. *loc.cit.*, p. 175.

³⁸ George H.W. Bush. « Remarks Following the Swearing-in Ceremony for William J. Bennett as Director of National Drug Control Policy », *loc.cit.* Nos italiques.

cette menace. Cela fera en sorte que le narcotrafic deviendra une priorité de sécurité nationale pour les États-Unis³⁹, provoquant deux conséquences directes sur la lutte antidrogue. Premièrement, elle internationalisera davantage le discours sécurisant de la GAD, renforçant l'idée de la nécessité d'une croisade antinarcotique qui devrait principalement servir à distinguer l'identité nationale américaine de celle des 'autres', c'est-à-dire de ceux qui, « en produisant et en consommant des narcotiques engagé dans un comportement hédoniste, médicalement dangereux et moralement corrompu⁴⁰ » :

You and I agree with the courageous President of Colombia, Virgilio Barco, who said that if Americans use cocaine, then Americans are paying for murder. American cocaine users need to understand that our nation has zero tolerance for casual drug use. (...) And our message to the drug cartels is this: The rules have changed. We will help any government that wants our help. When requested, *we will for the first time make available the appropriate resources of America's Armed Forces*. We will intensify our efforts against drug smugglers on the high seas, in international airspace, and at our borders. We will stop the flow of chemicals from the United States used to process drugs. We will pursue and enforce international agreements to track drug money to the front men and financiers. And then we will handcuff these money launderers and jail them, just like any street dealer. And for the drug kingpins: *the death penalty*⁴¹.

³⁹ Crandall, *op.cit.*, p. 33; Ann Mason, « The Colombian Security Crisis: International Causes and Consequences of a Failing State », p. 49. Dans: *Colombia: Civil Conflict, State Weakness, and (In)Security*. (PLAS Cuadernos, No. 7). Princeton, New Jersey: Program in Latin American Studies, Princeton University, 2003b.

⁴⁰ Dans la GAD, « [t]he enemy is clearly defined –that is, it is found to be outside the United States and to be exploiting the weaknesses of U.S. citizens ». Grayson (2003a). *loc.cit.*, p. 147.

⁴¹ George H.W. Bush. « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy », *loc.cit.* Nos italiques.

Comme le suggère Jennifer Holmes, cette nouvelle « supply-side » approche entraînera une inévitable militarisation de la lutte antinarcotique⁴², comme en témoigne l'accroissement de l'aide allouée aux pays andins producteurs de cocaïne⁴³, malgré le fait que, selon Lott, l'administration Bush avait précédemment reconnu les limites d'une réponse militaire au narcotrafic⁴⁴. En fait, Ben Wallace-Wells écrit que «The War on Drugs became an *actual* war during the first Bush administration, when the bombastic conservative intellectual Bill Bennett was appointed drug czar⁴⁵ ».

Par conséquent, il y a eu aussi un durcissement dans le discours de la Maison Blanche contre les narcotrafiquants qui menaçaient les gouvernements des États partenaires dans la GAD. En ce sens, Grayson note qu'après leur victoire sur le communisme, les États-Unis « reinforce[d their] sense of identity⁴⁶ », en défendant les valeurs démocratiques :

The second element of our strategy looks beyond our borders, where the cocaine and crack bought on America's streets is grown and processed. In Colombia alone, cocaine killers *have gunned down a leading statesman*, murdered almost 200 judges and 7 members of their supreme court. The *besieged governments* of the drug-producing countries

⁴² Jennifer S. Holmes, « Coca, Human Rights, and Violence: U.S. Foreign Policy Toward Colombia », p. 68. Dans: Ralph G. Carter (ed.), *Contemporary Cases in U.S. Foreign Policy: From Terrorism to Trade*. Washington, DC: CQ Press, 2008.

⁴³ En ce sens, Crandall écrit qu'à partir de l'Initiative andine de l'administration Bush, « almost all of the counternarcotics aid that the United States has sent to Colombia has been military related ». Crandall. *op.cit.*, p. 33-34.

⁴⁴ Lott. *loc.cit.*, p. 105.

⁴⁵ Wallace-Wells note que Bennett avait déclaré durant ses années comme tsar antidrogue: « Two words sum up my entire approach: consequences and confrontation ». Il écrit que « Bush and Bennett doubled annual spending on the drug war to \$12 billion, devoting much of the money to expensive weaponry: fighter jets to take on the Colombian trafficking cartels, Navy submarines to chase cocaine-smuggling boats in the Caribbean. If narcotics were the enemy, America would vanquish its foe with torpedoes and F-16s - and throw an entire generation of drug users in jail ». Wallace-Wells. *loc.cit.*, « How America Lost the War on Drugs ». *Rolling Stone Magazine*. Novembre 2007. Disponible [en ligne]: http://www.rollingstone.com/politics/story/17438347/how_america_lost_the_war_on_drugs (Consulté le 10 février 2008). Nos italiques.

⁴⁶ Grayson (2003a). *loc.cit.*, p. 146.

are fighting back, fighting to break the international drug rings. (...) *We have a responsibility* not to leave our brave friends in Colombia to fight alone⁴⁷.

2.4. Le lancement de la *National Drug Control Strategy*

Par la suite, le 5 septembre 1989, après une première étape de révision des politiques antinarcotique de l'administration Reagan, tout en conservant une approche sécurisante qui allait devenir essentielle dans la définition de la politique antinarcotique américaine dans les années à venir, l'administration Bush a lancé la première *National Drug Control Strategy* (NDCS) dans l'histoire de la GAD :

This is the *first time* in the history of our country that we truly have a *comprehensive strategy*. (...) No single policy will cut it, no matter how glamorous or magical it may sound. To *win the war* against addictive drugs like crack will take more than just a Federal strategy: It will take a *national* strategy, one that reaches into every school, every workplace, involving every family⁴⁸.

Ce qu'il faut souligner à ce propos, c'est le fait que le président a choisi de lancer sa NDCS lors d'une première allocution télévisée afin, entre autres, de donner une importance accrue à la légitimité de la GAD comme une manière de protéger la nation américaine de l'influence négative de la cocaïne, dont la Colombie était le principal producteur⁴⁹. Comme le président l'a lui-même dit, se référant aux drogues, « No one among us is out of harm's way⁵⁰ » :

⁴⁷ George H.W. Bush. « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy », *loc.cit.* Nos italiques.

⁴⁸ *Idem.* Nos italiques.

⁴⁹ Toutefois, comme le dénonce Mason, « [t]his expanded military aid and the new attention to Colombia, however, neither stemmed the flow of drugs, nor strengthened the central government. On the contrary, analysts observe that the militarization of the anti-drug effort had the multiple effect of increasing human rights abuses, worsening civil-military relations, and deepening the economic plight of poor, rural populations in Colombia ». Mason (2003b), *loc.cit.*, p. 49.

⁵⁰ George H.W. Bush. « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy », *loc.cit.*

This is the first time since taking the oath of office that I felt an issue was so important, so *threatening*, that it warranted talking directly with you, the American people. All of us agree that *the gravest domestic threat facing our nation today is drugs*. (...) In short, drugs are sapping *our strength as a nation*. (...) Our most serious problem today is *cocaine*, and in particular, crack. (...) The past year has also seen a fundamental change in attitude, a growing awareness that *drugs can take away* your family, your job, your health, your freedom and yes, *even your life*⁵¹.

C'est ainsi que la bureaucratie antinarcotique s'est vue octroyer des responsabilités plus étendues en vertu de la GAD. Il est à noter que parallèlement au lancement de la NDCS⁵², l'administration Bush a aussi annoncé son Initiative andine (IA), un programme au coût de 2.2 milliards de dollars américains sur cinq ans⁵³, avec laquelle le président remplissait ainsi une de ses principales promesses de campagne, en soulignant que son administration était bien consciente de l'importance que les Américains accordaient à la GAD. Cette initiative, qui « expanded and shifted counternarcotics activities towards drug interdiction in the coca-producing Andean countries⁵⁴ », visait principalement à « cut supply by eradicating coca crops, destroying processing laboratories, blocking the transport of processing chemicals, and interrupting drug shipments. Traffickers [were] to be arrested and prosecuted, their assets seized, and trafficking networks dismantled⁵⁵ »:

⁵¹ *Idem*. Nos italiques.

⁵² « Paradoxically, these initiatives coincided with an exponential growth of the narcotics industry within the Andean region that lent a greater securitization of narcotrafficking in the 1990s ». Tickner et Mason, *loc. cit.*, p. 370.

⁵³ Crandall, *op.cit.*, p. 34.

⁵⁴ Tickner (2001). *loc.cit.*, p. 3.

⁵⁵ Bertram. *op.cit.*, p. 112.

Our *weapons* in this strategy are the law and criminal justice system, our foreign policy, our treatment systems, and our schools and drug prevention programs⁵⁶.

En plus, sans sous-estimer les réussites de l'administration précédente dans les efforts en sécuriser le narcotrafic, Bush a fait remarquer qu'une des missions du président des États-Unis était de maintenir l'attention du peuple américain dirigée vers la GAD⁵⁷ :

I want to thank the President [Reagan] and Mrs. Reagan for their leadership. All of these good people told the truth: that *drug use is wrong and dangerous*. (...) We've already transformed a national attitude of tolerance into one of condemnation. But the *war on drugs* will be hard-won, neighborhood by neighborhood, block by block, child by child⁵⁸.

Ainsi, grâce à l'IA, le niveau d'aide militaire à destination de la Bolivie, du Pérou et de la Colombie a augmenté de manière substantielle, passant de \$ 357 millions en 1989 à plus d'un milliard \$ en 1992⁵⁹. Selon Lott, dans le cas de la Colombie, cette aide s'est accrue de 500 millions de dollars entre 1989 et 1993⁶⁰, notamment suite aux graves événements politiques survenus durant ces années, dont l'assassinat du candidat présidentiel proaméricain Luis Carlos Galán par le cartel de Medellín⁶¹, le 18 août 1989, et la campagne terroriste que cette organisation criminelle a menée contre la société colombienne, afin d'éviter l'extradition vers les

⁵⁶ George H.W. Bush. « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy », *loc.cit.* Nos italiques.

⁵⁷ *Idem.*

⁵⁸ *Idem.* Nos italiques.

⁵⁹ Livingstone. *loc.cit.*, p. 175.

⁶⁰ Lott. *loc. cit.*, p. 105.

⁶¹ Holmes écrit qu'avec le National Security Decision Directive-18 (NSDD-18) du 21 août 1989, « [le] President Bush announced the release of \$65 million in stockpiled Defense Department weapons and supplies to Colombia. Congress quickly approved a \$200 million line of credit from the U.S. Export-Import Bank to the Colombian military. Three weeks later Bush announced that \$261 million more in aid would be given to the Andean nations (...), as a part of the Andean Initiative ». Holmes. *loc.cit.*, p. 68.

Etats-Unis, de ceux de ses membres qui pourraient être inculpés de narcotrafic. À partir de ce moment, et jusqu'à la fin du mandat Bush, les efforts antinarcotiques des deux pays se sont concentrés sur « attacking the drug traffickers and cartels directly by focusing on the kingpins instead of on crop eradication⁶² » :

The million emergency assistance announced 2 weeks ago was just our first step in assisting the Andean nations in their fight against the cocaine cartels. Colombia has already arrested suppliers, seized tons of cocaine, and confiscated palatial homes of drug lords. But Colombia faces a long, uphill battle, so we must be ready to do more. Our strategy allocates more than a *quarter of a billion dollars* for *next year in military* and law enforcement assistance for the three Andean nations of Colombia, Bolivia, and Peru. This will be the first part of a 5-year, billion program to counter the producers, the traffickers, and the smugglers. (...) To stop those drugs on the way to America, I propose that we spend *more than a billion and a half dollars* on interdiction. Greater interagency cooperation, combined with sophisticated intelligence-gathering and *Defense Department technology*, can help stop drugs at our borders⁶³.

Selon Doty, « identity politics involves attempts to reassert the identity of those who belong to a particular society and simultaneously to define those who will be excluded⁶⁴ ». De cette manière, au cours d'une allocution télévisée pour lancer la NDCS, dans ce que l'on pourrait associer à ce concept, Bush a abordé la question de l'importance du multilatéralisme de la GAD, notamment en ce qui concernait le rôle de la Colombie, laquelle avait « inaugurated an unprecedented strategy of confrontation that won [president] Barco praise from Washington as a faithful ally in the 'war on drugs'⁶⁵ » :

⁶² *Idem*

⁶³ George H.W. Bush. « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy », *loc.cit.* Nos italiques.

⁶⁴ Doty. *loc.cit.*, p. 78.

⁶⁵ Tickner (2001). *loc.cit.*, p.8.

I spoke with President Barco just last week, and we hope to meet with the leaders of affected countries in an unprecedented drug summit, all to coordinate an inter-American strategy against the cartels. We will work with our allies and friends, especially our economic summit partners, to do more in the fight against drugs. I'm also asking the Senate to ratify the United Nations antidrug convention concluded last December⁶⁶.

I'm proud to say that because of their effort, the *collective effort* of all, we are beating those odds. (...) It'll show that we are fighting the demand side of the equation, and that will send a *strong signal* to our international partners⁶⁷.

Toutefois, comme nous l'avons déjà expliqué plus haut et comme l'écrit Lipschutz, si, d'une certaine manière, on peut voir la sécurisation comme « a further intensification of politicization », elle peut aussi être opposée à la politisation⁶⁸. Cela dit, lorsque l'on parle de sécurisation « on the international level [, it] means to present an issue as urgent and existential, as so important that it should not be exposed to the normal haggling of politics but should be dealt with decisively by top leaders prior to other issues⁶⁹ ». C'est pourquoi les membres de l'administration Bush ont réitéré à maintes reprises que la GAD devait être un effort conjoint entre Républicains et Démocrates, en même temps qu'ils annonçaient qu'ils n'avaient pas l'intention de « play politics with drugs⁷⁰ » :

This is *the toughest domestic challenge we've faced* in decades. And it's a challenge we must face *not as*

⁶⁶ George H.W. Bush. « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy », *loc.cit.*

⁶⁷ George H.W. « Remarks at a White House Briefing on Drug Abuse Statistics », le 19 décembre 1990. Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=2566&year=1990&month=12. Nos italiques.

⁶⁸ Lipschutz explique que « politicization means to make an issue appear to be open, a matter of choice, something that is decided upon and that therefore entails responsibility, in contrast to issues that either could not be different (laws of nature) or should not be put under political control (...) ». Lipschutz. *loc.cit.*, p. 29.

⁶⁹ *Idem*

⁷⁰ George H.W. Bush. « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy », *loc.cit.*

*Democrats or Republicans, liberals or conservatives, but as Americans*⁷¹.

Today (...) I call on the Congress *to pass crime legislation* now up on the Hill. I still strongly favor a *death penalty* for drug kingpins who kill our police officers. Let those who sow the wind of crime reap the whirlwind of punishment⁷².

Borda-Guzmán écrit que ce qui a véritablement différencié l'approche de l'administration Bush de celle de l'administration Reagan dans la GAD, a été le fait que la croisade contre le narcotrafic du premier s'était fixée des objectifs à atteindre dans une période définie, tels qu'arrêter le trafic et la consommation de drogues⁷³ ou même « *free every school in America of drugs and violence*⁷⁴ » et ce, avant l'an 2000. De la même manière, lorsque William Bennett a annoncé son départ de l'ONCDP, en novembre 1990, il s'est empressé d'exprimer son opinion sur l'avenir de la GAD, tout en réitérant l'importance des compromis gouvernementaux envers le peuple américain. Pour Borda-Guzmán, en fixant des dates butoirs, l'administration Bush ne faisait que « *justify the war against psychotropic substances, because it was [then easier] to show the possibilities of victory*⁷⁵ »:

Seeing it through is going to -- I mean, I think if this nation stays on course, I think, we will probably beat the goals that we stated in the National Drug Control Strategy of 10 years. *I think we'll be there in 5 years if the States do the things that they're supposed to do* and if others do what they're supposed to do. The Federal commitment, I think, is clear --

⁷¹ *Idem* Nos italiques.

⁷² *Idem*. Nos italiques.

⁷³ George H.W. « Remarks at the Presentation Ceremony for the Drug-Free School Recognition Program Awards, 1990-06-11 ». Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=559&year=&month= (Consulté le 1 juillet 2008). Nos italiques.

⁷⁴ *Idem*

⁷⁵ Borda-Guzmán. *loc.cit.*, p. 16.

unprecedented commitment, unprecedented amount of money, resources, and so on. That's five years⁷⁶.

2.5. La GAD sous Bush : un bilan plutôt mitigé

Même si le président Bush avait voulu prioriser sa politique antinarcotique en nommant Bennett au poste de tsar antidrogue, ses dix-neuf mois à la tête de l'ONDCP se sont soldés plutôt sur un constat d'incomplétude. Certes, comme le soulignait un éditorial du quotidien *The New York Times* du 11 novembre 1990 à propos de la stratégie antinarcotique concoctée par l'ONCDP, tandis que les prix de la cocaïne dans les rues des États-Unis ont expérimenté une montée inattendue, sa pureté a progressivement diminué⁷⁷, ce qui pourrait être considérée comme une victoire internationale dans la GAD :

the problem of drugs *can be overcome* with this clear national strategy and the hard work and combined efforts of millions of Americans. I am pleased to say that the news we have today suggests that our hard work is paying off and that *our national strategy is having an effect*. (...) Virtually every piece of information we have tells us that drug use trends are *headed in the right direction: down*. And most importantly, we are seeing these declines among the Nation's teenagers, evidence that they are learning to say no, learning to live a life free of drugs. (...) Nevertheless, as long as there are hospital rooms filled with drug-affected babies, neighborhoods ravaged by drug violence, or children threatened by addiction, *a declaration of victory would be premature*. And that is why there will be no weakening of our Federal effort to battle drugs and drug trafficking in this

⁷⁶ George H.W. Bush. « Remarks Announcing the Resignation of William J. Bennett as Director of National Drug Control Policy and a Question-and-Answer Session With Reporters », le 8 novembre 1990. Disponible [en ligne] : http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=2414&year=1990&month=11 (Consulté le 1 juillet 2008). Nos italiques.

⁷⁷ The New York Times. « The Drug Czar's Coherent Legacy », le 11 novembre 1990. Disponible [en ligne] : <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9C0CE3DE1E31F932A25752C1A966958260>

country. And *there will be no retreat* in our efforts to end the *international menace* of drugs⁷⁸.

Par contre, au plan interne, une réduction dans la consommation de cocaïne a été accompagnée de l'explosion de ce que l'on a nommé l'épidémie de crack⁷⁹, ce qui a valu de fortes critiques à l'administration Bush, qui ont fini par déclencher le départ du controversé William Bennett, de l'ONDCP.

Toutefois, cet événement ne signifiait nullement que l'administration Bush entendait modifier son approche antinarcotique et ce, pour deux raisons. La première, c'était le fait que le président Bush considérait que son approche antinarcotique avait permis aux États-Unis d'avoir quelques victoires dans la GAD. Autrement dit, il jugeait sa stratégie comme réussie, au point où elle se devait d'être répliquée dans les années à venir, malgré l'accroissement budgétaire que cela pourrait entraîner:

Our strategy is comprehensive. Our strategy is sound. *Our strategy works*. And the thrust of *our strategy remains the same*: cutting down the supply and then suppressing the demand⁸⁰.

It's why our antidrug budget for '93, fiscal '93, is up by 93 percent since I took office⁸¹.

La deuxième raison était la nomination de Bob Martinez, ancien gouverneur républicain de la Floride, comme le deuxième et dernier tsar antidrogue de son administration. En effet, si le président avait opté pour Martinez c'était surtout parce

⁷⁸ George H.W. « Remarks at a White House Briefing on Drug Abuse Statistics », *loc.cit.* Nos italiques.

⁷⁹ The New York Times. *loc.cit.*

⁸⁰ George H.W. « Remarks at a White House Briefing on the 1991 National Drug Control Strategy », le 31 janvier 1991. Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=2665&year=&month= (Consulté le 14 juillet 2008). Nos italiques.

⁸¹ George H.W. « Remarks to the President's Drug Advisory Council », *loc.cit.*

que ce dernier avait démontré être un véritable partisan de la ligne dure dans la lutte antinarcotique, ce qui était loin de déplaire au président, qui entendait élargir la portée nationale de sa stratégie. Durant la présentation qu'il a faite du nouveau tsar, Bush a vanté ses mérites en déclarant, entre autres :

As Governor, Bob Martinez (...) was the first to name a State drug czar and one of the first to *bring the National Guard into the fight*. He stiffened the Florida Code and then added *the prison* space to enforce it. He's enacted new laws that take career criminals off the streets; launched a successful boot camp program; moved to revoke drivers licenses for drug users; supported, always, effective drug treatment; and established drug-free school zones. As a Governor who signed more than *130 death warrants*, he understands tough choices and the need for penalties as tough as the criminals that we face. (...) As a former Governor and mayor, Bob will be especially effective in joining hands with *State and local leaders*⁸².

Il était évident alors que sur le plan intérieur, le président Bush ne comptait guère abandonner l'usage des stratégies clairement identitaires, qui faisaient appel à la menace que le narcotrafic représentait pour l'avenir de la nation américaine, afin de justifier la GAD. « I think the bottom line is *this nation* simply must succeed in this fight⁸³ », avait-il dit lorsqu'il fut nécessaire de relancer sa stratégie antinarcotique. Par ailleurs, Bush avait alors commencé à véhiculer le message qui se voulait davantage orienté vers l'idée que « drugs cost the economy more than billion annually in lost productivity, health care, and other expenses⁸⁴ ». Pour cela, la société américaine

⁸² George H.W. Bush, « Remarks Announcing the Nomination of Bob Martinez To Be Director of National Drug Control Policy », le 30 novembre 1990. Disponible [en ligne] : http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=2518&year=&month= (Consulté le 14 juillet 2008). Nos italiques.

⁸³ Président George H.W. Bush, « Remarks to the President's Drug Advisory Council », *loc.cit.*, Nos italiques.

⁸⁴ *Idem.*

devait persister dans la « great crusade of citizen-formed community coalitions against drugs »⁸⁵, suivant l'exemple de son gouvernement :

Can we lessen our commitment to *stopping the scourge of drugs*? Can we afford to look elsewhere, lose interest? Can we declare victory? And, of course, the answer is an emphatic no. (...) I really wanted to take this opportunity to come over here to you who have done so much in this fight to let you know you're not alone. And I will do my level best to support you every inch of the way⁸⁶.

Enfin, comme nous l'avons expliqué plus haut, la diminution dans les niveaux de consommation de cocaïne a facilité, voire légitimé, la militarisation des efforts antinarcotiques internationaux, grâce à la guerre contre les trafiquants andins et les cartels colombiens et ce, pour le restant du mandat présidentiel de George H.W. Bush :

This strategy will also provide more resources for cooperative efforts with our *Latin American allies* who are helping to stop the drug trade at the source. (...) In total, we're proposing a drug budget of .7 billion, an 11-percent increase over the last fiscal year and an *82-percent increase just since the beginning of our administration*. This additional funding will help *keep the pressure on*. And I believe it persuasively demonstrates that our administration is committed to *defeating the menace of drugs* and that that commitment is unswerving⁸⁷.

⁸⁵ *Idem.*

⁸⁶ Président George H.W. « Remarks at a White House Briefing on the 1991 National Drug Control Strategy », *loc.cit.* Nos italiques.

⁸⁷ *Idem.* Nos italiques

Les chapitres I et II ont rencontré le premier objectif du mémoire, puisqu'ils ont analysé le processus de sécurisation du narcotrafic qui a permis de légitimer la guerre antidrogue (GAD) durant les administrations de Ronald Reagan (1981-1989) et celle de George H.W. Bush (1989-1993), c'est-à-dire de militariser la stratégie antinarcotique américaine. D'abord, en étudiant les stratégies discursives des années Reagan afin d'appuyer la construction du narcotrafic comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis, ainsi qu'au renforcement de l'identité collective « antidrogue » américaine. Ensuite, nous avons montré comment les stratégies discursives employées par l'administration Bush (1989-1993) ont contribué au renforcement de l'image du narcotrafic comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis. C'est donc surtout dans ces deux chapitres que nous avons pu constater le rôle que les idées et les croyances ont joué dans la légitimation de la GAD, à travers la figure du bureau du tsar antidrogue.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE ANTINARCOTIQUE DE L'ADMINISTRATION CLINTON : LES ANNEES D'AMBIGUITE ?

Ce troisième et dernier chapitre du mémoire sera divisé en deux parties. D'abord, nous analyserons la politique antinarcotique de l'administration Clinton (1993-2001), afin d'explorer la manière dont elle a été conçue et présentée à l'opinion publique américaine comme un effort gouvernemental davantage centré sur les questions internes, sans pour autant que cela se traduise par l'abandon d'un langage de sécurisation, notamment en ce qui concernait la Colombie à cause de sa condition de premier producteur mondial de cocaïne. Nous étudierons donc en filigrane le processus qui a mené à la construction de l'image de la Colombie comme une sorte de démocratie « perversie », c'est-à-dire une narcodémocratie.

En second lieu, nous nous pencherons sur la question de savoir comment l'action de différents acteurs illégaux colombiens liés au narcotrafic sur les institutions colombiennes est devenue, aux yeux des États-Unis, une des principales menaces à la sécurité et à la stabilité hémisphériques, et, par ricochet, à sa propre sécurité nationale, ce qui exigeait des mesures extraordinaires afin d'y remédier. De cette manière, afin justifier les actions entreprises par les décideurs politiques américains vis-à-vis de la Colombie par l'entremise du Plan Colombie, la même démocratie que l'administration Clinton avait attaquée de manière systématique auparavant, a été présentée comme une démocratie menacée par l'action du narcotrafic par les plus hauts dirigeants de la bureaucratie antinarcotique américaine.

3.1. La stratégie antinarcotique de Clinton: un pas vers la désécurisation du narcotrafic ?

Avec l'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche, les choses semblaient avoir changé de manière radicale en matière de lutte internationale contre le narcotrafic¹, notamment parce que son administration a d'emblée cherché à prioriser une nouvelle approche pour faire face, tant à la demande intérieure, qu'à l'offre provenant de l'extérieur². Comme l'écrit Holmes, entre le début de son mandat, en janvier 1993, et le mois de septembre 1995,

Clinton reduced interdiction efforts and eliminated a thousand antidrug positions, shortened mandatory sentences for traffickers, and proposed cutting 80 percent of the staff of the Office of National Drug Control Policy and reducing the number of Drug Enforcement Agency agents by 227³.

Par ailleurs, parmi d'autres initiatives importantes de l'administration Clinton, soulignons la nomination au poste de tsar antidrogue de Lee Brown, ancien chef de la police de la ville de Houston et de la ville de New York. Cette nomination avait pour objectif d'introduire une approche différente dans la façon d'aborder la GAD, comme le président lui-même l'avait laissé entendre :

Our aim is to *cut off the demand* for drugs at the knees through prevention. That means *more* and better *education*, more *treatment*, more *rehabilitation*. (...) The work that Lee Brown did in pioneering community policing in Houston and New York is now legendary, with officers on foot patrol knowing their neighbors, working to prevent crime as well as to catch criminals. (...) Anyone who thinks that Lee

¹ Mathea Falco, « U.S. Drug Policy: Addicted to Failure ». *Foreign Policy*, No. 102 (Printemps 1996), p. 122.

² Jennifer S. Holmes, « Coca, Human Rights, and Violence: U.S. Foreign Policy Toward Colombia », p. 69. Dans: Ralph G. Carter (ed.), *Contemporary Cases in U.S. Foreign Policy: From Terrorism to Trade*. Washington, DC: CQ Press, 2008.

³ *Idem*.

Brown or anyone else can solve this problem for the American people instead of with the American people has another thing coming. (...) This is a *fight* that surely can *unite us all*, across the boundaries of party and race and region and income. We are fighting for our families, our children, our communities and our future. Each and every American -- make no mistake about it -- also bears a personal responsibility to play a role in this *battle*⁴.

Cependant, l'aspect le plus important de cette nomination fut le fait que Brown était un dur opposant aux initiatives antinarcotique locales des administrations Reagan et Bush. Il avait même déclaré qu'à son avis,

drugs pose a serious *threat* to the very fabric of our society and are a clear and present danger to *our way of life* in a *democratic* society. (...) the *major threat* to our *national security* is not communism, not the Russians, but *Americans using illegal drugs*⁵.

De surcroît, dans une claire tentative de sécurisation, comme l'avait fait l'administration Bush quelques années auparavant, Clinton a également présenté l'enjeu du narcotrafic comme étant urgent et existentiel en lançant sa première *National Drug Control Strategy* (NDCS), en février 1994:

[This] strategy challenges us to change the way in which we look at international drug control programs. International drug trafficking is a *criminal activity* that threatens democratic institutions, fuels terrorism and human right abuses, and undermines economic development. The global drug trade affects *America's security and welfare* in

⁴ Bill Clinton, « Speech by President at Swearing in of Lee Brown ». The White House, Office Of The Press Secretary. Remarks By The President And Lee Brown, Director Of Office Of National Drug Control Policy During Swearing-In Ceremony. Le 1er juillet 1993. The Rose Garden. Disponible [en ligne]: <http://www.clintonpresidentialcenter.org/legacy/070193-speech-by-president-at-swearing-in-of-lee-brown.htm> (Consulté le 20 mars 2008). Nos italiques.

⁵ Lee Brown cité par David Campbell, *op. cit.*, p. 179. Nos italiques

important ways. Rich, violent and powerful drug syndicates pose a growing and fundamental threat to fragile democracies and their economic growth⁶.

De cette manière, il a cherché, d'une part, à apaiser la controverse provoquée par un changement de cap dans la GAD, comme nous le verrons plus loin. D'autre part, il a voulu renforcer les facteurs identitaires associés à la lutte antinarcotique, hérités des administrations précédentes. Ainsi, puisque les États-Unis étaient en danger, il était impératif pour la nation américaine de demeurer unie afin de faire *face à la menace* des narcotiques :

This is a national strategy, not a federal strategy. I don't want it to become *partisan in any way*, shape or form. This should *unite us in America* -- people in the private sector, people in government, people at the local level, people at the national level, *Republicans and Democrats*, people who are inside this institution and people who are beyond its walls. We have a *common interest* in saving our country. And all of us have a personal responsibility to pursue. This drug strategy we announce today is our attempt to be your partner and pursue our personal responsibility. And together, *together we can do it*⁷.

Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, l'administration a décidé d'intégrer le tsar au cabinet présidentiel, ce qui laissait entendre que Clinton avait l'intention d'engager une véritable stratégie antinarcotique, contrairement à ce que les adversaires politiques du président Clinton croyaient⁸. Comme l'a souligné Brown:

⁶ Bill Clinton, « Speech by President on Drug Strategy Announcement ». The White House, Office of The Press Secretary. Remarks by the President in Drug Strategy Announcement. Prince George's County Correctional Center Upper Marlboro, Maryland. Le 9 février 1994. Disponible [en ligne]: <http://www.clintonpresidentialcenter.org/legacy/020994-speech-by-president-on-drug-strategy-announcement.htm> (Consulté le 22 mars 2008). Nos italiques.

⁷ *Idem*. Nos italiques.

⁸ Il faudrait rappeler que nombre d'observateurs se méfiaient de Clinton depuis qu'il avait admis avoir fumée de la marijuana (sans l'inhaler), dans une entrevue télévisée pour la chaîne MTV, lors de la campagne présidentielle de 1992.

By elevating the post to Cabinet rank, [the President has] signaled to the nation and the world [his] *resolve to protect and defend the American people* at home as unmistakably as your resolve to do so abroad. (...) I pledge to work with the Congress and the other members of the Cabinet toward the construction of *effective, lasting public policy* in the areas of prevention, education, treatment, enforcement, and interdiction. The national drug control strategy I would develop for the President and the American people would put resources where the problems are the most severe. It would support those approaches of demonstrated effectiveness, such as community policing. We will underscore the fact that drug addiction is as much a *public health problem* as it is a criminal justice one by expanding the availability of treatment and enhancing the quality of same⁹.

Par ailleurs, dans ce que nous considérons une tentative de renforcer l'identité collective antinarcotique du pays, puisqu'il y a fait allusion à l'importance de protéger le rêve américain, et, par ricochet, le mode de vie américain (*American way of life*), Brown avait également dit que :

We will always treat drug trafficking as a *serious crime against society*. And we will treat those who want to escape the clutches of addiction with compassion and real support.(...) Addiction to drugs (...) has robbed America of its *vitality and competitiveness* and it is *plundering our future*. (...) We will convince the American people that their sobriety and that of their children is as much a part of the *American Dream* as homeownership or college education¹⁰.

En ce sens, cette nomination, en mars 1993, ainsi que l'importante réduction du personnel survenue à l'*Office of National Drug Control Policy* (ONDCP) (de 146 à 25 personnes un mois auparavant), seraient probablement les deux changements

⁹ Bill Clinton, « Speech by President at Swearing in of Lee Brown ». *loc. cit.* Nos italiques.

¹⁰ *Idem.* Nos italiques.

reliés aux politiques de drogue les plus controversés mis en place par la Maison-Blanche, suite à une évaluation de la politique antinarcotique de l'administration Bush entamée par le Conseil national de sécurité (National Security Council ou NSC):

we have really tried to be very realistic, very hard-headed to try to take some time to think about what it is we can do and what it is the rest of America has to do to reinvigorate this *nation's fight against the surge of drugs*¹¹.

Ainsi, ce processus fut déterminant dans le changement de stratégie. L'accent serait dorénavant mis sur les pays producteurs de drogues, car les programmes d'interception internationale des administrations républicaines précédentes n'avaient pas eu les résultats espérés quant à l'importation illégale de cocaïne aux États-Unis¹². Cela a donc entraîné l'adoption de la stratégie antinarcotique la plus compréhensive dans l'histoire du pays, aux dires de Clinton lui-même¹³. Cette approche visait à minimiser l'importance que la nouvelle administration accorderait aux narcotiques¹⁴, en se concentrant notamment sur la demande intérieure (associé à la dépendance aux drogues), sans pour autant négliger l'offre provenant de l'extérieur (le trafic) de la GAD :

We know we have to add to the staffs of law enforcement authorities who have proved there are things you can do that work. We know that where energies have been deployed effectively -- whether it was cracking down on pushers, cracking down on drug networks, or building up people like this man who spoke so eloquently today --that they can

¹¹ Bill Clinton, « Speech by President on Drug Strategy Announcement ». *loc. cit.* Nos italiques.

¹² Falco écrit que « [t]he NSC policy review argued that stopping drugs close to their source of production might prove a more effective strategy than traditional interdiction efforts ». Falco, *loc. cit.*, p. 122-123.

¹³ Bill Clinton, « Remarks by the President in Drug Strategy Announcement ». *loc. cit.* Nos italiques.

¹⁴ Raphael F. Perl, « Clinton's Foreign Drug Policy ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 35, No. 4 (Winter, 1993-1994), p. 143.

make progress. We also know some pretty tough facts. We know that *hard-core drug abuse in America has continued unabated*. We know that its persistence represents *the threat to the stability of our society* and the economic future of our country. We know that *no nation* can fight crime and drugs without dealing honestly and forthrightly with the *problem of drug addiction*¹⁵.

Ainsi, dans l'année 1993, la plupart d'agences antinarcotiques des États-Unis, dont la DEA, le service de Garde côtière (U.S. Coast Guard), les douanes (U.S. Customs), et les départements de la Défense et d'État, ont vu leur budget international diminuer de manière importante. Mais, outre le changement d'orientation, il a été possible de voir une modification au niveau de la rigidité des stratégies militaires antinarcotique des États-Unis¹⁶, comme le président l'a annoncé lorsqu'il a présenté sa stratégie antidrogue :

We also recognize we need to try to do something to control the supply. Strategy calls for what we strongly believe is an *improvement* of our international drug control program, *shifting away from a policy that was focused largely on interdiction* -- that is stopping the drugs when they were on the way to the United States -- *to a three-pronged approach*¹⁷.

La stratégie de Clinton se développait en 3 axes principaux, tout en reconnaissant qu'il ne serait judicieux d'abandonner les efforts antinarcotiques des administrations précédentes. En d'autres termes, il serait préférable de « supplement those efforts so that we can be more successful¹⁸ ». En premier lieu, les États-Unis allaient désormais collaborer avec les pays producteurs de drogues (la Colombie, la

¹⁵ Bill Clinton, « Speech by President on Drug Strategy Announcement », *loc. cit.* Nos italiques.

¹⁶ Holmes soutient que « Funding for interdiction was cut by \$94 million, and antidrug intelligence programs were cut by \$600,000 ». Holmes, *loc. cit.*, p. 70.

¹⁷ Bill Clinton, « Speech by President on Drug Strategy Announcement ». *loc. cit.* Nos italiques.

¹⁸ *Idem*.

Bolivie et le Pérou) dans la mise en place de politiques luttant contre les facteurs responsables de la production et le trafic de stupéfiants. Secondement, les États-Unis continueraient à combattre le crime organisé international lié au narcotrafic. Troisièmement, les États-Unis concentreraient leurs efforts au niveau des programmes d'interception dans des territoires limitrophes au territoire américain, dans les zones de transit et directement dans les pays producteurs de drogue¹⁹. Enfin, le Département d'État assumerait la coordination d'un groupe de travail permanent sous la direction du tsar antidrogue²⁰. Selon Brown, les États-Unis tâcheraient désormais de travailler très étroitement avec leurs alliés dans la lutte contre le narcotrafic, notamment ceux en Amérique latine, afin de

*mobilize international opposition to drug trafficking and its criminal gains. We will do this and more. But one thing we will never do is surrender to those who would have us believe that the drug problem is too widespread, too deeply rooted or too expensive to do anything about. We will resist the siren songs of legalization and send those who deal in drugs a time-honored message of sending them to jail*²¹.

L'adoption d'une nouvelle approche dans la GAD, sous l'administration Clinton peut être expliquée, tel que l'écrit Charles-Philippe David, par le fait que dans l'après-guerre froide, suite à la disparition de la menace communiste, la politique étrangère des États-Unis se fait minimaliste, dans la mesure où elle est plutôt axée s'intéresse sur les questions qui ont une incidence directe sur le pays²². Linda B. Miller appuie l'affirmation de David, en disant que de nombreux américains considéraient qu'à ce moment-là, les États-Unis avaient l'obligation de se revitaliser

¹⁹ Perl. *loc. cit.*, p. 143-144.

²⁰ The White House, « Presidential Decision Directive 14 –Counter narcotics-», le 3 novembre 1993. Disponible [en ligne]: <http://www.fas.org/irp/offdocs/pdd14.htm> (Consulté le 25 mars 2008).

²¹ Bill Clinton, « Speech by President at Swearing in of Lee Brown ». *loc. cit.* Nos italiques.

²² David, *op. cit.*, p. 553.

(*revitalize*) d'abord et avant tout, sur le territoire américain²³ :

We pay more for violence because we've got our emergency rooms full of people who have been cut up and shot. We pay more to deal with AIDS. And both those things are the direct result, in large measure, of our very high rate of drug abuse. You know it and I know it. So if we want to deal with this problem, *we have to face it*²⁴.

D'une part, au plan intérieur, Clinton a mis l'accent sur les questions touchant directement le peuple américain, telles que la consommation de stupéfiants. Cela correspondait à l'approche privilégiée par le nouveau tsar antidrogue :

We have to have some more effort at treatment. This strategy recognizes that *drug addiction is a disease*, that it can and should be treated, and that treatment can work²⁵.

En février 1994, lorsque le président Clinton a présenté sa stratégie, dans une prison fédérale, il a été manifeste que, s'il entendait y introduire une approche davantage axée sur la sante publique, son administration n'avait pas l'intention de délaisser complètement l'approche répressive (*law enforcement*). Ainsi, Clinton a réitéré qu'il croyait fermement à cette façon de faire, sa famille ayant été, elle aussi, victime des drogues et de l'alcool, tout en se montrant capable d'adopter une approche ferme dans la lutte antinarcotique : « I know *treatment works*. I also know that it is important to be *tough as well as caring*. (...) Part of it is *enforcement*²⁶ ».

D'autre part, la victoire sur l'Union soviétique a donné aux Américains la possibilité de définir l'ordre politique mondial, dans un monde où la stratégie de

²³ Linda B. Miller, « The Clinton Years: Reinventing US Foreign Policy? ». *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, Vol. 70, No. 4 (Octobre 1994), p. 623.

²⁴ Bill Clinton, « Speech by President on Drug Strategy Announcement », *loc. cit.* Nos italiques.

²⁵ *Idem.* Nos italiques.

²⁶ *Idem.* Nos italiques.

containment commençait déjà à céder sa place à la promotion d'une communauté de démocraties. Cette situation créerait les conditions nécessaires pour une situation de paix et de stabilité internationale²⁷ :

Today, as an old order passes, the new world is more free but *less stable*. Communism's collapse has called forth old animosities and new dangers. Clearly America *must continue to lead the world* we did so much to make²⁸.

Toutefois, nombre de commentateurs critiquaient vivement la politique internationale de l'administration Clinton, en lui reprochant son 'manque de leadership'²⁹. Par exemple, lors de son discours d'investiture, Clinton a souligné qu'il entendait guider les États-Unis à travers une nouvelle période qu'il considérait nécessaire, autant en politique internationale qu'en politique intérieure :

[t]o *renew America*, we must meet challenges abroad *as well at home*. There is no longer division between what is foreign and what is domestic. (...) While America rebuilds *at home*, we will not shrink from the challenges, nor fail to seize the opportunities, of this new world. Together with our friends and allies, we will work *to shape* change, lest it engulf us³⁰.

De cette manière, le volet international de la stratégie antinarcotique de l'administration Clinton a été orienté vers des mesures permettant aux États-Unis de se concentrer sur l'instabilité démocratique et institutionnelle des pays producteurs de

²⁷ Auteur inconnu. « Clinton's Foreign Policy ». *Foreign Policy*, No. 121. (Nov-Déc 2000), p.18.

²⁸ Bill Clinton, « Speech by President Address to Nation Inaugural ». The White House, Office of the Press Secretary. Le 20 janvier 1993. Disponible [en ligne]: <http://www.clintonpresidentialcenter.org/legacy/012093-speech-by-president-address-to-nation-inaugural.htm> (Consulté le 20 mars 2008). Nos italiques.

²⁹ Miller, *loc.cit.*, p. 625.

³⁰ Bill Clinton, « Speech by President Address to Nation Inaugural », *loc. cit.* Nos italiques.

drogue. Ces derniers étaient présentés comme la source d'une série de menaces pour la sécurité nationale des États-Unis³¹ :

We have seen in nation after nation how international drug trafficking is a threat to *democratic institutions*. (...) We have to make it an important part of our commitment to promoting democracy, economic reform and human rights. None of that's going to happen in countries dominated by people who dictate events because of the profits of the drug trade. (...) This is an important part of our foreign policy, toward major source countries and major transit countries³².

Toutefois, deux événements survenus dans les mois qui ont suivi, ont obligé l'administration à revoir quelque peu sa stratégie antinarcotique, souvent qualifiée de « molle » (*soft*) par ses adversaires politiques, puisqu'elle semblait être calquée sur la doctrine de réduction des niveaux de consommation de narcotiques de l'administration Carter. Rappelons que le président Clinton l'avait clairement annoncé lorsque Lee Brown a été assermenté comme tsar, en début de son mandat. Cela excluait d'emblée la possibilité d'éliminer ce problème, comme l'avais promis à son tour le président Bush:

*Our goal will be to reduce drug use in America, not because it is an easily attainable goal, but because the well-being of the nation requires it and the good conscience of every American demands it*³³.

D'une part, il y a eu la mort du plus grand trafiquant de cocaïne colombien, Pablo Escobar, en décembre 1993, aux mains des autorités colombiennes grâce à la

³¹ « F]or governments of rich states the economic of their poor neighbors is also becoming a security issue [because of] the social and political instabilities that it can engender ». Katzenstein. *op.cit.*, p. 524; Voir aussi Grayson (2003a). *loc.cit.*, p. 165.

³² Bill Clinton, « Speech by President on Drug Strategy Announcement ». *loc. cit.* Nos italiques.

³³ Bill Clinton, « Speech by President at Swearing in of Lee Brown ». *loc. cit.* Nos italiques.

collaboration des agences gouvernementales américaines antidrogue, telles que la *Drug Enforcement Administration* (DEA) et la *Central Intelligence Agency* (CIA). Il est évident que cette victoire dans la GAD, a permis aux partisans de l'approche militaire héritée de l'administration Bush de montrer qu'un changement de stratégie, négligerait les réussites internationales, comme celle-ci, accumulées durant l'administration précédente.

D'autre part, il y a eu la victoire républicaine aux élections législatives de mi-mandat de 1994, et donc des partisans de la politique de tolérance zéro des administrations Reagan et Bush. La nouvelle majorité républicaine était très critique de la stratégie antinarcotique de l'administration Clinton et surtout de sa décision de favoriser une approche axée sur les pays-producteurs, en opposition aux programmes d'interception de Reagan et Bush. En fait, les opposants politiques du président ont souvent qualifié cette approche de « tried-and-failed crop eradication and alternative development initiatives³⁴ ».

Par exemple, en 1995, des personnalités publiques qui avaient été fondamentales pour le succès du processus de sécurisation du narcotrafic aux États-Unis, tels que l'ancienne première dame des États-Unis, Nancy Reagan, et le premier tsar antidrogue, Bill Bennett, ont comparu devant un comité parlementaire mis sur pied par le nouveau congrès républicain pour évaluer la GAD, pour dénoncer le laxisme et le manque de leadership de l'administration Clinton. D'abord, Mme Reagan, la figure emblématique de la GAD durant les années 1980, a affirmé que:

Before the drug use increases of 1993 and 1994, we really had seen marked progress. A decade of effort was beginning to pay off. Attitudes were being changed. (...) Halfhearted commitment doesn't work. (...) What has happened to our

³⁴ Falco, *loc.cit.*, p. 124.

*common national purpose on drugs, and how do we get it back?*³⁵

Quant à M. Bennett, toujours suivant une approche conservatrice visant à faire face aux problèmes liés aux narcotiques, a fait l'éloge de ce qu'il considérait comme la véritable manière de s'engager dans la GAD, tel qu'il avait été le cas dans les années précédentes :

When I was Drug Czar seventy percent of American people said [drugs] was the *No. 1 issue* in the country. When we released our national drug control strategy with a President – *we always had* a President whenever we released the drug control strategy- it led the news in all the networks. (...) Not least for all the reasons of the attention being paid was leadership of at the least two Presidents on this issue – Ronald Reagan and George H.W. Bush. (...) Last month, or 2 months ago, for the first time in our history, the *Nation's drug control strategy* was introduced without the participation of the President³⁶.

En conséquence, fidèle aux principaux points de sa première stratégie antinarcotique, la rhétorique antinarcotique de Clinton a continué d'employer le langage de la sécurisation en associant le narcotrafic au crime organisé international (également perçu comme une menace à la sécurité nationale, au bien-être et à la stabilité sociale des États-Unis)³⁷. Notons alors que Clinton a toujours été moins intéressé par les programmes d'interception, et plus attiré par l'éradication des cultures illicites et par le démantèlement des cartels narcotrafiquants, dans les pays-

³⁵ Statement of Nancy Reagan, Former First Lady. Disponible [en ligne]: http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=104_house_hearings&docid=f:20245.pdf (Consulté le 20 juillet 2008). Nos italiques.

³⁶ Statement of William J. Bennett, Former Drug Czar, Former Education Secretary and co-director of Empower America. Disponible [en ligne]: http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=104_house_hearings&docid=f:20245.pdf (Consulté le 20 juillet 2008). Nos italiques.

³⁷ En fait, en 1996 Clinton a décidé d'inclure « la lutte contre le narcotrafic » dans la liste des priorités de sécurité nationale de son administration dans le *National Security Strategy Statement* devant le Congrès américain.

producteurs. En ce sens, comme nous l'avons vu dans les pages précédentes, son administration a effectivement conservé nombre d'éléments de l'administration Bush³⁸. Ainsi, malgré le fait d'avoir entrepris de profondes réductions budgétaires³⁹ dans les programmes d'interception entre 1993 et 1996, la NDCS de 1995 a reconnu que « without effective transit zone programs in place, the smooth implementation of the new source country program [was] severely inhibited⁴⁰ ».

Ainsi, l'opposition féroce à la stratégie antinarcotique Clinton, entraîna d'importants changements dans la politique antinarcotique de la Maison-Blanche, dont le départ de Lee Brown, fin 1995. Rappelons par exemple les déclarations du premier tsar antidroque des États-Unis lors d'une évaluation de la politique antinarcotique de l'administration Clinton entreprise par la Chambre des représentants:

This President right now is *virtually invisible* on this issue. The most famous statement made by this President on this issue is '*I didn't inhale*'. (...) The administration has directed the United States military to stop providing radar tracking of cocaine trafficker aircraft to *Colombia* and Peru. It's not a surprise that things are worse, therefore, on that front, as well⁴¹.

³⁸ Robert A. Pastor, « The Clinton Administration and the Americas: the Postwar Rhythm and Blues ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 38, n. 4 (Hiver 1996), p. 109.

³⁹ Par exemple, ces compressions budgétaires ont été de l'ordre de 33%, pour faire en sorte que le budget passe de 523.4 millions \$US en 1993, à 351.4 millions \$US en 1994.

⁴⁰ House of Representatives, Subcommittee on National Security, International Affairs, and Criminal Justice, Committee on Government Reform and Oversight. - « Hearing: Illicit Drug Availability: Are Interdiction Efforts Hampered by a Lack of Agency Resources? ». National Drug Policy: A Review Of The Status Of The Drug War, le 27 et 28 juin 1995. Disponible [en ligne]: http://fas.org/irp/offdocs/pdd14_house.htm (Consulté le 27 juillet 2008).

⁴¹ Statement of William J. Bennett, Former Drug Czar, Former Education Secretary and co-director of Empower America. Disponible [en ligne]: http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=104_house_hearings&docid=f:20245.pdf (Consulté le 20 juillet 2008). Nos italiques.

Par ailleurs, notons que lors du dépôt final du rapport sur l'évaluation de la politique antinarcotique de l'administration Clinton, le républicain William H. Zeliff, président du sous-comité *National Security, International Affairs, and Criminal Justice* de la Chambre des représentants des États-Unis, a durement critiqué l'orientation que l'administration Clinton avait donnée à la GAD, la qualifiant de «three years of poorly defined, poorly conceived and poorly executed national drug control policy⁴² ».

3.2. L'arrivée d'un nouveau tsar antidrogue : la (ré)sécurisation de la stratégie antinarcotique américaine ?

En mars 1996, le président Clinton a nommé le général à la retraite Barry McCaffrey pour remplacer Lee Brown à la tête de l'ONDCP. McCaffrey venait de quitter la direction du Commandement sud (SOUTHCOM), lequel était responsable du volet militaire de la stratégie antinarcotique des États-Unis en Amérique latine. Cette nomination a été vue comme une manœuvre politique du président pour contrer les critiques du Parti républicain en matière antinarcotique, tout en démilitarisant la politique antinarcotique américaine pour la rediriger vers des efforts de prévention⁴³. Comme l'a dit un des critiques de l'administration, le représentant Zeliff, se réjouissant de la nomination du général McCaffrey :

Few people know the shortcomings of current policy as well as General McCaffrey, and few are better suited to put the counternarcotics and national anti-drug effort back on track⁴⁴.

⁴² House of Representatives, Subcommittee on National Security, International Affairs, and Criminal Justice, Committee on Government Reform and Oversight. - « Hearing: Illicit Drug Availability: Are Interdiction Efforts Hampered by a Lack of Agency Resources? », *loc. cit.*

⁴³ Pastor, *loc. cit.*, p. 109-110.

⁴⁴ House of Representatives, Subcommittee on National Security, International Affairs, and Criminal Justice, Committee on Government Reform and Oversight. - « Hearing: Illicit Drug Availability: Are Interdiction Efforts Hampered by a Lack of Agency Resources? », *loc. cit.*

Toutefois, l'arrivée de McCaffrey, qui était d'ailleurs un vif partisan du concept de la narcoguérilla en ce qui concernait la GAD en Colombie, n'a fait qu'approfondir le sentiment d'ambiguïté qui avait accompagnée la stratégie antinarcotique de l'administration Clinton dès son arrivée à la Maison-Blanche. Par exemple, en 1995, lors d'une allocution prononcée devant le sous-comité *National Security, International Affairs, and Criminal Justice* de la Chambre des représentants, le tsar avait affirmé que :

Drug production and trafficking continue to be major regional problems which affect all the nations of the Americas. In *Colombia*, for example, the murder rate is nearly 10 times greater than that of the U.S. Most of these deaths are directly related to *narco-guerilla* activity⁴⁵.

Toutefois, l'administration semblait insister sur une approche fondée sur la reconnaissance de l'impossibilité de gagner la GAD, faisant en quelque sorte écho à la doctrine de réduction de l'administration Carter. Ainsi, juste quelques heures après son assermentation comme tsar antidroque, McCaffrey a voulu donner le ton en présentant le rôle qu'il entendait jouer dorénavant, déclarant que :

the whole analogy of *a war on drugs is probably inadequate* to deal with what we're facing up to. (...) In the grossest measures the problem has gotten *a lot less threatening*⁴⁶.

Quelques semaines plus tard, alors qu'il discutait de la stratégie antinarcotique de l'administration, McCaffrey a réitéré son engagement à défendre les programmes

⁴⁵ House of Representatives, Subcommittee on National Security, International Affairs, and Criminal Justice, Committee on Government Reform and Oversight. « Hearing: Effectiveness of the National Drug Control Strategy and the Status of the Drug War », le 9 mars et le 6 avril 1995- Disponible [en ligne]: <http://www.access.gpo.gov/congress/house/house07ch104.html> (Consulté le 27 juillet 2008). Nos italiques.

⁴⁶ General Barry McCaffrey, « Press Briefing by General Barry McCaffrey ». The Briefing Room, The White House. Le 6 mars 1996. Nos italiques.

visant à réduire la consommation de drogue, tout en reconnaissant qu'il serait impossible de gagner une victoire totale dans la guerre contre la drogue⁴⁷.

Pourtant, il serait erroné de croire que cette approche adoptée par l'administration Clinton a cherché en quelque sorte à désécuriser entièrement le narcotrafic, puisque la Maison-Blanche continuait toujours de le considérer comme une menace pour la sécurité nationale des États-Unis. En fait, la lutte contre le narcotrafic a été incluse dans le discours du président Clinton devant le Congrès, lorsqu'il a présenté sa Stratégie de sécurité nationale (*National Security Strategy*) pour 1996, même si à ce moment le narcotrafic était loin d'être une menace objective pour les États-Unis, contrairement à ce que prétendait McCaffrey lui-même :

It is more dangerous being a judge or prosecutor or police official in Colombia than being an infantry soldier in combat in the Gulf War⁴⁸.

D'une certaine manière, pour cela Borda-Guzmán fait valoir que, tout au long des années Clinton, la définition de la politique antinarcotique a principalement été marquée par l'ambiguïté⁴⁹. D'abord, au plan interne, tandis qu'il y avait une forte tendance à regarder le problème des drogues depuis une perspective de santé publique, il y avait aussi une forte prédisposition de l'Exécutif à vouloir maintenir l'approche prohibitive et punitive des administrations Reagan et Bush. Ensuite, au plan externe, malgré avoir déterminé dans sa NDCS de 1995, que « The 'essential component' of the source country programs is 'economic development', or 'job creation' in fields other than illegal narcotics »⁵⁰, l'administration a tout de même

⁴⁷ General Barry McCaffrey, « Press Briefing by General Barry McCaffrey on Drug Strategy ». The Biltmore Hotel, Coral Gables, Florida. Le 29 avril 1996.

⁴⁸ General Barry McCaffrey (1996a), « Press Briefing by General Barry McCaffrey ». *loc. cit.*

⁴⁹ Borda-Guzmán, *loc. cit.*, p. 20.

⁵⁰ House of Representatives, Subcommittee on National Security, International Affairs, and Criminal Justice, Committee on Government Reform and Oversight. - « Hearing: Illicit Drug Availability: Are Interdiction Efforts Hampered by a Lack of Agency Resources? ». National Drug Policy: A Review Of

continué d'augmenter l'aide militaire aux pays andins, notamment à la Colombie, qui s'était vue octroyer plus d'un milliard de \$ US avant l'approbation du Plan Colombie en 2000⁵¹.

Comme l'a souligné Roe, même si la gestion (*management*) de la sécurisation suggère une certaine normalisation de la situation, un langage de sécurité continuera tout de même à être employé⁵². Cela nous porte à croire que plutôt qu'une situation de désécurisation, nous avons observé tout au long de l'administration Clinton en matière de narcotrafic la gestion d'un enjeu déjà sécurisé, notamment en raison du langage sécurisant qui était toujours présent au sein du discours antidrogue de la Maison blanche.

En ce sens, pour être transformé (une autre manière de désécuriser), un enjeu doit cesser d'être considéré comme quelque chose qui est sécurisé, pour devenir quelque chose qui est asécurisé (*asecurity*)⁵³. Il est évident alors que, lors des premières années de l'administration Clinton, selon ce que nous avons pu montrer ci-haut, le narcotrafic n'a jamais été « taken out of the realm of security conceptualization⁵⁴ ». Cela signifie qu'il n'a jamais été traité comme étant asécurisé, puisque la GAD serait devenue définitivement une partie fondamentale de l'identité américaine.

3.3. Le processus de construction de la Colombie comme une narcodémocratie

Comme nous l'avons exposé plus haut, dans le monde de l'après-guerre

The Status Of The Drug War, le 27 et 28 juin 1995. Disponible [en ligne]: http://fas.org/irp/offdocs/pdd14_house.htm (Consulté le 27 juillet 2008).

⁵¹ Lott, *loc. cit.*, p. 105.

⁵² Roe, *loc. cit.*, p. 285.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*

froide, les États-Unis se sont positionnés comme les leaders d'un monde libre et démocratique, ayant pour mission d'élargir au niveau global une communauté de démocraties, à travers la doctrine d'« élargissement » de la démocratie et du libre-échange dans le monde, de l'administration Clinton. Pour cela, ils espéraient que la Colombie, en tant que pays allié et démocratique, ne représente aucun danger à leur sécurité, contrairement à d'autres États non démocratiques du système international incapables d'exhiber ce que Kowert appelle « a good international citizenship⁵⁵ ». Comme Clinton l'a souligné en 1994,

The United States finds that *democratic, market-oriented governments are much easier to work with* and more willing to cooperate with the international community in a common effort *against the illicit drug industry*⁵⁶.

Alexandra Guáqueta dit que jusqu'au milieu des années 1990, la Colombie était perçue par les États-Unis comme un pays allié qui partageait ses valeurs occidentales. Ceci provenait du fait qu'il s'agissait de la plus ancienne démocratie de l'Amérique latine⁵⁷. De plus, d'après Ann Mason, lorsque le président George H.W. Bush a officiellement lancé sa croisade contre le narcotrafic en 1989, les deux pays ont développé une vision antinarcotique similaire, surtout car la Colombie s'était déjà engagée dans un processus interne de l'institutionnalisation de la GAD depuis les années 1970⁵⁸.

⁵⁵ Paul Kowert, « National Identity: Inside and Out ». Dans *The Origins of National Interests*. Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 1999, p. 1-3.

⁵⁶ Bill Clinton, « Speech by President on Drug Strategy Announcement », *loc. cit.* Nos italiques.

⁵⁷ Selon Guáqueta, l'image plutôt « rose » de la Colombie que les décideurs politiques américains avaient de la Colombie, correspondait exactement à celle que les élites colombiennes leur avaient toujours présentée de leur pays. Guáqueta (1998). *loc. cit.*, p. 54.

⁵⁸ Bien que l'institutionnalisation récente se soit développée vers la fin des années 1980, suite à l'assassinat du candidat présidentiel Galán, lorsque l'administration Barco a déclaré une guerre totale aux cartels, il est également clair que la Colombie avait entamé un processus d'institutionnalisation de la GAD depuis la fin des années 1970. Comme l'a écrit Mason, « Colombia's anti-drug posture (...) was in great measure shaped by Washington's militarized war on drugs and aggressive policy, [and] has over time become internalized ». Ann Mason « Colombia's Conflict and Theories of World

Le fait que durant les années de l'administration Clinton nombre d'efforts antinarcotique aient été supervisés de près par le Département d'État, a permis à la diplomatie américaine d'acquérir une certaine autonomie dans la gestion des relations avec les pays visés par la GAD, dont la Colombie⁵⁹. De cette façon, le Département d'État a supervisé deux entités dans les efforts antinarcotiques: le Bureau of *International Narcotics and Law Enforcement Affairs* (INL), et la *Drug Enforcement Administration* (DEA).

En conséquence, dans le cas de la Colombie, la DEA avait été chargée de produire des rapports périodiques pour évaluer les performances de ce pays dans la GAD. En 1994, dans ce qui pourrait être identifié comme une tentative de sécurisation (*securitizing move*), l'un de ces rapports a dressé un portrait plutôt inquiétant de l'avenir de la lutte contre le narcotrafic en Colombie:

In many instances, the counternarcotic forces lack the most basic forms of equipment, training and transportation. For example, the director of the counternarcotics police in Colombia said that the police have 10 helicopters available at any one time for drug interdiction and eradication efforts throughout Colombia. (...) *Corruption continues to undercut the willingness and ability of host nations to combat the drug trade*. The U.S. Ambassador to Colombia said that corruption in Colombia is the greatest single impediment to a successful counternarcotics effort⁶⁰

Toutefois, ce rapport n'a pas été une surprise totale pour le Département d'État. Au contraire, ce diagnostic de la situation de la Colombie a créé un environnement plutôt favorable à la promotion des intérêts antinarcotiques américains

Politics». *Contemporary Conflicts*. Mar 26, 2004. Disponible [en ligne]: <http://conconflicts.ssrc.org/andes/mason/> (Consulté le 20 octobre 2007).

⁵⁹ « President Bill Clinton did not form part of the making of U.S.-Colombian relations at the time. U.S. official and unofficial declarations were always left to INL's discretion and to [U.S.] ambassador [in Colombia,] Myles Frechette ». Guáqueta (1998). *loc.cit.*, p. 80

⁶⁰ *Ibid.*, p. 90. Nos italiques.

en Colombie, notamment dans les mois qui ont précédés le moment où Ernesto Samper a assumé ses fonctions présidentielles en août 1994⁶¹.

D'ailleurs, quelques mois après la publication de ce rapport, et profitant de la situation chaotique créée par des accusations portées contre le Président Samper d'avoir reçu une importante contribution financière du Cartel de Cali pour sa campagne présidentielle, le chef de la DEA en Colombie, Joseph Toft, a été le premier fonctionnaire américain de suggérer que la Colombie était devenue une « narcodémocratie », lorsqu'il a affirmé que,

there is no doubt that Ernesto Samper's campaign received money from *narcotraffic*. And my opinion is based on what I know, on intelligence information. I am not sure, though, whether he was aware of it. But it would surprise me if he wasn't ⁶².

Toutefois, malgré les impressionnants résultats obtenus par l'administration Samper dans la GAD⁶³ (y compris le démantèlement du cartel de Cali), la Colombie a été décertifiée à trois reprises entre 1995 et 1997⁶⁴. Ainsi, les quatre années de la

⁶¹ Comme le souligne Crandall, « in the last year of his presidency [1994], César Gaviria's antidrug credentials were becoming increasingly suspect in Washington, (...) due mainly to the perception that, after dismantling the Medellín cartel, Gaviria had gone soft on the Cali cartel ». Russell Crandall. «Driven by Drugs: U.S. Policy Toward Colombia ». Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2002, p. 37.

⁶² Guáqueta (1998). *loc.cit*, p. 54.

⁶³ « During 1996, the fumigation of poppy crops nearly doubled 1995 levels and coca crop eradication efforts were intensified. In February 1997, a long-standing counternarcotics maritime agreement was finally signed between the countries, and Colombian Congress passed legislation to increase the jail sentences of confessed narcotraffickers ». Arlene B. Tickner, « U.S. Foreign Policy in Colombia: Bizarre Side Effects of the War on Drugs ». Allocution prononcée dans le cadre de la conférence Democracy, Human Rights and Peace in Colombia, Notre Dame University, March 26-27, 2001, p. 11.

⁶⁴ « The certification process is the official mechanism by which each country in the world is catalogued in [a good or bad] category according to the way they constitute or do not constitute a threat to American security ». Borda-Guzmán, *loc.cit*, p. 8. « Governments that the President feels have not met the standards lose their eligibility for most of U.S. military and economic assistance. They also face an obligatory 'no vote' by the United States government for loans in six multilateral development banks ». Grayson, *loc.cit*, p. 153.

présidence d'Ernesto Samper ont témoignées des relations diplomatiques extrêmement tendues entre les deux pays, jusqu'à ce qu'un nouveau président ne fût élu en 1998.

Par exemple, en juin 1996, l'ambassadeur américain en poste à Bogota, Myles Frechette, écrivait un éditorial d'opinion dans le quotidien *The Washington Post* suggérant à l'administration Clinton de révoquer le visa du Président colombien, afin de l'affaiblir davantage et d'accentuer son isolement international : « Samper should be kept as invisible as possible in our bilateral relationship »⁶⁵.

C'est ainsi que le 11 juillet 1996, Samper a vu retirer son visa, du jamais vu dans les relations diplomatiques entre les États-Unis et la Colombie, parce que le président colombien aurait sollicité et obtenu plus de 6,5 millions de \$US pour financer sa campagne présidentielle. Comme l'a dit le porte-parole du Département d'État, Nicholas Burns, lorsqu'il a annoncé la nouvelle :

Our message today is clear and it is simple: People who knowingly assist narco-traffickers are not welcome in the United States⁶⁶.

Tel que nous l'avions mentionné dans notre premier chapitre⁶⁷, il est possible de dire que la sécurisation d'un enjeu est réussie lorsqu'il est commence à être perçu comme une menace, réelle ou potentielle, à la stabilité ou à la survie d'un État, puisque « security is defined in political/military terms (...) as the integrity of the state and its values against the dangers of a hostile international environment⁶⁸ ».

⁶⁵ CNN.com International. « Colombia irate over leaked U.S. message », le 2 juillet 1996. Disponible [en ligne]: <http://edition.cnn.com/WORLD/9607/02/colombia.probs/index.html> (Consulté le 28 juillet 2008).

⁶⁶ Crandall, *loc. cit.*, p. 122.

⁶⁷ Voir infranote 8.

⁶⁸ Roxane Lynn Doty. « Immigration and the Politics of Security ». Dans: *The Origins of National Interests*. Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 1999. p. 73.

Cela expliquerait que lorsque le *Narcotics Control Strategy Report* (NCSR) fut lancé à l'automne 1996, la Colombie a été officiellement déclarée comme une menace à la démocratie et à la sécurité nationale des États-Unis. Évidemment, cela signifiait que le pays serait encore une fois décertifiée⁶⁹, quoique partiellement, parce que, selon la Secrétaire d'État Albright:

The continued interruption of [military] assistance [as a consequence of decertification] would mean the continuation of serious damage to the vital interests of the national security of the people of the United States⁷⁰.

Il n'est pas surprenant que les pressions diplomatiques de Washington sur la présidence colombienne aient eu deux effets dévastateurs sur ce pays andin. Premièrement, elles ont été la principale cause de l'isolement international qu'a subi le président Samper durant son mandat⁷¹. Deuxièmement, elles ont entraîné l'affaiblissement d'un État colombien déjà faible. Cela a permis aux groupes armés illégaux comme les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), de renforcer leur discours de contestation contre la légitimité des institutions politiques colombiennes, en même temps qu'elles ont accru leur pouvoir militaire dans les régions du sud du pays, où leur influence avait été surtout politique auparavant. Cependant, Olivier Dabène soutient que ce qui aurait permis aux groupes de narcotrafiquants et de guérillas de substituer l'État comme le garant de l'ordre social dans ces régions du pays, c'était plutôt le manque de légitimité de ce même État

⁶⁹ « The certification process, in effect since 1986 under section 490 of the Foreign Assistance Act of 1961, requires the President of the United States to submit to Congress an annual determination of the counter-narcotic cooperation of major narcotic-producing and narcotic-transiting countries. If a nation fails to meet either of the requirements it is 'decertified' and the US may reduce its aid and oppose the approval of multilateral loans to that nation ». Crandall, *op.cit.*, p. 122

⁷⁰ *Ibid.*, p. 130.

⁷¹ Tickner souligne, par exemple, que Samper n'a reçu que deux visites officielles durant son mandat. Tickner (2001), *loc.cit.*, p. 9-11.

absent⁷².

Ce regain d'influence des FARC leur a permis de multiplier leur chiffre d'affaires à un rythme exponentiel, en offrant une protection militaire aux producteurs de coca afin de contrer les efforts gouvernementaux dans la guerre contre la drogue⁷³. Ainsi, cette évidence ajouta deux nouvelles préoccupations pour Washington concernant la Colombie: la capacité réelle de l'État colombien de lutter contre le narcotrafic et son instabilité⁷⁴. Par conséquent, il serait juste de dire que le fait que le Président Samper soit devenu la cible principale de la GAD dans la région andine entre 1994 et 1998, n'a été que le résultat de ce que Washington a perçu comme le pouvoir déstabilisateur que le narcotrafic pouvait avoir sur les institutions démocratiques des pays de l'hémisphère occidental.

3.4. La sécurisation de la crise colombienne et le Plan Colombie

La campagne présidentielle colombienne de 1998 a été conditionnée par un sentiment de défaite militaire du gouvernement colombien aux mains de la guérilla des FARC⁷⁵. En conséquence, le nouveau président, le conservateur Andrés Pastrana, a immédiatement approché ce groupe guérillero afin d'entamer des négociations de paix pour mettre fin au conflit armé colombien. Aussi, selon Diana Rojas-Rivera,

⁷² Olivier Dabène, « Les narcodémocraties andines ». *Les Études du CERI*. No. 20. Septembre 1996, p. 6; Wilkinson écrit aussi que, « where states lack legitimacy non-state actors have greater potential to act as alternative loci of legitimacy »; Wilkinson, *loc.cit*, p. 9.

⁷³ Par exemple, Mason soutient qu'une des principales raisons pour lesquelles les groupes illégaux colombiens ont réussi à déstabiliser le pays de manière si importante, est attribuable au fait qu'ils possèdent la capacité d'alimenter financièrement leurs structures avec le commerce global des narcotiques. Ann Mason, « Colombia's Conflict and Theories of World Politics ». *Items and Issues*. Vol. 4, 2-3 (Printemps- Été 2003), p. 3.

⁷⁴ Guáqueta (2001). *loc.cit*, p. 67.

⁷⁵ Rafael Pardo, « Colombia's Two-Front War ». *Foreign Affairs*. Vol. 79, No. 4 (Juillet/Août 2000), p. 64-73; Julia E. Sweig et Michael M. McCarthy, « Colombia: Staving Off Partial Collapse ». Dans: *The Andes in Focus: Security, Democracy and Economic Reform*. Lynne Rienner Publishers: Boulder, Colorado, 2002, p. 15; Aussi, Tickner écrit que « [a]s of mid-August 1997, 111 municipalities [were] reportedly under the complete control of the guerrillas ». Tickner, Arlene B. « Colombia: Chronicle of a Crisis Foretold ». *Current History*, Vol. 97, N. 616, Février 1998, p. 64.

l'élection d'un nouveau président en 1998 a permis au gouvernement colombien de normaliser ses relations diplomatiques avec Washington et d'obtenir des fonds pour financer l'une de ses initiatives les plus ambitieuses pour lutter contre le narcotrafic : le Plan Colombie⁷⁶.

Rappelons qu'entre 1994 et 1998, l'administration Clinton avait souvent qualifié la Colombie de narcodémocratie. Selon Dabène, en qualifiant un pays de narcodémocratie, on laisserait entendre que « toutes [ses] institutions publiques [seraient] infiltrées par des narcotrafiquants⁷⁷ ». De cette manière, l'image d'allié démocratique inconditionnel que la Colombie avait réussi à se tailler auprès de l'opinion publique américaine, a été remplacée par celle d'un pays du Tiers-monde (éloignée de l'image occidentale que certains membres des élites colombiennes avaient cherché à transmettre tout au long du XX^e siècle) coopté par des criminels qui pourraient éventuellement menacer la sécurité nationale des États-Unis.

A notre avis, il s'agissait alors d'une tentative de sécurisation (*securitizing move*), puisque le préfixe « narco » était encore une image fort puissante dans la mémoire collective de l'opinion publique américaine lorsqu'il était question de l'Amérique latine et ce, depuis les années de la guerre froide où les « narcoguérillas » latino-américaines communistes étaient une menace pour les valeurs traditionnelles américaines. En même temps, son utilisation contribuait à projeter l'image de la Colombie comme un État voyou.

Quelques semaines avant l'élection présidentielle en juin 1998, le candidat Andrés Pastrana avait proposé une sorte de plan Marshall pour la Colombie, essentiellement parce qu'il voyait le trafic de drogue comme un problème ayant des

⁷⁶ Diana Marcela Rojas-Rivera. « La Política Internacional del Gobierno de Pastrana en Tres Actos », *Análisis Político*, N. 46 (Mai-Août 2002), p. 105.

⁷⁷ Dabène. *loc.cit*, p. 2.

racines sociales⁷⁸. Pastrana avait déclaré que :

[D]rug trafficking, more than a judicial problem, is a social problem (...). Developed countries must help us execute a kind of Marshall Plan for Colombia that will allow us to undertake large investments in the social, agricultural and infrastructure field, to offer our peasants different alternatives apart from illicit crops⁷⁹.

Mais en même temps, comme l'affirment Carvajal et Pardo, l'administration Clinton voyait de plus en plus la Colombie comme un pays problème pouvant exporter son instabilité aux pays voisins⁸⁰. En fait, la détérioration de la démocratie colombienne, de même que le renforcement des groupes d'insurgés n'étaient pas des questions sous-estimées par Washington. qui plus est, à cette époque, la Colombie était perçue par les États-Unis comme un État en implosion⁸¹. Mais aussi, comme le suggère Zuluaga-Nieto, « the widening of Colombia's internal war and the upswing in cocaine production led Washington to determine that its model of (relative) stability had become a threat to regional security⁸² ».

En conséquence, Holmes rappelle que l'administration Clinton a soutenu le nouveau président colombien lorsqu'il s'est rendu à Washington en octobre 1998 afin d'obtenir des ressources pour financer un processus de paix avec les FARC et un plan de redressement pour son pays. Entre autres choses, Pastrana entendait lutter contre le narcotrafic en améliorant le niveau de vie des populations rurales touchées par la

⁷⁸ Rojas-Rivera. *loc. cit.*, p.105.

⁷⁹ *Idem.*

⁸⁰ Leonardo Carvajal et Rodrigo Pardo, « La internacionalización del conflicto doméstico y los procesos de paz. (Historia reciente y principales desafíos) », p.181-236. Dans: *Prioridades y desafíos de la Política Exterior de Colombia*. Fescol, Hanns Seidel Stiftung: Bogotá, D.C., 2002.

⁸¹ Lott. *loc. cit.* p. 98-119.

⁸² Jaime Zuluaga Nieto, « U.S. Security Policies and United States-Colombia Relations ». *Latin American Perspectives*, Vol. 34, No. 1 (January 2007), p. 117.

présence de la guérilla et les cultures illicites⁸³. Il faut rappeler alors que la dimension internationale du conflit armé colombien, serait surtout liée à la relation entre guérilla et narcotrafiquants, plutôt qu'aux facteurs idéologiques⁸⁴.

La réponse finale de l'administration Clinton à cette demande économique et sociale du gouvernement de la Colombie reflète la logique de sécurisation qui avait prévalu au sein de la bureaucratie antinarcotique dans les années précédentes. D'abord, la création d'un premier bataillon antinarcotique au sein de l'armée colombienne, en décembre 1998, pourrait être vue comme un premier pas vers la sécurisation de ce que Mason a appelé le « volatile mix of armed insurgents and drug trafficking⁸⁵ » à l'intérieur de la Colombie. En effet, comme l'écrit Crandall, la Maison blanche se montrait plutôt sceptique à l'égard d'un processus de paix naissant avec les FARC et certains membres de l'administration Clinton ne croyaient aucunement aux intentions de ce groupe insurgé d'abandonner son implication dans le narcotrafic, les enlèvements, le recrutement forcé d'enfants et les attaques terroristes contre la population civile⁸⁶.

Malheureusement, ce scepticisme a été confirmé en février 1999, lorsque les FARC ont illégalement exécuté trois anthropologues américains dans le nord-est de la Colombie. C'est ainsi que, si la première version du Plan Colombie, présentée par l'administration de Pastrana quelques mois auparavant aux Américains, pouvait être vue comme une stratégie de désécurisation⁸⁷, cet événement a définitivement miné ses possibilités de succès. En fait, Mason croit que des actions de ce type

⁸³ Holmes. *loc. cit.*, p. 41.

⁸⁴ Tickner (1998), *loc. cit.*, p. 64.

⁸⁵ Ann Mason, « The Colombian Security Crisis: International Causes and Consequences of a Failing State ». Dans: *Colombia: Civil Conflict, State Weakness, and (In)Security*. (PLAS Cuadernos, No 7). Princeton, New Jersey: Program in Latin American Studies, Princeton University, 2003, p. 35.

⁸⁶ Crandall, *op. cit.*, p. 146-147.

⁸⁷ Tickner (2001). *loc. cit.*, p. 13.

démontraient l'« état de nature hobbesien » de la Colombie rurale⁸⁸, en même temps qu'elles suggéraient que des mesures énergiques s'avéreraient nécessaires pour renforcer la capacité de l'État colombien, dont la faiblesse était la principale cause de sa crise de sécurité. En ce sens, Tickner écrit également que la théorie de la narcoguérilla,

conveys the idea that: 1) the FARC control most aspects of the drug trade, given the demise of the major drug cartels in the mid-1990s; 2) the Colombian state is too weak to confront this threat, primarily due to the inefficacy of the country's armed forces; and 3) U.S. military support is warranted, in order to wrest drug-producing regions, particularly in the south of the country, from guerrilla control⁸⁹.

Toujours selon Mason, le 13 juillet 1999, principalement en raison du défi que ces narcoguérillas posaient à l'État colombien⁹⁰, de par leur habilité à se prévaloir des revenus produits par leur implication dans le narcotrafic⁹¹, le tsar antidrogue américain depuis 1996, le général Barry McCaffrey, a été le premier membre de la bureaucratie antinarcotique à reconnaître que, si les États-Unis espéraient obtenir des résultats concrets dans la GAD⁹², l'assistance annuelle à la Colombie devrait s'accroître de près de 1 milliard \$US pour l'année fiscale 2000⁹³.

Également, il ne faudrait pas oublier que, comme l'écrit Holmes, à cette époque la Colombie avait déjà été désignée comme l'ennemi public numéro un dans le débat antidrogue aux États-Unis⁹⁴. Cette interprétation du tsar antidrogue de la question colombienne en tant qu'acteur de sécurisation, pourrait être considérée

⁸⁸ Mason (2003a). *loc. cit.*, p. 36.

⁸⁹ Tickner (2001). *loc. cit.*, p. 18-19.

⁹⁰ Mason (2003a). *loc. cit.*, p. 35.

⁹¹ Mason (2004). *loc. cit.*, p. 3.

⁹² Holmes. *loc. cit.*, p. 42.

⁹³ Crandall *op. cit.*, p. 148.

⁹⁴ Holmes. *loc. cit.*, p. 33.

comme un acte de langage déclaratoire, soit un tournant dans le cadre de la sécurisation de la crise colombienne, en raison principalement de la légitimité dont bénéficiait le principal membre de la bureaucratie antinarcotique américaine⁹⁵.

Leogrande et Sharpe soutiennent alors que dans les jours qui ont suivi cette annonce, le Département d'État américain s'est également montré favorable à un plan d'aide plus généreuse pour la Colombie⁹⁶. Pourtant, ce qui semble contradictoire, c'est que, durant les mois qui ont précédé l'adoption du Plan Colombie, la Colombie a toujours été décrite par l'administration Clinton comme une démocratie en danger, sachant qu'à peine quelques mois auparavant on la qualifiait de narcodémocratie. Par ailleurs, en janvier 2000, le Président Clinton a justifié l'aide économique en faveur de la Colombie en faisant appel à l'intérêt national des États-Unis :

It is in our *fundamental national interest* to aid the Colombian government in its fight against narcotrafficking and the resulting widespread violence in that country. (...) In so doing, the United States can help reduce the flow of illegal drugs entering U.S. territory -- while also promoting political and economic stability in Colombia and in the surrounding region⁹⁷.

Dans la même veine, quelques mois plus tard, devant le Conseil des Amériques, il a réitéré son plaidoyer en faveur de la démocratie colombienne :

⁹⁵ Comme le souligne Risse, « actors who can legitimately claim authoritative knowledge or moral authority (or both) should be more able to convince a skeptical public audience than actors who are suspected of promoting 'private' interests ». Thomas Risse. « Let's Argue!: Communicative Action in World Politics », *International Organization*, Vol. 54, no. 1 (Hiver 2000), p. 22.

⁹⁶ William M. Leogrande et Kenneth Sharpe. « Two wars or One? Drugs, Guerrillas, and Colombia's New *Violencia* », *World Policy Journal*, Vol. XVII, no. 3, (Automne 2000), p. 8.

⁹⁷ U.S. Department of State. « President Clinton's Statement on Assistance to Colombia », le 11 janvier 2000. Disponible [en ligne]: <http://usinfo.state.gov/regional/ar/colombia/aid11.htm> (Consulté le 20 juillet 2008). Nos italiques.

Today we are called upon to stand for *democracy under attack in Colombia*. Drug trafficking, civil conflict, economic stagnation, combined everywhere they exist, and explosively in Colombia, to feed violence, undercut honest enterprise in favor of corruption, and undermine public confidence in democracy. Colombia's drug traffickers *directly threaten America's security*. But first, they threaten Colombia's future⁹⁸.

Enfin, le processus de sécurisation de la crise colombienne a été accompli lorsque le président Clinton a réussi à obtenir le soutien bipartisan pour son initiative⁹⁹ et qu'il a signé la loi autorisant le Plan Colombie, en juillet 2000. Pourtant, son passage par le Congrès américain n'a pas été exempt de difficultés, en raison des changements qui y ont été apportés par quelques membres de la Chambre des représentants et du Sénat, qui ne croyaient pas qu'une militarisation accrue de la politique antinarcotique serait bénéfique pour résoudre la crise colombienne, qu'ils voyaient surtout comme un problème interne de la Colombie¹⁰⁰. Mason souligne également qu'une autre source importante d'inquiétude pour les décideurs américains était la possibilité que la frontière entre la lutte anti-insurrectionnelle et la guerre antidrogue, ne devienne de plus en plus diffuse en Colombie¹⁰¹.

Finalement, comme le soulignent Isacson et Haugaard, le plan qui a été finalement approuvé par le Congrès américain ressemblait peu au Plan Colombie présenté originalement par le président Pastrana¹⁰². Essentiellement, aux yeux de

⁹⁸ U.S. Department of State. « President Clinton's May 2 Remarks to Council of the Americas », le 2 mai 2000. Disponible [en ligne]: <http://usinfo.state.gov/regional/ar/colombia/clinton02.htm> (Consulté le 20 juillet 2008). Nos italiques.

⁹⁹ Holmes. *loc. cit.*, p. 48-51.

¹⁰⁰ Mason (2003a). *loc. cit.*, p. 36. Holmes dit aussi que malgré le support bipartisan, « the proposal faced problems in the Senate, with many senators fearing involvement in an escalating, Vietnam-like situation ». Holmes. *loc. cit.*, p. 49.

¹⁰¹ Mason (2003a). *loc. cit.* p. 36.

¹⁰² Adam Isacson et Lisa Haugaard. « Colombia Aid Package ». *Latin America Working Group*, January 29, 2000. Disponible [en ligne]: <http://ciponline.org/colombia/012901.htm> (Consulté le 20 juillet 2008).

l'administration Clinton, l'ampleur de la situation colombienne en matière de sécurité, nécessitait de mesures extraordinaires beaucoup plus rapprochées d'une approche sécurisante fortement axée vers l'assistance militaire, puisque soixante-quinze pourcent de l'assistance, soit 642,3 millions de dollars US, est allé aux forces armées colombiennes¹⁰³.

Dans les pages précédentes, nous avons voulu analyser les différentes approches de la stratégie antinarcotique de l'administration Clinton. Ainsi, nous désirions comprendre pourquoi cette administration a, d'abord, conçu et présenté sa première stratégie antinarcotique comme un effort gouvernemental centré principalement sur les questions de politique interne. Nonobstant, comme nous l'avons vu, cet effort ne s'est jamais traduit dans l'abandon d'un langage sécurisant au niveau international. Cela dit, nous désirions comprendre comment cette stratégie s'était-elle transformée avant d'adhérer à une approche tributaire de la sécurisation du narcotrafic, voire de la militarisation de la lutte antidrogue, avec le Plan Colombie. Nous concluons alors que la décision d'aborder le problème des drogues à partir d'une approche de sécurité est éminemment une décision d'ordre politique.

¹⁰³ *Idem.*

CONCLUSION

D'emblée, ce travail a été inspiré par notre intention de bien vouloir comprendre les origines, les motivations et les orientations de la guerre antidrogue (GAD) que les États-Unis mènent depuis près de trente ans déjà, lorsque le trafic et la consommation de narcotiques ont été officiellement classifiés comme des menaces à la sécurité nationale des États-Unis. Premièrement, nous avons fait l'analyse du processus qui a favorisé, d'une part, la construction du narcotrafic comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis. Deuxièmement, nous avons illustré comment ce même processus aurait établi les conditions qui ont permis le renforcement de ce que nous avons appelé l'identité collective « antidrogue » américaine, laquelle aurait menée à la construction de l'image de la Colombie comme une narcodémocratie, durant la présidence de Bill Clinton.

C'est en fait pour cette raison, que nous avons décidé d'étudier la sécurisation du narcotrafic et de la crise colombienne selon l'approche d'acte de langage proposée par Ole Wæver. Rappelons que ce dernier considère qu'un enjeu ne sera classé comme étant une menace objective qu'une fois que les élites et les décideurs politiques ne l'auront défini comme tel, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'ils ne l'auront pas sécurisé. Evidemment que la raison principale pour sécuriser un enjeu, vu le sens d'urgence que la sécurisation confère à un problème déterminé, relève surtout de la possibilité que cela offre aux décideurs d'utiliser des moyens extraordinaires afin d'y faire face ou même pour tenter d'y remédier.

Ainsi, mettant en lumière l'importance du discours, nous considérons être parvenus à démontrer notre hypothèse de recherche, à savoir que, malgré l'introduction d'une dimension « démocratie » dans la formulation du Plan Colombie,

la stratégie défendue par l'administration Clinton face à la crise colombienne demeure essentiellement tributaire de l'approche sécurisante avancée par les administrations de Ronald Reagan et celle de George H.W. Bush face au narcotrafic. En ce sens, comme nous l'avons montré, c'est la détérioration de la démocratie colombienne qui aurait été perçue comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis. Toutefois, même si nous observons que la démocratie libérale continue d'être perçue comme un des biens les plus chers des États-Unis, la façon dont le narcotrafic serait capable de la menacer, à l'intérieur même des États-Unis, ne serait pas si évident que l'on voudrait le croire.

Après avoir analysé la manière dont une menace a été construite autour du narcotrafic en provenance de la Colombie et des principales institutions politiques de ce pays, l'impression qui subsiste est que ce qui sous-tend la politique de Washington envers ce pays andin, ne serait tant la peur de savoir sa propre démocratie menacée, que la crainte de voir disparaître un des seuls régimes démocratiques de la région qui a été favorable aux orientations, parfois très discutables, de la politique extérieure antinarcotique des États-Unis. Malgré cela, nous avons décidé de ne pas aborder les conséquences, souvent très négatives, que les politiques qui ont été le fruit de la sécurisation du narcotrafic ont eues pour les pays producteurs des narcotiques. Rappelons, tout simplement, que dans la plupart des cas, les stratégies américaines sont allées à l'encontre des politiques nationales de développement de ces pays, comme le soulignent Tickner et Mason¹.

En outre, même si ce n'est pas le sujet principal de cette recherche, nous nous devons de souligner qu'avec le Plan Colombie, visant à renfoncer les capacités de l'Etat colombien pour faire face à la GAD dans son propre territoire, les États-Unis ont plutôt contribué au renforcement militaire de la Colombie dans sa lutte anti-

¹ Tickner et Mason, *loc. cit.*, p. 371.

insurrection. Cependant, comme cela a été documenté à maintes reprises depuis l'entrée en opération du plan, le problème du narcotrafic en Colombie a augmenté et il n'a pas cessé d'être présent dans les débats politiques aux États-Unis. Cela semblerait alors indiquer que la menace colombienne existe encore, même si ce pays ne cesse d'être l'allié le plus engagé et le plus fidele dans l'hémisphère occidental, celui sur lequel les Etats-Unis peuvent toujours compter dans leur lutte contre le narcotrafic.

Tel que nous l'avions annoncé dans notre introduction, notre démarche a suivi un plan triparti abordant successivement la question de la sécurisation du narcotrafic aux États-Unis entre 1981 et 2001. Les chapitres I et II ont rencontré le premier objectif du mémoire, puisqu'ils ont analysé le processus de sécurisation du narcotrafic qui a permis de légitimer la guerre antidrogue (GAD) durant les administrations de Ronald Reagan (1981-1989) et celle de George H.W. Bush (1989-1993), c'est-à-dire de militariser la stratégie antinarcotique américaine.

En premier lieu, nous avons étudié les stratégies discursives les plus saillantes employées durant les années Reagan afin d'appuyer la construction du narcotrafic comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis, pour subséquemment montrer comment elles auraient aussi contribué au renforcement de ce que nous avons appelé l'identité collective « antidrogue » américaine. C'est ainsi que nous parvenons à comprendre que c'est grâce aux pratiques discursives que les décideurs politiques ont maniées depuis les années 1980, que le narcotrafic est parvenu à occuper une place si importante au sein des préoccupations de l'opinion publique américaine.

Par la suite, nous avons montré comment les stratégies discursives employées par l'administration Bush (1989-1993) ont contribué au renforcement de l'image du

narcotrafic comme une menace à la sécurité nationale des États-Unis, tout en introduisant une stratégie antinarcotique que, sur le plan interne, était fortement axée sur la répression policière et judiciaire, et, qu'à l'extérieur du pays, privilégiait la puissance militaire et une sorte de diplomatie coercitive afin de légitimer la militarisation de la stratégie antinarcotique américaine. C'est surtout dans ce chapitre que nous avons pu constater le rôle que les idées et les croyances ont joué dans la légitimation de la GAD, à travers la figure du bureau du tsar antidrogue. En ce sens, il serait pertinent de se demander jusqu'à quel point la consommation et le trafic des drogues constituent des véritables menaces pour la sécurité nationale des États-Unis, car il semblerait que les conséquences objectives du processus de sécurisation du problème du narcotrafic ne soient pas tout à fait claires à ce jour, aux yeux des décideurs politiques américains.

Le troisième et dernier chapitre a tout d'abord analysé la politique antinarcotique de l'administration de Bill Clinton, afin d'expliquer pourquoi elle aurait été conçue et présentée à l'opinion publique américaine comme un effort gouvernemental centré principalement sur les questions de politique interne. Cependant, au niveau international, cela ne s'est jamais traduit dans l'abandon d'un langage sécurisant en ce qui concernait la Colombie, à cause de sa condition de premier producteur mondial de cocaïne. Nous concluons alors que la décision d'aborder le problème des drogues à partir d'une approche de sécurité ou à partir d'une approche de santé publique est éminemment une décision politique. Cela dit, ce que nous avons pu voir dans ce dernier chapitre de notre mémoire, c'est le fait que lorsque l'on a tenté d'introduire des modifications à la stratégie antinarcotique des États-Unis, afin de privilégier d'autres moyens pour faire face au problème des drogues illégales, le coût politique s'est avéré si élevé, que très peu de décideurs politiques aux États-Unis ont été prêts à l'assumer. Dans le cas de l'administration Clinton, rappelons que celle-ci a été confrontée à la victoire républicaine aux

élections législatives de mi-mandat de 1994, laquelle aurait miné toute possibilité de réussite d'une approche axée sur la désécurisation du narcotrafic.

Parmi les conclusions les plus saillantes de notre travail, nous soulignons, par exemple, que la GAD ne permettrait pas de désécuriser le narcotrafic aux Etats-Unis, et ce, principalement parce que « the repression and prohibition of certain drugs is still embedded in [the U.S.] thinking as the primary condition of existence² », comme le fait valoir Grayson. Cela signifierait alors que le succès du processus de sécurisation du narcotrafic a fait en sorte que la GAD soit définitivement devenue partie intégrale de l'identité américaine.

Aussi, contrairement à ce que l'on pourrait croire en première instance, l'existence d'un débat public ne signifierait pas nécessairement qu'un processus désécuritisation soit en cours dans une société. Au même temps, nous constatons que l'enjeu du narcotrafic continue d'être placé au-delà du débat public aux États-Unis, en insistant sur des politiques d'urgence, si chères à l'approche de la sécurisation³.

Nous concluons également que le processus de sécurisation de la crise colombienne peut aussi être compris comme une forme extrême de la politisation⁴, car celui-ci a essentiellement cherché à transformer ce qui était clairement une question politique, soit les effets du trafic de stupéfiants sur les institutions démocratiques d'un pays quelconque, en un problème de sécurité. À notre avis, le plan Colombie, en tant que réponse militaire à la crise colombienne, ne serait que l'aboutissement d'une série des tentatives de sécurisation, lesquelles se sont déroulées sur une période de temps qui avait commencé avec la construction collective de

² Grayson, *loc. cit.*, p. 156.

³ Williams. *loc. cit.*, p. 515.

⁴ Möller. *loc. cit.* p. 181.

l'image d'un pays semi-occidental allié, perdu aux mains du narcotrafic au bon milieu des années 1990.

Finalement, nous considérons qu'en ce qui concerne la GAD, il y a, aux États-Unis, une sécurisation institutionnalisée. Cela signifie que toutes les idées qui prônent des solutions d'ordre répressif ou d'ordre militaire, sont tenues pour acquises et font désormais partie du discours institutionnel. Par conséquent, nous considérons, à l'instar de ce qui suggère Didier Bigo, que la façon de regarder l'enjeu du narcotrafic aux États-Unis se serait homogénéisée⁵, dans une claire référence à l'identité, de telle sorte que, par exemple, il n'y a presque pas de voix qui plaident pour la fin de la GAD tel qu'elle existe depuis près de trente ans⁶.

⁵ Didier Bigo, « When two become one: internal and external securitizations in Europe ». Dans: *International relations theory and the politics of European integration: power, security and community*. M. C. Williams and M. Kelstrup. London: Routledge, (2000), p. 204.

⁶ Grayson, *loc. cit.*, p. 156.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

Bertram, Eva. 1996. *Drug War Politics: The Price of Denial*. Berkeley: University of California Press, 347 p.

Buzan, Barry, Ole Wæver et Jaap de Wilde. *Security: A New Framework for Analysis*. Colorado: Lynne Rienner Publishers, 1998, 239 p.

Campbell, David. *Writing Security- United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1998, 289 p.

Castells, Manuel. *The Power of Identity* (2^e édition). Malden, MA: Blackwell, 2004, 537 p.

Crandall, Russell. *Driven by Drugs: U.S. Policy Toward Colombia*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2002, 193 p.

Crandall, Russell, Guadalupe Paz et Riordan Roett (ed.). *The Andes in Focus: Security, Democracy and Economic Reform*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2005, 237 p.

David, Charles-Philippe. *Au Sein de la Maison Blanche : la formulation de la politique étrangère des Etats-Unis* (2^e édition). Coll. Politique étrangère et sécurité. Les Presses de l'Université Laval : Sainte Foy, 2004, 737 p.

Hollis, Martin et Steve Smith. *Explaining and Understanding International Relations*. Oxford : Clarendon Press, 1991, 226 p.

Macleod, Alex, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour (sous la dir.). *Relations Internationales : Théories et concepts*. Outremont : Athéna Éditions, 2002. 301 p.

Nau, Henry R. *At Home Abroad: identity and power in American foreign policy*. Cornell University Press, 2002, 314 p.

Rabasa, Angel et Peter Chalk. *Colombian Labyrinth: The Synergy of Drugs and Insurgency and Its Implications for Regional Stability*. Santa Monica, CA: Rand, 2001, 113 p.

Sharp, Elaine B. *The Dilemma of Drug Policy in the United States*. New York: Harper Collins College. 1994, 186 p.

Weldes, Jutta. *Constructing National Interests: the United States and the Cuban Missile Crisis*. University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999, 316 p.

Chapitres de livres

Bagley, Bruce M. « The Use of Armed Forces in the Drug Interdiction: The Strategy Context ». Dans: *Security and Civil-Military Relations in the New World Disorder: The Use of Armed Forces in the Americas*. Publications and Production Office - Strategic Studies Institute: Washington, 1999, p. 55-62.

Battistella, Dario. « L'intérêt national. Une notion, trois discours ». Dans : *Politique étrangère : Nouveaux regards*. Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 139-165

Bigo, Didier. « When two become one: internal and external securitizations in Europe ». Dans: *International relations theory and the politics of European integration: power, security and community*. M. C. Williams and M. Kelstrup (ed.). London: Routledge, 2000, p. 171-205.

Borda Guzmán, Sandra. « La Política Exterior colombiana antidrogas o cómo se reproduce el ritual realista desde el Tercer Mundo ». Dans: *Prioridades y desafíos de la Política Exterior de Colombia*. Fescol, Hanns Seidel Stiftung: Bogotá, D.C., 2002, p. 283-314.

Carvajal, Leonardo et Rodrigo Pardo. « La internacionalización del conflicto doméstico y los procesos de paz. (Historia reciente y principales desafíos) ». Dans: *Prioridades y desafíos de la Política Exterior de Colombia*. Fescol, Hanns Seidel Stiftung: Bogotá, D.C., 2002, p.181-236.

Copeland, Dale C. «The constructivist challenge to structural realism ». Dans: *Constructivism and International Relations. Alexander Wendt and his critics*. Coll. The New International Relations Series. New York, NY: Routledge, 2006, p. 1-20.

Dalby, Simon. « Contesting an Essential Concept: Reading the Dilemmas in Contemporary Security Discourse ». Dans: *Critical Security Studies*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1997, p. 3-31.

D'Aoust, Anne-Marie, David Grondin et Alex Macleod. « Les études de sécurité ». Dans: *Théorie des relations internationales : contestation et résistance*. Outremont: Athéna Éditions, 2007, p. 351-375.

David, Charles-Philippe et Jean-Jacques Roche. « La réconceptualisation de la sécurité ». Dans: *Théories de la sécurité: Définitions, approches et concepts de la sécurité internationale*. Coll. Clefs Politique. Paris : Ed. Montchrétien, 2002, p. 90-96.

David, Charles-Philippe; Louis Balthazar et Justin Vaïsse. « Le cadre culturel: le style national », « Le cadre conceptuel: les grands courants de pensée politiques ». Dans : *La Politique étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulation*. Coll. Paris : Presses de Sciences Po, 2003, p. 41-100.

Doty, Roxane Lynn. « Immigration and the Politics of Security ». Dans: *The Origins of National Interests*. Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 1999, p. 71-93.

Grayson, Kyle. « Discourse, Identity, and the U.S. 'War on Drugs' ». Dans: *Critical Reflections on Transnational Organized Crime, Money Laundering, and Corruption*. University of Toronto Press, Toronto (2003), p. 153-170.

Hartlyn, Jonathan et John Dugas. « The Politics of Violence and Democratic Transformation ». Dans: *Democracy in Developing Countries. Latin America*. 2e édition. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1999, p. 249-307.

Holmes, Jennifer S. « Drugs, Terrorism, and Congressional Politics: The Colombian Challenge ». Dans: *Contemporary Cases in U.S. Foreign Policy: From Terrorism to Trade*. Washington, D.C.: CQ Press, 2005, p. 33-64.

Holmes, Jennifer S. « Coca, Human Rights, and Violence: U.S. Foreign Policy Toward Colombia ». Dans: Ralph G. Carter (ed.), *Contemporary Cases in U.S. Foreign Policy: From Terrorism to Trade*. Washington, DC: CQ Press, 2008, p. 59-90.

Kahl, Colin H. « Constructing a separate Peace: Constructivism, Collective Liberal Identity, and Democratic Peace ». Dans: *The Origins of National Interests*. Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 1999, p. 94-144.

Katzenstein, Peter J. « Conclusion ». Dans: *The culture of national security, Norms and Identity in World Politics*. New York: Columbia University Press, 1996, p. 498-537.

Kerry, John. « Who Stole Colombia? ». Dans: *The New War: The Web of Crime That Threatens America's Security*. Simon & Schuster: New York, 1997, p. 70-86.

Kowert, Paul. « National Identity: Inside and Out ». Dans: *The Origins of National Interests*. Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 1999, p. 1-34.

Lipschutz, Ronnie D. (ed.). « Security Analysis: Conceptual Apparatus ». Dans: *On Security*. Columbia University Press, New York, 1995, p. 21-47.

Livingstone, Grace. «The United States and Colombia ». Dans: *Inside Colombia. Drugs, Democracy and War*. London: Latin American Bureau, 2003, p. 171-201.

Lott, Anthony. « Constructivists on Security ». Dans: *Creating Insecurity: realism, constructivism, and U.S. security policy*. Aldershot, Hants, England; Burlington, VT: Ashgate, 2004, p. 27-47.

Lott, Anthony. « Creating Insecurity II: U.S. Policy Toward Colombia ». Dans: *Creating Insecurity: realism, constructivism, and U.S. security policy*. Aldershot, Hants, England; Burlington, VT: Ashgate, 2004, p. 98-119.

Mason, Ann. « The Colombian Security Crisis: International Causes and Consequences of a Failing State ». Dans: *Colombia: Civil Conflict, State Weakness, and (In)Security*. (PLAS Cuadernos, No. 7). Princeton, New Jersey: Program in Latin American Studies, Princeton University, 2003, p. 33-62.

McSweeney, Bill. « Conclusion: Security and moral choice ». Dans: *Security, Identity and Interests: A sociology of International Relations*. Cambridge: Cambridge University Press, 1999, p. 198-216.

O'Meara, Dan. « Le constructivisme ». Dans : *Théorie des relations internationales: contestation et résistance*. Outremont : Athéna Éditions, 2007, p. 181-206.

Schulz, Donald E. « The United States and Latin America : A Strategic Perspective ». Dans: *Security and Civil-Military Relations in the New World Disorder: The Use of Armed Forces in the Americas*. Publications and Production Office - Strategic Studies Institute: Washington, 1999, p. 1-19.

Schulz, Donald E. «The Role of the U.S. Army in Promoting Democracy in the Americas ». Dans: *Security and Civil-Military Relations in the New World Disorder: The Use of Armed Forces in the Americas*. Publications and Production Office - Strategic Studies Institute: Washington, 1999, p. 43-48

Smith, Steve. « Foreign Policy Is What States Make of It: Social Construction and International Relations ». Dans: *Foreign Policy in a constructed world*, Armonk, London: M.E. Sharpe, 2001, p. 38-55.

Sweig, Julia E. et Michael M. McCarthy. « Colombia: Staving Off Partial Collapse ». Dans: *The Andes in Focus: Security, Democracy and Economic Reform*. Lynne Rienner Publishers: Boulder, Colorado, 2002, p. 11-43.

Tickner, Arlene B. « Colombia es lo que los actores estatales hacen de ella: una (re) lectura de la Política Exterior Colombiana hacia los Estados Unidos », p. 353-398. Dans: *Prioridades y desafíos de la Política Exterior de Colombia*. Fescol, Hanns Seidel Stiftung: Bogotá, D.C., 2002.

Tokatlián, Juan Gabriel. « Política Pública Internacional contra las Drogas de la Administración Gaviria y las Relaciones entre Colombia y Estados Unidos ». Dans : *Drogas ilícitas en Colombia : Su impacto económico, político y social*. Coll. *Ariel Ciencia Política*. Planeta Colombiana Editorial S.A.: Bogotá, D.C., 1997, p. 461-536.

Tokatlián, Juan Gabriel. « Colombia: más inseguridad humana, menos seguridad regional ». Dans: *América Latina y el (des)orden global neoliberal: Hegemonía, contrahegemonía, perspectivas*. CLACSO : Buenos Aires, avril 2004, p. 173-199.

Wæver, Ole. « Securitization and Desecuritization ». Dans: *Security: a new Framework for Analysis*. Lynne Rieder Publishers, Boulder London, 1998, p. 46-86.

Articles des périodiques

Auteur inconnu. « Clinton's Foreign Policy ». *Foreign Policy*, No. 121. (Nov-Déc 2000), p. 18-29.

Aureano, Guillermo, Michel Fortmann et Michel Lopez. « Kaléidoscope : l'instrumentalisation du problème de la drogue dans les Amériques ». *Revue Études internationales*, Vol. XXVIII, n. 4 (Décembre 1997), p. 709-733.

Balzacq, Thierry. « The Three Faces of Securitization: Political Agency, Audience and Context ». *European Journal of International Relations*, Vol. 11, No. 2 (2005), p. 171-201.

Bigo, Didier. « Sécurité et immigration », *Cultures & Conflits*, 31-32, [En ligne], mis en ligne le 16 mars 2006. URL : <http://www.conflits.org/index537.html>. Consulté le 19 mars 2008.

Brinkley, Douglas. « Democratic Enlargement: The Clinton Doctrine ». *Foreign Policy*, No. 106 (Printemps 1997), p. 110-127.

Campbell, David et Michael J. Shapiro. « Guest Editors' Introduction ». *Security Dialogue*, Vol. 38, No. 2 (Juin 2007), p. 131-137.

C.A.S.E. Collective. « Critical Approaches to Security in Europe: A Networked Manifesto ». *Security Dialogue*, Vol. 37, No. 4 (Décembre 2006), p. 343-487.

Dabène, Olivier. « Les narcodémocraties andines ». *Les Études du CERI*. No. 20. Septembre 1996. 32 p.

Deas, Malcolm. « Plan Colombia ». *London Review of Books*. 5 Avril 2001, p. 34-36.

Delacour, Justin. « Plan Colombia: Rhetoric, Reality, and the Press ». *Social Justice (Social Science Module)*. Vol. 27, No. 4 (Hiver 2000), 63-75.

Falco, Mathea. « U.S. Drug Policy: Addicted to Failure ». *Foreign Policy*, No. 102 (Printemps 1996), p. 120-133.

Grayson, Kyle. « Securitization and the Boomerang Debate: A Rejoinder to Liotta and Smith-Windson ». *Security Dialogue*, Vol. 34, No. 3 (Septembre 2003), p. 337-343.

Guáqueta, Alexandra. « Las Relaciones USA-Colombia: una nueva lectura ». *Análisis Político*, N. 43 (mai-août 2001), p. 34-60.

Huysmans, Jef. « International Politics of Insecurity: Normativity, Inwardness and the Exception ». *Security Dialogue*, Vol. 37, No. 1 (Mars 2006), p. 11-29.

Isacson, Adam. « Failing Grades: Evaluating the Results of Plan Colombia ». *Yale Journal of International Affairs*. Vol. 1, No. 1 (Été-Automne 2005), p.138-154.

Klotz, Audie et Cecelia Lynch. « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales ». *Critique internationale*. No. 2 (Hiver 1999), p. 51-62.

Knudsen, Olav F. « Post-Copenhagen Security Studies: Desecuritizing Securitization ». *Security Dialogue*, Vol. 32, No. 3 (Septembre 2001), p. 355-368.

Leogrande, William M et Kenneth Sharpe. « Two wars or One? Drugs, Guerrillas, and Colombia's New *Violencia* », *World Policy Journal*, Vol. XVII, N. 3, (Automne 2000). p. 1-11.

Le Prestre, Philippe. « La reconstruction identitaire de l'Amérique après le 11 septembre ». *Revue Études internationales*, Vol. XXXV, n. 1 (Mars 2004), p. 25-47.

Lu, Catherine. « Agents, Structures and Evil in World Politics ». *International Relations*, Vol. 18, n. 4, p. 498-509.

Lupsha, Peter A. « Transnational Organized Crime versus the Nation-State ». *Transnational Organized Crime*, Vol. 2, No. 1, Printemps 1996, p. 21-48.

Macleod, Alex, Isabelle Masson et David Morin. « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales ». *Revue Études internationales*, Vol. XXXV, n. 1 (Mars 2004), p. 7-24.

Macleod, Alex. « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures & Conflits*, 54, 2004, [En ligne], mis en ligne le 28 avril 2005. URL : <http://www.conflits.org/index1526.html>. Consulté le 08 mars 2008.

March, James G. et Johan P. Olsen, « The Institutional Dynamics of International Political Orders ». *International Organization*, Vol. 52, No. 4 (Automne 1998), p. 943-969.

Mason, Ann. « Colombia's Conflict and Theories of World Politics ». *Items and Issues*. Vol. 4, 2-3 (Printemps- Été 2003), p. 1-10.

McCaffrey, Barry R. « Challenges to U.S. National Security ». *Armed Forces Journal International*. Vol. 140, No. 3 (Octobre 2002), p 6-12.

McSweeney, Bill. « Security, Identity and the Peace Process in Northern Ireland ». *Security Dialogue*, Vol. 27, No. 2 (1996), p. 167-178.

Miller, Linda B. « The Clinton Years: Reinventing US Foreign Policy? ». *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, Vol. 70, No. 4 (Octobre 1994), p. 621-634.

Möller, Frank. « Photographic Interventions in Post-9/11 Security Policy ». *Security Dialogue*, Vol. 38, No. 2 (Juin 2007), p. 179-196.

Pardo, Rafael. « Colombia's Two-Front War ». *Foreign Affairs*. Vol. 79, No. 4 (Juillet/Août 2000), p. 64-73

Pastor, Robert A. « The Clinton Administration and the Americas: the Postwar Rhythm and Blues ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 38, n. 4 (Hiver 1996), p. 99-128.

Perl, Raphael F. « Clinton's Foreign Drug Policy ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 35, No. 4 (Hiver, 1993-1994), p. 143-152

Risse, Thomas, « Let's Argue!: Communicative Action in World Politics ». *International Organization*, No. 54, 1 (Hiver 2000), p. 1-39.

Robinson, Linda. « Where Angels Fear to Tread: Colombia and Latin America's Tier of Turmoil ». *World Policy Journal*, Vol. XVI, No. 4 (Hiver 1999/2000), p 63-72.

Roe, Paul. « Securitization and Minority Rights : Conditions of Desecuritization ». *Security Dialogue*, Vol. 35, No. 3 (Septembre 2004), p. 279-294

Roe, Paul. « Reconstructing Identities or Managing Minorities? Desecuritization Minority Rights : A Response to Jutila ». *Security Dialogue*, Vol. 37, No. 3 (Septembre 2006), p. 425-438.

Rojas Rivera, Diana Marcela. « La Política Internacional del Gobierno de Pastrana en Tres Actos », *Análisis Político*, N. 46 (Mai-Août 2002), p. 100-115.

Salter, Mark B. « On Exactitude in Disciplinary Science: A Response to the Network Manifesto ». *Security Dialogue*, Vol. 38, No. 1 (Mars 2007), p. 113-122.

Shelley, Louise I., « Transnational Organized Crime: An Imminent Threat to the Nation-State? ». *Journal of International Affairs*, Vol. 48, No. 2 (Hiver 1995), p. 463-489.

Sweig, Julia E. « What Kind of War for Colombia? ». *Foreign Affairs*, Vol. 81, No. 5 (Septembre/Octobre 2002), pp. 122-141.

Tickner, Arlene B. « Colombia: Chronicle of a Crisis Foretold ». *Current History*, Vol. 97, N. 616, Février 1998, p. 61-65.

Tickner, Arlene B et Ann C. Mason. « Mapping Transregional Security Structures in the Andean Region ». *Alternatives*, Vol. 28, N. 3, 2003, p. 359-391.

Walker III, William « A reprise for 'Nation-Building'. Low intensity conflict spreads in the Andes ». *NACLA Report on the Americas*. Vol. 35, N. 1 (Juillet/Août 2001), p. 22-28.

Walt, Stephen M. « International Relations: One World, Many Theories », *Foreign Policy*, (Printemps 1998), p. 29-46.

Weldes, Jutta. « Constructing National Interests ». *European Journal of International Relations*. Vol. 2, No. 3 (1996), p. 275-318.

Weldes, Jutta. « Bureaucratic Politics: A Critical Constructivist Assessment ». *Mershon International Studies Review*. Vol. 42, No. 2 (Novembre 1998), p. 216-225.

Wilkinson, Claire. « The Copenhagen School on Tour in Kyrgyzstan: Is Securitization Theory Useable Outside Europe? ». *Security Dialogue*, Vol. 38, No. 1 (Mars 2007), p. 5-25.

Williams, Michael C. « Words, Images, Enemies: Securitization and International Politics ». *International Studies Quarterly*, Vol. 47, (2003), pp. 511-531.

Zuluaga Nieto, Jaime. « U.S. Security Policies and United States-Colombia Relations ». *Latin American Perspectives*, Vol. 34, No. 1 (Janvier 2007), p. 112-119.

Sur Internet

Bigo, Didier. « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *Cultures & Conflits*, 58, 2005, [En ligne], mis en ligne le 10 octobre 2005. URL : <http://www.conflits.org/index1813.html> Consulté le 19 mars 2008.

Borda-Guzmán, Sandra. « A Constructivist Approach to the U.S. War on Drugs ». 8 p. Allocution prononcée dans le cadre du Congrès de l'Association d'études latino-américaines (LASA), Dallas, Texas. Mars 2003.

Center for International Policies. « *The Contents of the Colombia Aid Package* », le 26 janvier 2001. Disponible [en ligne]: <http://www.ciponline.org/colombia/plancolombia.htm> (Consulté le 8 novembre 2005)

CNN.com International. « Colombia irate over leaked U.S. message », le 2 juillet 1996. Disponible [en ligne]: <http://edition.cnn.com/WORLD/9607/02/colombia.probs/index.html> (Consulté le 28 juillet 2008).

Fink, Micah. "Don't Forget the Hype: Media, Drugs, and Public Opinion". *Fair & Accuracy in Reporting (FAIR)*. Disponible [en ligne]: <http://www.fair.org/index.php?page=1506> (Consulté le 1 février 2008).

Guáqueta, Alexandra. *Understanding The Deterioration In U.S.-Colombian Relations, 1995-1997. Conflict and Cooperation in the War Against Drugs*, M.A. Thesis: Somerville College, University of Oxford, Avril 1998. Disponible [online]: <http://www.lablaa.org/blaavirtual/tesis/colfuturo/usacolombia.pdf> (Consultée le 20 octobre 2007), 94 p.

Manwaring, Max G. « U.S. SECURITY POLICY IN THE WESTERN HEMISPHERE: Why Colombia, Why Now, and What Is To Be Done? », Juin 2001. Disponible [en ligne]: <http://carlisle-www.army.mil/usassi/welcome.htm> (Consulté le 23 août 2006).

McSherry, J. Patrice. « Preserving Hegemony: National Security Doctrine in the Post-Cold War Era ». *NACLA Report on the Americas*. Vol. 34, No. 3 (Novembre/Décembre 2000). Disponible [en ligne]: http://www.nacla.org/art_display.php?art=414 (Consulté le 20 octobre 2007)

Stokes, Doug. « Gluing the Hats On: Power, Agency, and Reagan's Office of Public Diplomacy ». Disponible [en ligne]: www.aqnt98.dsl.pipex.com/hats.htm (Consulté le 2 décembre 2005), 18 p.

The New York Times. « The Drug Czar's Coherent Legacy », le 11 novembre 1990. Disponible [en ligne]: <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9C0CE3DE1E31F932A25752C1A966958260>

Tickner, Arlene B. « U.S. Foreign Policy in Colombia: Bizarre Side Effects of the War on Drugs », Allocution prononcée dans le cadre de la conférence Democracy, Human Rights and Peace in Colombia, Notre Dame University, March 26-27, 2001, 45 p.

Trebilcock, Craig T. « The Myth of Posse Comitatus », October 2000. Disponible [en ligne]: <http://www.homelandsecurity.org/journal/articles/Trebilcock.htm> (Consulté le 15 octobre 2007).

Wallace-Wells, Ben. « How America Lost the War on Drugs ». *Rolling Stone Magazine*. Novembre 2007. Disponible [en ligne]: http://www.rollingstone.com/politics/story/17438347/how_america_lost_the_war_on_drugs (Consulté le 10 février 2008).

Youngers, Colleta. « Cocaine Madness: Counternarcotics and Militarization in the Andes ». NACLA Report on the Americas. Vol. 34, No. 3 (Novembre/Décembre 2000). Disponible [en ligne]: http://www.nacla.org/art_display.php?art=411 (Consulté le 10 octobre 2007)

Documents officiels et rapports

Bush, George H.W. « Inaugural Address », le 20 janvier 1989. Disponible [en ligne] : http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=1&year=1989&month=0 (Consulté le 1^{er} juillet 2008).

Bush, George H.W. « Remarks Following the Swearing-in Ceremony for William J. Bennett as Director of National Drug Control Policy », le 13 mars 1989. Disponible [en ligne] : http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=160&year=1989&month=3 (Consulté le 1^{er} juillet 2008).

Bush, George H.W. « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy », le 5 septembre 1989. Disponible [en ligne] : http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=863&year=1989&month=9 (consulté le 20 mars 2008).

Bush, George H.W. « Remarks on Signing the Executive Order Creating the President's Drug Advisory Council », le 13 novembre 1989. Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=1183&year=1989&month=11 (consulté le 25 mars 2008).

Bush, George H.W. « Remarks Announcing the Resignation of William J. Bennett as Director of National Drug Control Policy and a Question-and-Answer Session With Reporters », le 8 novembre 1990. Disponible [en ligne] : http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=2414&year=1990&month=11 (Consulté le 1 juillet 2008).

Bush, George H.W. « Remarks Announcing the Nomination of Bob Martinez To Be Director of National Drug Control Policy », le 30 novembre 1990. Disponible [en ligne] : http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=2518&year=&month= (Consulté le 14 juillet 2008).

Bush, George H.W. « Speech with draft notes, 1991 State of the Union Address ». Le 10 décembre 1990, folder "State of the Union, 1991", OA/ID 12879, Tony Snow, Subject File, White House Office of Speechwriting, Bush Presidential Records, George Bush Presidential Library. Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=2566&year=1990&month=12 (Consulté le 14 juillet 2008).

Bush, George H.W. « Remarks at a White House Briefing on Drug Abuse Statistics », le 19 décembre 1990. Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=2566&year=1990&month=12 (Consulté le 14 juillet 2008).

Bush, George H.W. « Remarks at a White House Briefing on the 1991 National Drug Control Strategy », le 31 janvier 1991. Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=2665&year=&month= (Consulté le 14 juillet 2008).

Bush, George H.W. « Remarks to the President's Drug Advisory Council », le 22 juillet 1992. Disponible [en ligne]: http://bushlibrary.tamu.edu/research/public_papers.php?id=4594&year=1992&month=7 (Consulté le 14 juillet 2008).

Clinton, Bill. « Speech by President Address to Nation Inaugural ». The White House, Office of the Press Secretary. Le 20 janvier 1993. Disponible [en ligne]: <http://www.clintonpresidentialcenter.org/legacy/012093-speech-by-president-address-to-nation-inaugural.htm> (Consulté le 20 mars 2008).

Clinton, Bill. « Speech by President at Swearing in of Lee Brown ». The White House, Office Of The Press Secretary. Remarks By The President And Lee Brown, Director Of Office Of National Drug Control Policy During Swearing-In Ceremony. Le 1er juillet 1993. The Rose Garden. Disponible [en ligne]: <http://www.clintonpresidentialcenter.org/legacy/070193-speech-by-president-at-swearing-in-of-lee-brown.htm> (Consulté le 20 mars 2008).

Clinton, Bill. « Speech by President on Drug Strategy Announcement ». The White House, Office of The Press Secretary. Remarks by the President in Drug Strategy Announcement. Prince George's County Correctional Center Upper Marlboro, Maryland. Le 9 février 1994. Disponible [en ligne]: <http://www.clintonpresidentialcenter.org/legacy/020994-speech-by-president-on-drug-strategy-announcement.htm> (Consulté le 22 mars 2008).

Departamento Nacional de Planeación de Colombia. « Balance del Plan Colombia », le 17 septembre 2003. Disponible [en ligne]: <http://www.colombiainternacional.org/EstadosUnidos-DocOficiales.htm> (Consulté le 23 août 2006).

Département d'État. « President Clinton's Statement on Assistance to Colombia », le 11 janvier 2000. Disponible [en ligne]: <http://usinfo.state.gov/regional/ar/colombia/aid11.htm> (Consulté le 19 décembre 2005)

Département d'État. « President Clinton's May 2 Remarks to Council of the Americas », le 2 mai 2000. Disponible [en ligne]: <http://usinfo.state.gov/regional/ar/colombia/clinton02.htm> (Consulté le 10 décembre 2005).

Département d'État. « U.S. Drug Policy Chief Addresses Diplomats in Colombia », le 20 novembre 2000. Disponible [en ligne]: <http://usinfo.state.gov/regional/ar/colombia/drug20.htm> (Consulté le 21 décembre 2005).

Département d'État. « *Why Americans should care about Plan Colombia* », le 21 février 2001. Disponible [en ligne]: <http://www.state.gov/p/wha/rls/fs/2001/1040.htm> (Consulté le 29 novembre 2005).

Falco, Mathea (dir.). « U.S. Interests and Objectives in Colombia: A Commentary »: *Report of the Working Group on Colombia sponsored by the Council on Foreign Relations*. 2000, 18 p. Disponible [en ligne]: www.cfr.org (Consulté le 27 juillet 2008).

Isacson, Adam et Ingrid Vaicius. « Plan Colombia's Ground Zero: a report from CIP's trip to Putumayo, Colombia », Avril 2001. Disponible [en ligne]: <http://www.ciponline.org/colombia/0401putu.htm> (Consulté le 8 novembre 2005).

Isacson, Adam et Lisa Haugaard. « Colombia Aid Package ». Latin America Working Group, le 29 janvier 2000. Available [online]: <http://ciponline.org/colombia/012901.htm>

House of Representatives, Subcommittee on National Security, International Affairs, and Criminal Justice, Committee on Government Reform and Oversight. « Hearing: Effectiveness of the National Drug Control Strategy and the Status of the Drug War », le 9 mars et le 6 avril 1995- Disponible [en ligne]:

<http://www.access.gpo.gov/congress/house/house07chl04.html> (Consulté le 27 juillet 2008).

House of Representatives, Subcommittee on National Security, International Affairs, and Criminal Justice, Committee on Government Reform and Oversight. - « Hearing: Illicit Drug Availability: Are Interdiction Efforts Hampered by a Lack of Agency Resources? ». National Drug Policy: A Review Of The Status Of The Drug War, les 27 et 28 juin 1995. Disponible [en ligne]: http://fas.org/irp/offdocs/pdd14_house.htm (Consulté le 27 juillet 2008).

La Maison Blanche. « Presidential Decision Directive 14 –Counter narcotics-», le 3 novembre 1993. Disponible [en ligne]: <http://www.fas.org/irp/offdocs/pdd14.htm> (Consulté le 25 mars 2008).

La Maison Blanche. Office of the Press Secretary, New York City, New York. Fact Sheet, le 24 septembre 1996.

McCaffrey, Barry. « Press Briefing by General Barry McCaffrey ». The Briefing Room, The White House. Le 6 mars 1996.

McCaffrey, Barry. « Press Briefing by General Barry McCaffrey on Drug Strategy ». The Biltmore Hotel, Coral Gables, Florida. Le 29 avril 1996.

Presidencia de la República de Colombia. « Plan Colombia, plan para la Paz, la Prosperidad y el Fortalecimiento del Estado », 1999. Disponible [en ligne]: <http://usembassy.state.gov/colombia/wwwsplan.shtml> (Consulté le 8 novembre 2005).

Presidential Decision Directives – PDD. Union Calendar No. 235. 104th Congress, 2nd Session -House Report 104-486. National Drug Policy: A Review of the Status of the Drug War. Seventh Report by The Committee On Government Reform And Oversight. March 19, 1996

Reagan, Ronald. «Remarks at the Annual Meeting of the International Association of Chiefs of Police in New Orleans, Louisiana ». Le 28 septembre 1981. *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1981/92881a.htm> (Consulté le 20 mars 2008)

Reagan, Ronald. « Remarks on Signing Executive Order 12368, Concerning Federal Drug Abuse Policy Functions », le 24 juin 1982. *The Public Papers of President*

Ronald W. Reagan. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/62482b.htm> (Consulté le 20 mars 2008).

Reagan, Ronald. « Toast at a Luncheon Hosted by Colombian President Belisario Betancur Cuartas in Bogota », le 3 décembre 1982. *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/120382d.htm> (Consulté le 20 mars 2008)

Reagan, Ronald. « Remarks on Signing the National Drug Abuse Education and Prevention Week Proclamation », le 21 septembre 1984. *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/92184d.htm> (Consulté le 20 mars 2008)

Reagan, Ronald. « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse », le 14 septembre 1986. *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*. Ronald Reagan Presidential Library. Disponible [en ligne]: <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1986/091486a.htm> (Consulté le 20 mars 2008)

Statement of Nancy Reagan, Former First Lady. Disponible [en ligne]: http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=104_house_hearings&docid=f:20245.pdf (Consulté le 20 juillet 2008).

Statement of William J. Bennett, Former Drug Czar, Former Education Secretary and co-director of Empower America. Disponible [en ligne]: http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=104_house_hearings&docid=f:20245.pdf (Consulté le 20 juillet 2008).

Vaicius, Ingrid. « El Plan Colombia: El Debate en los Estados Unidos ». *International Policy Report: A Publication of the Center for International Policy*. Août 2000. Disponible [en ligne]: <http://www.ciponline.org> (Consulté le 8 novembre 2005).